

SOMMAIRE

REMERCIEMENT	2
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES	3
GLOSSAIRE.....	5
INTRODUCTION	6
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU TOURISME DANS LA REGION BOENY	8
Chapitre premier : DESCRIPTION DES ZONES TOURISTIQUES DANS LA REGION BOENY	9
Chapitre 2 : ATOUTS PARTICULIERS DE LA REGION BOENY SUR LE SECTEUR TOURISTIQUE	20
Chapitre 3: INTERVENANTS DANS LE SECTEUR TOURISME.....	33
PARTIE II: IMPACTS DU TOURISME SUR L'ECONOMIE DE LA REGION BOENY ET SES PERSPECTIVES D'AVENIR.....	44
Chapitre premier: LES PORTEES ECONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DU TOURISME	45
Chapitre 2: LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISME.....	64
Chapitre 3 : PERSPECTIVES D'AVENIR DU SECTEUR TOURISME DANS LA REGION BOENY.....	93
CONCLUSION	104
LISTE DES TABLEAUX.....	106
LISTE DES FIGURES.....	107
LISTE DES PHOTOS	107
BIBLIOGRAPHIE	108
ANNEXE.....	109
TABLE DES MATIERES.....	129

REMERCIEMENTS

Avant tout, je remercie Dieu car sans sa bénédiction, je ne serais pas arrivé aussi loin dans mes études.

Le présent ouvrage est un ouvrage de longue haleine. La réalisation de cet ouvrage n'aurait pas été possible sans l'aide et la contribution de certaines personnes à qui, de près ou de loin, nous adressons nos vifs et sincères remerciements.

En premier lieu, notre haute considération s'adresse au corps enseignant de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Toamasina qui ont suivi minutieusement notre formation universitaire et qui ont su inculquer, avec un encadrement enrichissant, les connaissances de base nécessaires pour la réalisation de ce présent ouvrage.

Nous tenons notre haute considération à l'endroit de personnes ci-après :

Monsieur KASAVE Raymond, notre encadreur pédagogique, qui, malgré sa lourde responsabilité, a accepté avec amabilité de nous encadrer, aider et suggérer dans l'accomplissement de ce travail. Qu'il veuille bien agréer l'expression de notre profonde gratitude.

Madame RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie, Directrice Inter-Régionale du Tourisme Mahajanga, notre encadreur professionnel, qui malgré son calendrier toujours très chargé, a eu l'obligeance de suivre de près nos travaux, de bien vouloir nous encadrer, guider et conseiller de faire des remarques constructives et des suggestions. Qu'elle trouve ici l'expression de notre vive reconnaissance.

Nous remercions également, Madame BEZAZA Eliane, Directrice de l'Office Régional du Tourisme Mahajanga qui m'a beaucoup aidé pour visiter les différents sites touristiques.

A ma famille et mes amis pour leur compréhension, leurs aides (matériels, financières et soutien moral). Nous tenons à leur assurer qu'un immense souvenir ineffaçable leur est réservé pour le restant de notre vie.

Nous ne saurons jamais oublier de témoigner toute notre vie et notre affection à mon père ANDRIANARIVO SELSON et ma mère ROBIVelo ODILE PIERRETTE qui nous ont élevés.

ANDRIANARIVO ODIN

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES

%	: Pourcentage
AGM	: Association des Guides Mahajangaises
ANGAP	: Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées
AP	: Aires Protégées
APIT	: Agence Chargée de Promotion des Investissement Touristiques
Ar	: Ariary
ATTR	: Air Transport and Transit Régional
CERAM	: Centre Régional de l'Artisanat Malagasy
DSRP	: Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
EDBM	: Economic Development Brand of Madagascar
EIE	: Etude de l'Impact Environnemental
FBCF	: Formation Brute du Capital Fixe
FIARO	: Financière d'Investissement Aro
GIT	: Groupe Interprofessionnel du Tourisme
GUIDE	: Guichet Unique des Investissements et de Développement des Entreprises.
Ha	: Hectar
IOITO	: Organisation Touristique des Iles de l'Océan Indien
Km ²	: Kilomètre carré
MAP	: Madagascar Action Plan
MTT	: Ministère de Transport et du Tourisme
NEPAD	: Nouveau Partenariat Economique pour le développement des Entreprises
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OMD	: Objectifs de Développement du Millénaire
OMT	: Organisation Mondiale du Tourisme
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONTM	: Office National du Tourisme de Madagascar
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIC	: Pôles Intégrés de Croissance
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	: Programmes des Nations Unies pour le Développement

SADC	: Souther African Development Community
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SMT	: Salon Mondial du Tourisme à Paris
SPCOF	: Service Provincial Coordination Fiscale
SPGE	: Service Provincial de Grande Entreprise.
T	: Température
TFP	: Tourisme en Faveur des Pauvres
TIROM	: Tourism Investor's Relation Office
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
VVF	: Village Vacance Famille
ZIE	: Zone d'Intérêt Environnemental
ZIT	: Zone d'Intérêt Touristique

GLOSSAIRE

- **Tourisme** : est le fait de développement de voyager dans, ou de parcourir pour son plaisir, un lieu autre que celui où l'on vit habituellement.
- **Secteur touristique** : ensemble des unités institutionnelles dont la principale activité économique est une activité caractéristique du tourisme. Ces unités peuvent appartenir aux secteurs institutionnelles suivant : ménages sociétés non financières (privées, sous contrôle étranger, du secteur public), sociétés financières, Administrations publiques ou Institution sans but lucratif au service des ménages.
- **Ecotourisme** : un tourisme responsable en milieux naturels qui préserve l'environnement et participe au bien être des populations locales.
- **Tourisme international** : comprend le tourisme récepteur et le tourisme émetteur.
- **Tourisme national** : comprend le tourisme interne et le tourisme émetteur.
- **Consommation touristique** : dépense totale de consommation effectuée par un visiteur ou pour le compte d'un visiteur pour et pendant son voyage et son séjour dans le lieu de destination.
- **Tourisme émetteur** : tourisme des résidents d'un pays donné qui voyagent dans un autre pays.
- **Tourisme récepteur** : tourisme des non résidents qui voyagent dans un pays donné.
- **Tourisme interne** : tourisme des résidents d'un pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays.

INTRODUCTION

Durant les dernières décennies, le tourisme représente une activité économique majeure à l'échelle mondiale, tant pour les pays en développement que pour les pays industrialisés. L'organisation mondiale du tourisme soutient que le tourisme est une industrie qui présente la plus forte croissance.

Elle estime que le tourisme international et le tourisme domestique représentent près de 8% du PIB mondial et génère quelques 100 millions d'emplois. Le secteur touristique peut créer des emplois plus rapidement que d'autres secteurs industriels.

Il s'avère donc vraisemblable que l'industrie touristique soit appelée à jouer le rôle de « locomotive » du développement économique d'un pays, notamment en créant la richesse par les investissements, des emplois et en contribuant aux rentrées fiscales de l'État.

Comme à Madagascar où le taux de pauvreté reste très élevé, le tourisme pourrait jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté.

En effet, l'île possède une véritable richesse biologique et écologique, grâce à la diversité de sa faune et de sa flore, ainsi qu'une richesse culturelle exceptionnelle par la variété des tribus et des cultures qui s'y trouvent. Elle constitue ainsi une destination touristique intéressante.

Par ailleurs, le potentiel touristique malgache reste très largement sous exploité. Le secteur tourisme nous réserve un avenir meilleur, Madagascar est parmi les écorégions les plus riches du monde avec une biodiversité au taux d'endémisme élevé.

En outre, nous disposons de différents sites touristiques, des aires protégées, des centaines de kilomètres de plages, et des valeurs culturelles fortes et préservées.

Toutefois, il faut être prudent. L'impact du développement touristique sur un pays n'est pas nécessairement positif, il est, selon l'expression de Jean Jacques Rousseau « l'art du possible » c'est-à-dire, là où les uns réussissent les autres auraient échoué. Mais comment positiver le tourisme ?

Comment le rendre beaucoup plus performant dans sa contribution à la naissance économique pour alléger la pauvreté ?

Justement notre étude « Impact du tourisme sur le développement socio-économique et perspective d'avenir » expose la potentialité du tourisme dans la Région du Boeny, et met en évidence de différents sites touristiques et leurs impacts, de manière à ce que le tourisme de la Région Boeny soit le promoteur du développement économique.

Ainsi, différentes démarches ont été effectuées quant à la méthodologie de recherche. Pour collecter des informations, nous avons fait des descentes sur terrain pour procéder à des enquêtes auprès des sites potentiels de la Région Boeny. Pendant cette descente, quelques informations n'auront pas été disponibles étant donné l'indisponibilité des responsables. Les visites que nous avons effectuées auprès des différents organismes rattachés à ce secteur nous ont toutefois permis à combler le manque ; il nous a fallu également y ajouter des recherches sur internet

Pour mieux cerner le thème, il convient de voir dans la première partie la présentation des tourisms dans la Région Boeny et dans la deuxième partie les impacts socio-économiques du tourisme et les perspectives d'avenir.

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU TOURISME DANS LA REGION BOENY

C'est dans cette partie que nous allons voir la brève description des zones touristiques dans la Région Boeny. La présente partie met également l'accent sur les atouts particuliers de la Région Boeny en termes de potentialité sur le secteur touristique. Elle présente aussi les organismes intervenants dans les activités touristiques de la Région.

Figure 1 : Les sites touristiques de Mahajanga



Source : Direction inter régionale du tourisme à Mahajanga

Chapitre premier : DESCRIPTION DES ZONES TOURISTIQUES DANS LA REGION BOENY

Le présent chapitre met l'accent sur la présentation générale de la Région Boeny et présente en outre la localisation géographique des zones touristiques. Il montre pareillement la subdivision administrative de la Région tout en précisant directement les zones favorables aux activités touristiques de la Région.

SECTION 1 : PRESENTATION GENERALE DE LA REGION BOENY

Cette section va nous préciser où se situe la Région Boeny dans toutes les 6 circonscriptions de Madagascar et exhibe la subdivision administrative de cette région. De plus, elle va aussi indiquer les moyens de transports et de communication ainsi que les caractéristiques géographiques de la Région.

§1. Historique du peuplement de la Région Boeny

La Région Boeny, située sur la côte Nord-Ouest de Madagascar, au bord de l'estuaire de la Betsiboka s'étend sur une superficie de 53km².

Comme tous les estuaires, ce lieu offre d'importants attraits aux marins et aux pêcheurs. Les Comoriens, issus de métissage entre Noirs et Sunnites¹ ont de bonne heure, débarqué à Madagascar. Ils se sont fixés principalement à l'embouchure de la Betsiboka et dans la baie de Baly.

A la suite des luttes religieuses au Moyen Age des CHIRAZIENS, CHIITES² et SUNNITES, ces derniers immigraient à la côte Nord-Ouest de Madagascar, plus exactement à Mahajanga actuellement.

Cette immigration a donné naissance à la population Antalaotra qui signifie les gens de la mer.

Le chef lieu de la Région Boeny est Mahajanga, la ville de Mahajanga a été donc fondée par les Antalaotra (mélange de pré Sakalava, d'Arabes et d'Africains) vers le XVIIe Siècle après Jésus Christ.

¹ Peuple ou ethnie vivant dans bon nombre de pays aussi bien du Moyen Ouest que de l'Asie mineure

² Peuplement également le Moyen Orient et l'Asie mineure

En effet le nom français Majunga est la traduction littérale du mot Arabe « mji angaia » ou du mot Sakalava « maha janga » :

- « mji angaia » qui signifie ville des fleurs, de l'Arabe Swahili parlé par les marchands Atalaotra d'origine Arabe Comorienne, métissés à des Africains et qui s'implantèrent sur la côte ;
- « maha janga » qui signifie guérir, la jonction des deux mots Sakalava « maha » veut dire entraîner et « janga » signifie guéri.

Ethymologiquement Mahajanga veut dire donc qui guérit ou ville des fleurs et c'est cette dernière signification qui est la plus retenue.

Mahajanga appartient au Royaume Sakalava du Boeny, conquis par Tsimanato, rebaptisé Andriamandisoarivo, fils du Roi Menabe.

Plus tard, les Sakalava achetaient des captifs africains pour cultiver la terre, les descendants de ceux-ci sont connus aujourd'hui sous le nom de Makoa ou Masombiky, déformation du « Mozambique » indiquant clairement leur origine. Il convient de mentionner encore :

- les Indiens : originaires pour la plupart de la région de Gujerat, près de Bombay ; ils se sont installés à Mahajanga vers la fin du XIXe siècle et ont essaimé dans les localités secondaires ; le commerce est leur activité exclusive ;
- les marins portugais, hollandais, français et anglais, suivis de traitants de ces différentes nations ont débarqué plus ou moins volontairement dans l'île.

L'arrivée des Merina fut située en 1824 avec Radama I. Au XIXe siècle l'expansion Merina s'est dirigée vers la basse Betsiboka et la région de Mandritsara. De nombreux immigrants s'y sont installés, rejoints plus tard par les Betsileo. Les uns et les autres cultivaient le riz. Mahajanga est une ville de migration.

Les anglais arrivèrent en 1824, les français en 1895 avec les Généraux Duchesne, Metzinger et Vairon.

Les peuples Sakalava et Tsimihety sont les peuples autochtones de Mahajanga mais il convient de préciser qu'ils sont eux-mêmes les résultats de nombreux métissages difficiles à déterminer de manière exacte.

Au XXe siècle, la nécessité de la colonisation a conduit à recruter des travailleurs dans le Sud- Est et Sud de l'île ; c'est ainsi que les Antaisaka, les Antaimoro, les Antandroy sont venus dans le Nord-Ouest suppléer à l'insuffisance de la main d'œuvre locale sur les grandes concessions.

§2. La subdivision administrative

La Région Boeny est créée suite au nouveau découpage territorial suivant la loi n°2004-001 du 17 juin 2004. Administrativement, la Région Boeny se subdivise, en six districts, 43 communes dont 38 rurales et 5 urbaines et 404 fokontany.

La Région Boeny constitue une des régions de la circonscription de Mahajanga. Elle s'étend sur une superficie de 32386km² et se situe à l'Ouest de Madagascar. La région est délimitée au Nord par la Région de Sofia, à l'Est par la Région de Betsiboka, au Sud par la région du Melaky.

Elle comprend six Districts :

- le District d'Ambato-Boeny qui se décompose en 11 communes ;
- le District de Mahajanga I qui n'a qu'une seule commune qui est le chef lieu de la région ;
- le District de Mahajanga II qui se subdivise en 9 communes ;
- le District de Marovoay qui comporte 12 communes ;
- le District de Mitsinjo qui comprend 7 communes ;
- le District de Soalala qui possède 3 communes.

Tableau 1: Les Districts de la Région Boeny

District	Nombre de communes	Superficies en Km ²	Pourcentage par rapport à la région
Mahajanga I	1	53	0.2
Mahajanga II	9	4568	14.2
Marovoay	12	5734	17.8
Ambato-Boeny	11	9189	28.4
Mitsinjo	7	7090	20.6
Soalala	3	5750	18.8
TOTAL	43	32384	100

***Source :** Direction Régionale du Développement Rural, 2005*

§3 Les moyens de transport et de communication

La route RN4 (Route Nationale), le croisement 12 – Marovoay, la route Anjiajia-Ambato-Boeny sont les principales voies de ralliement de la région. On note aussi l'existence de transport maritime comme Mahajanga ville vers Katsepy, Marovoay vers Manarantsandry.

Le chef lieu de la Région est également accessible par avion. A l'intérieur de la Région Boeny, le transport demeure difficile par le manque d'infrastructure routière. Les gens effectuent beaucoup de marche à pied pour transporter les produits locaux.

Sur le plan économique, ce manque d'infrastructure explique la difficulté d'évacuation des produits agricoles vers le marché de la ville et du même coup la hausse des prix des PPN (Produit de Première Nécessité) au marché de la ville.

Certes, certains chefs lieux de district sont reliés au chef lieu de la Région par un réseau téléphonique, mais cela n'a aucun impact sur l'évacuation des produits agricoles des zones inaccessible aux véhicules. Quant au coût des frais de transport aérien, il n'est pas à la portée des cultivateurs et même des agriculteurs.

§4. Les caractéristiques géographiques

Ce dernier paragraphe est consacré à la description des caractéristiques géographiques de la Région Boeny.

4.1. Le relief et le sol

En donnant sur la mer, du côté du Canal de Mozambique, la Région Boeny possède un relief très varié :

- sur la région littorale, des vastes plaines fertiles longeant les grands fleuves et la côte maritime (plaines de Madirovalo, d'Anjijia, d'Ambato-Boeny, grande plaine rizicole de Marovoay, plaine de Mitsinjo...)
- des zones sablo-gréseuses : transition entre plateau et baiboho.

En matière de pédologie, les sols de la région sont composés de trois grands types de sols d'origine ferrugineuse tropical.

Les sols des tanety latériques rouges sont dominants en partie sur Ambato-Boeny, Soalala, Mitsinjo, Marovoay et Mahajanga II. Les sols hydro morphes des bas-fonds ou des plaines occupent en général les parties en amont où commencent les mangroves, c'est-à-dire quelques kilomètres des embouchures des grands fleuves : Mahavavy, Betsiboka, Mahajamba.

Les baiboho se trouvent sur les bourrelets de chaque berge des grands fleuves précédents. Les petites parties des zones littorales sont constituées par des dunes de sables peu fertiles et des marécages d'eau douce, qui après quelques travaux sommaires faits par les paysans, représentent l'essentiel des rizières rencontrées dans la Région.

4.2. Le climat et la pluviométrie

Le climat de la Région Boeny est de type tropical sec, chaud pendant 7 mois, et 5 mois de saison pluvieuse. Il est rythmé par l'alternance d'une saison pluvieuse qui s'étale généralement d'Octobre à avril avec une moyenne annuelle de 1.000 à 1.500 m d'eau, et d'une saison sèche d'Avril à Octobre.

La température moyenne est de 27,64°C. Par ailleurs, la Région est régulièrement visitée par des cyclones.

4.3. L'hydrographie

La Région Boeny est largement drainée par un réseau hydrographique particulièrement dense qui met à sa disposition une capitale d'eau estimable, susceptible de dynamiser les activités liées au transport fluvial et maritime, l'alimentation en eau et à l'énergie hydroélectrique.

La région est traversée par des fleuves qui sont pour la plupart torrentiels et qui sont en crue pendant les périodes des pluies coupant plusieurs villages de tout contact avec l'extérieur. Les principaux fleuves sont : le Betsiboka, la Mahavavy du sud et la Mahajamba.

Ce réseau est complété par la présence de grands lacs intarissables aux permanents, avec des plans favorables à la pêche continentale et au transport fluvial, dont le lac Kinkony, le deuxième lac de l'île en superficie après celui de l'Alaotra.

Voici une présentation restreinte des grands fleuves dans la Région Boeny :

- Le fleuve Betsiboka arrose toute la partie centrale de la région et se jette dans le canal de Mozambique tout en passant dans les districts de Marovoay, Ambato-Boeni et navigable en embarcation jusqu'à Maevatanana, Région de Betsiboka, circonscription de Mahajanga ;
- Le fleuve de Mahajamba irrigue la partie nord de la région et passe à côté de la Commune de Manerinerina, de la commune de Mahajamba Usine avant de se jeter dans le canal de Mozambique ;
- La Région Boeny est enfin arrosée par le fleuve Mahavavy du sud dans sa partie sud.

Après avoir terminé la présentation générale de la Région Boeny, il est nécessairement d'y préciser la localisation géographique des zones touristiques et sa répartition pour mener à bien notre description en termes de positionnement.

SECTION 2 : LA LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DES ZONES TOURISTIQUES DANS LA REGION BOENY

Cette seconde section montre clairement la démographie et la répartition ethnique de la population de la Région Boeny ainsi que les zones touristiques.

§1. La démographie

La connaissance de la démographie de la Région s'avère très importante pour l'étude des activités liées à celles du tourisme.

1.1. Population de la région Boeny

La Région Boeny compte une population totale de 575.657¹ habitants répartis comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 2: La présentation de la population de la Région Boeny

District	Nombre de communes	Superficies en km ²	Population	Densité habitant par km ²
Mahajang I	1	53	157400	2969.81
Mahajanga II	9	4568	54288	11.88
Marovoay	12	5734	144729	25.24
Ambato-Boeny	11	9189	126245	13.73
Mitsinjo	7	7090	61164	8.62
Soalala	3	5750	31831	5.53
Total	43	32384	575657	17.7

Source: Monographie par District, 2006

La population urbaine représente 40,30 % de la population totale, tandis que 59,7% vivent en milieu rural.

1.2. La densité de la population

La densité moyenne en 2006 fut de 17,7 habitants par km². Le District de Soalala, avec ses 5,53 habitants par km², présente la densité la plus faible. Cette situation s'explique par son enclavement.

¹ Monographie par District, 2005

Comme toutes les autres régions de Madagascar, la population a tendance à s'installer aux alentours des grandes unités de productions telles les plaines rizicoles, les lacs, les grands axes de communication ainsi que des zones périphériques du corridor forestier.

1.3. Le taux de croissance démographique

La croissance démographique est de 3,1 % dans la Région Boeny. Le taux national affiche 2,9 %.

Le taux d'urbanisation élevé pour Mitsinjo et Soalala montre la concentration de la population au niveau du chef lieu de district, d'une part, et la faiblesse de la population, d'autre part. Cette concentration reflète en partie les difficultés économiques et sociales rencontrées en milieu rural dans ces districts et en particulier l'insécurité.

§2. La répartition ethnique

La population de la Région Boeny est composée d'ethnies et de tribus disparates notamment dans les grands centres urbains tels que Mahajanga ville et Marovoay.

Toutefois, la prédominance de l'ethnie Sakalava sur les zones côtières est plus marquée, ainsi que celle des immigrants des hautes terres dans la partie centrale à Marovoay et à Ambato-Boeny.

2.1. District de Mahajanga I

Dans le District de Mahajanga I, la population représente les 27,34% de la population régionale avec un nombre avoisinant de 157.400 habitants qui sont tous urbains pour une surface de 53 km². La pression démographique est essentiellement due à l'exode rural très important.

Parfois, les urbains s'installent définitivement dans les unités industrielles, plus spécialement dans les pêcheries.

Or, la capacité d'accueil de la ville est d'un niveau de saturation telle que l'urbanisation des périphéries est devenue une gageure. D'ailleurs, ces dernières décades ont vu l'émergence de quartiers spontanés et populaires, occupant une surface étendue, caractérisée par l'absence de lotissement, d'infrastructures et d'équipements collectifs de base.

2.2. District de Mahajanga II

Le District de Mahajanga II regroupe les communes rurales autour de la ville de Mahajanga I. On y décompte 54.288 habitants, 9 communes et 75 Fokontany. Le District est très vaste, et certaines communes sont situées très loin à l'intérieur des terres.

La diversité des groupements ethniques existante étonne de prime abord. Le fait que des groupements issus de l'immigration soient majoritaires dans certaines communes est assez rare. C'est le cas des communes d'Ambalabe. Les communes de Befanjava et d'Ambalakida sont majoritairement peuplées de Betsileo (venant des hautes terres). Tandis que celle de Belobaka est peuplée par les Antandroy qui sont les plus présents. La présence de Tsimihety est aussi significative dans le District de Mahajanga II.

2.3. District de Marovoay

Le District de Marovoay est situé au Sud de Mahajanga I avec une population d'environ 144.723 d'habitants qui se répartissent dans 12 communes et 130 Fokontany. Le Sakalava et le Betsileo sont les groupements ethniques les plus présents.

Marovoay ville et Ankazomborona, deux communes voisines, comptent à elles 66.172 habitants, soit 11,60 % de la population régionale. Le courant de la migration a été amorcé dès le début du siècle (vers les années 1910 / 1920) par le mouvement de colonisation rizicole d'assainissement.

Actuellement, pour le cas particulier de Marovoay, la pression démographique a généré des problèmes tels que l'assainissement, l'habitation, l'accès à l'eau potable et l'insécurité. La ville a peu évolué en tant que centre urbain et terme d'aménagement et de fonctionnement

2.4. District d'Ambato-Boeny

Dans le District d'Ambato-Boeny, la population est répartie dans 106 fokontany et 11 communes et est composée de 82 % de ruraux sur les 144.729 habitants. Le District est traversé par la route nationale (RN4), et malgré son importante superficie, les communes semblent greffer sur la route nationale. C'est ainsi que cette route nationale passe par 5 communes.

La première ethnie est l'ethnie Sakalava occupent la moitié des communes, ce qui lui en vaut la qualification d'ethnie dominante. La présence des Antandroy est cependant très marquée dans ce District. Plus généralement, on remarque la présence significative de nombreux autres groupements ethniques issus de l'immigration, tels que les Merina, Betsileo, Sihanaka.

2.5. District de Mitsinjo

Le District de Mitsinjo est séparé de celui par un bras de mer, situé en face de Mahajanga I. Estimée à 61.164 habitants, sa population est répartie dans 7 communes et 55 Fokontany. Le District semble être encore un bassin des Sakalava, ethnie majoritaire dans 5 communes sur 7. Les Antandroy, peuple d'immigrant venant du grand sud, forment aussi un groupement significatif.

2.6. District de Soalala

Le District de Soalala est situé sur la côte occidentale de Mahajanga. Ce District maritime constitue la limite Sud-ouest de la Région Boeny. Sa population, estimée à 31.831 d'habitants, est composée de 66 % de ruraux. Etant donné que Soalala est un District maritime, on ne s'étonne pas de trouver les Sakalava comme premier groupement ethnique dans les communes au bord de mer. A Andranomavo, les Tsimihety et les Sakalava y arrivent en seconde position

§3. Le tourisme dans la Région Boeny

Le secteur touristique fait partie des secteurs porteurs en plein essor dans la Région Boeny. Créant directement 857 emplois, c'est une activité qui génère des richesses et qui fait la promotion de la biodiversité de Madagascar. En 2006, Mahajanga I comptait 16373 touristes dont 26,84% des touristes non résidents, 60,62% des touristes résidents nationaux et 12,52% des touristes résidents étrangers.

3.1. Les produits touristiques

Depuis ces dix dernières années, le secteur touristique a connu un boom sans précédent dans la région. En effet, de par sa situation géographique et son « éternel été », la Région Boeny fait partie des destinations les plus prisées des touristes nationaux. Avec le fameux « Baobab Géant » de sa capitale, qui reste indubitablement une de ses fiertés, et son illustre promenade du bord de la mer. On peut affirmer que la Région Boeny dispose d'attraits qui ne lui feront pas envier les autres régions.

Si le tourisme balnéaire figure sur la liste des produits les plus reconnus du Boeny, la région dispose également des sites en faune et en flore endémiques, ainsi que des sites culturels.

Ainsi, la palette de produit touristique est bien diversifiée : écotourisme, tourisme culturel, tourisme d'affaires jusqu'au tourisme cynégétique.

3.1.1. En écotourisme, des parcs nationaux

- le Tsingy de Namoroka à Soalala sur une aire protégée de 22227 ha ;
- la réserve de l'Ankarafantsika de Marovoay/Ambato-Boeny sur une superficie de 130026 ha ;
- la Baie de Baly avec une superficie de 57142 ha ;
- un site au Lac Kinkony propice à l'ornithologie avec différentes espèces endémiques.

3.1.2. En sites culturels

- la grotte d'Anjohibe et de la chute de Mahafanina de Mariarano ;
- le cirque rouge ;
- la grotte de Belobaka ;
- le site des fossiles de dinosaures ;
- les vestiges d'Ambohitrombikely, d'Antsoheribory et des villages d'Antalaya ;
- des ouvrages EIFFEL,
- les lacs sacrés ;
- différents lieux culturels ;
- et un musée nommé AKIBA.

3.1.3. En tourisme balnéaire :

Des nouvelles plages sont actuellement en pleine expansion dans la partie Nord de la Région, en plus de la plage d'Amborovy et de Grand Pavois. Il s'agit de la plage d'Ampazony et d'Antsahanitia, des plages vierges où une réserve touristique y a été créée.

Pour la partie sud, la Baie de Baly à Soalala et la Baie de Boeny offrent des plages à sable fin et des récifs coralliens très intéressants pour les plongées sous marines. Les sables embouteillés, les vanneries en raphia et en « satrana », les maquettes de bateaux en palissandre, les peintures, les fossiles et les pierres ornementales (céléstite) constituent des produits d'artisanat typiquement Boeny qui enrichissent indéniablement les produits touristiques susmentionnés. L'immense cheptel bovin, les ressources marines constituent autant de potentialités pour la promotion de l'artisanat à base de bois, de cornes, de cuir et de corail.

La liste des sites touristiques n'est pas exhaustive et avec des prospections plus poussées d'autres sites sauvages, certainement plus intéressants les uns que les autres pourraient s'y rajouter.

3.2. Les infrastructures d'accueils

Avec 35 établissements hôteliers, la capacité d'accueil de la région est de 1650 lits en 2006. Le tableau ci-dessous nous montre les statistiques sur les infrastructures d'accueil.

Tableau 3: Les infrastructures hôtelières

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS				CHAMBRES			
1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 toiles	1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles
7	8	4	1	138	160	104	28
1 ravinala	2 ravinala	3 ravinala	NC	1 ravinala	2 ravinala	3 ravinala	NC
11	2	2	18	148	49	14	181

Le nombre de lits est estimé approximativement à 1650

Source: ORTM, Etude des documents des paiements des vignettes touristique, 2006

Chapitre 2 : ATOUTS PARTICULIERS DE LA REGION BOENY SUR LE SECTEUR TOURISTIQUE

Ce deuxième chapitre essaie de mettre en exergue la typologie des projets touristiques qui existent à Madagascar et précise ceux qui sont trouvés dans la Région Boeny ainsi que la particularité de cette région en termes de potentialité.

SECTION 1 : TYPOLOGIE DES PROJETS TOURISTIQUES

A Madagascar, les projets touristiques prévus sont classés en trois groupes :

- Projets touristiques avec infrastructures et activités connexes;
- Projet d'activités touristiques sans infrastructures;
- Projet d'aménagement de zones touristiques (ZIT et ZIE).

Il est à noter que les deux premiers types de projets peuvent être inclus dans celui d'aménagement de zones touristiques (ZIT et ZIE).

§1. Projets touristiques avec infrastructures et activités connexes

Ces projets comprennent :

- Hébergement: complexe balnéaire, hôtel, installation du club, bungalows, gîte d'hôtels, centre résidentiel (appartements en multipropriété, habitations privées et villa), cabanon de plage, camping, motel, écolage, etc....
- Restaurants touristiques, restaurants locaux, snack, cafétéria, bar, etc....
- Accueil: centre d'information, d'interprétation, de découverte commerciale, magasin de souvenir;
- Loisir, santé: salle de jeux, discothèque, parcs de loisirs, de sports, piscine, centres de santé et d'acclimatation, etc....
- Équipement: voies d'accès, jardins, locaux techniques, aéroports et aérodromes, piste d'atterrissage, ports jetés, marina, appartement, etc.
- Réseau d'approvisionnement en eau potable et en énergie et gestion des eaux usées et déchets domestiques.

§2. Projets d'activités touristiques sans infrastructures

Ce type de projets comprend :

- Produits de loisirs: loisirs balnéaires et sports nautiques, activités sportives dans la nature dont la chasse terrestre et sous marine, pêche, terrains de golf, équitation, etc....)
- Produits de découverte: randonnée et excursion (pédestre, vélo, véhicule tout-terrain, canot, bateau, hélicoptère, etc...), plongée et pêche sous-marine, observation de faune et flore, minéralogie, etc....)
- Produits culturels: voyage et visite organisés (patrimoine, histoire, géographie, culture, ethnologie, etc....)
- Écotourisme: aires protégées (terrestres et marines), sites naturels (grotte, îlots, etc....), tours guidés, villages à thermes, etc.)

§3. Projets d'aménagement de zones touristiques (ZIT et ZIE)

Il s'agit de projets intégrés incluant un ou plusieurs éléments des catégories susmentionnées qui feront l'objet d'un plan de développement touristique intégré.

SECTION 2 : PARTICULARITE DES ACTIVITES TOURISTIQUES DANS LA REGION DU BOENY

Il est à noter que le tourisme n'est plus seulement « le déplacement et le séjour des personnes vers un lieu autre que leur domicile pour une durée minimale de 3 jours¹ » (définition de l'OMT). C'est un ensemble beaucoup plus vaste d'activités, de pratiques extrêmement variées.

Si jusqu'en 1936, il était l'apanage de classes sociales assez « favorisées », avec l'instauration des congés payés, de nos jours, il devient activité banale

D'ailleurs, le code de tourisme malgache précisait ce qu'on entend par tourisme, voyageurs et touristes.

Le tourisme est une industrie en majorité exportatrice qui concerne l'ensemble des activités économiques offrant des services aux touristes.

Les voyageurs désignent toutes personnes se rendant dans un pays ou lieu autre que celui

¹ Tourisme Master Plan, GATO AG

où elles ont leur résidence habituelle.

§1. Les différents types de tourisme

Il convient de classer les différents types du tourisme en fonction du pays de provenance des visiteurs, en fonction du thème de voyage et en fonction du mouvement des touristes.

1.1. Les types du tourisme selon la provenance

Selon la provenance, on distingue :

1.1.1. Le tourisme national

C'est le voyage que les résidents de chaque pays effectuent à l'intérieur de leur pays à des fins de vacances.

Le tourisme national permet à l'homme de prendre spirituellement possession de son propre pays et d'acquérir un esprit plus ouvert vers le monde extérieur. Il permet une meilleure distribution des activités, des emplois et des revenus sur le territoire national.

1.1.2. Le tourisme international

Il correspond au voyage que les résidents de chaque pays effectuent en dehors de leur pays. Le tourisme international permet à l'homme de découvrir le monde et d'entretenir un contact avec les autres hommes ainsi qu'avec la nature. Il développe les échanges culturels et artistiques entre les différentes nations.

1.2. Les types du tourisme selon les mouvements des touristes

Selon les mouvements des touristes durant leur séjour, il importe de diviser le tourisme en 2 groupes différents :

1.2.1. Le tourisme résidentiel

Ce type de tourisme est celui des gens qui, durant tout le temps où ils le pratiquent, séjournent dans un même lieu, sans autre déplacement important que celui de leur venue dans leur résidence habituelle et celui de leur retour.

Le tourisme résidentiel est né par le désir de jouir d'une manière continue et exclusive les attraits du climat et l'ambiance naturelle d'un lieu déterminé, plage, campagne, montagne, etc.

1.2.2. Le tourisme itinérant

Il inclut un programme de visite ou de passage entre les différents lieux avec des courts séjours dans chacun d'eux. Le tourisme itinérant répond à des motifs d'essence culturelle, au désir de voir de choses nouvelles, de nouveaux visages, d'admirer le paysage, de contempler les monuments artistiques et historiques et de connaître le folklore des pays visités.

Dans la pratique, la différence entre les deux n'est pas rigoureuse et réside dans la motivation.

1.3. Les types du tourisme selon la motivation

Selon la motivation, on peut classer le tourisme en 3 groupes :

1.3.1. Le tourisme de loisirs

Il englobe l'ensemble des activités librement choisies qui sont pratiquées en dehors du lieu de résidence habituelle pendant le temps libre. Les touristes sont motivés par le besoin de diversités inhérentes à la nature humaine.

1.3.2. Le tourisme d'affaires

Il est destiné aux opérateurs économiques qui cherchent un nouveau marché. Ces opérateurs transitent dans un pays pendant un séjour qui varie selon la transaction voulue.

1.3.3. Le tourisme culturel

Il désigne les mouvements de personnes obéissant à des motivations essentiellement culturelles ; telles que les voyages d'étude, les tournées artistiques, la visite des sites et monuments.

Ces mouvements des personnes tendent à élever le niveau culturel de l'homme en lui procurant l'occasion de nouvelles connaissances, expériences et rencontres. Autrement dit, le voyage ouvre l'esprit.

Le tourisme culturel fait partie intégrante de l'écotourisme, d'une part pour la visite des sites protégés, classés naturels, ce qui tend à élever le niveau culturel de l'homme, à procurer de nouvelles connaissances, et d'autre part parce que le tourisme culturel cherche à éduquer les touristes à la protection du patrimoine naturel du pays.

En général, le tourisme pratique en même temps le tourisme loisir et le tourisme culturel.

Donc, il faut que le concept de tourisme choisi inclut également l'offre touristique qui comprend l'ensemble des produits et services créés pour satisfaire les besoins liés aux mouvements de personnes

§2. Le tourisme dans la Région Boeny

Au niveau de la Région Boeny, on peut trouver plusieurs types de tourisme selon les types d'activités.

2.1. Les touristes d'affaires

Ce sont les agents de toutes organisations internationales et des entreprises implantées dans la ville : SOMAPECHE, PECHE-EXPORT, AQUALMA qui émet des flux touristiques haut de gamme. Le séjour des visiteurs est très court, mais ils viennent régulièrement durant toute l'année. Ils exigent des prestations de services hôteliers aux normes internationales.

2.2. Les touristes de vacances

Ce type de tourisme est pratiqué par de nombreuses familles et des couples nationaux et internationaux qui y viennent pour se détendre, se reposer et souvent pour pratiquer diverses activités de loisirs offerts, plage, bain de soleil, baignade de mer, construction des châteaux en sable, etc....

2.3. Les touristes industriels

Les produits halieutiques représentent la première source de devises de Madagascar. Les visites sont organisées pour les jeunes. L'AQUALMA accueille ainsi les étudiants qui s'informent et s'intéressent à ce domaine.

2.4. Le touriste lacustre et fluvial

On peut pratiquer la pêche sur le lac Mangalore et Kinkony sur les fleuves de Mahajamba où les touristes passent en croisière à la découverte du paysage côtier.

2.5. Le touriste culturel

Il voyage pour connaître d'autres cultures, modes de vie, habillements, assister à différentes cérémonies coutumières, être en contact avec les artisans traditionnels, voire les danses folkloriques, les coutumes agricoles, découvrir les monuments et goûter à la gastronomie de la région.

2.6. Le touriste de découverte

Ankarafantsika, Namoroka et les célèbres Tsingy de Bemaraha renferment des animaux et végétaux d'importance scientifique ; il en est de même aux huiles essentielles.

Ces différents types de touristes énumérés auparavant, peuvent être regroupés en deux types seulement :

- les touristes nationaux : l'arrivée massive des voyageurs venant d'autres provinces, par des colonies de vacances organisées par les opérateurs touristiques de l'île pour profiter du soleil, surtout les Tananariviens ;
- les touristes internationaux : touristes haut de gamme, ils demandent de grands hôtels durant leurs séjours. Leurs pays d'origine sont ceux de l'Océan Indien, la France, l'Afrique, le Japon, les autres pays européens, les Etats-Unis.

§3. Les points forts et les points faibles de la Région Boeny sur le secteur touristique

En plus des idées évoquées dans le premier chapitre section 2 §2, voici également quelques constatations en ce qui concerne les potentialités de la Région Boeny en matière de secteur touristique.

Cette analyse est une évaluation approfondie des forces et des faiblesses de la destination touristique, auxquelles la Région Boeny fait face dans son environnement concurrentiel. D'une manière générale, les points forts de la Région Boeny résident dans le capital naturel extraordinaire, les habitants et la richesse culturelle. Les faiblesses concernent surtout les secteurs du transport et de l'hébergement.

Ses forces et avantages sont multiples ; en voici ci-après quelques uns :

- richesse en ressources naturelles : flore et faune, abondance d'espèces rares et endémiques ;
- destination exotique et exclusive intouchée par le tourisme de masse ;
- richesse du capital naturel ;
- possibilité de faire du tourisme de plage et d'aventure en même temps ;
- habitants aimables ;

Quand aux points faibles, on peut en citer quelques uns dont :

- infrastructure sous-développée, manque considérable et facilité de base ;
- manque d'activité promotionnelles/de marketing ;
- maladie infectieuse (par exemple paludisme) ;
- accessibilité difficile et chère ;
- destination lointaine ;
- sécurité inquiétante ;

3.1. Hébergement

Durant ces 4 dernières années, il y a eu une évolution positive notamment une augmentation du nombre de chambres créées. Mais l'offre de prestation touristique reste insuffisante et ne répond pas aux besoins des touristes internationaux. De nombreux aspects de l'infrastructure sont faibles.

3.1.1. Les points faibles.

Il n'y a pas de complexe assez important pouvant assurer l'hébergement de groupes à part le Zahamotel avec ses 24 bungalows doubles et ses 36 chambres. D'un total délabrement, la SOFITRANS, grâce à une remise en état complet, est aujourd'hui un des plus beaux fleurons de l'hôtellerie de Mahajanga.

Il se crée des hôtels de plus de 40 chambres en ville, tels qu'Anjary Hôtel, Sunny hôtel. Cependant, malgré les diverses possibilités offertes par la région, les opérateurs ne se contentent que d'héberger et de nourrir leurs clients. Ils manquent de concurrence sérieuse et réussissent tant bien que mal à rentabiliser leurs affaires en se cantonnant dans l'à-peu-près. Mais c'est une situation dangereuse qui risque de décevoir plus d'un touriste. Or, un touriste déçu va faire un tapage contre publicitaire qui sera nuisible non seulement pour la région mais pour le pays tout entier. Néanmoins, avec l'implantation des loueurs de voitures et de tour-opérateurs la situation évolue favorablement.

3.1.2. Les points forts

Le nombre réduit des établissements résout en somme le problème des normes internationales non respectées car tout est à créer. Mahajanga bénéficiera des expériences des autres provinces pour la préservation de l'environnement et pour le niveau des prestations.

De nombreux hôtels tels que la Piscine, Anjary, Sunny Hôtel, le Vieux Baobab, Antsanitia et à Anjajavy, le Groupe Hôtel, seront de nature à projeter Mahajanga au devant de la scène du développement touristique national.

3.2. Artisanat

L'artisanat est encore négligeable dans la ville de Mahajanga. Sur le plan spatial, il n'est pas apparent dans le paysage urbain car l'activité est individuelle ou à la rigueur familiale. Il est très dispersé dans la ville et résorbe en partie le chômage urbain, surtout au profit des immigrants qui viennent chercher du travail en ville. Faute de mieux et aussi bien de faible qualification, ils se tournent vers des activités artisanales, jugées productives et plus lucratives.

Dans ce secteur, l'habillement prédomine avec un taux de 55,1% de l'effectif total ; vient ensuite le travail du bois et du fer avec respectivement 178,9% et 9,5%. Ce sont toutes des activités utilitaires pour 98,7%, une unité artisanale ne comptant que 3 personnes au plus.

Les produits visent les consommations locales. Les artisans ne disposent pas de magasin ou de dépôt de vente susceptible de promouvoir leur commerce. Aucune coopérative n'existe encore en ville ; toutefois la présence du CERAM (Centre Régional de l'Artisanat Malagasy) qui a pour mission d'encadrement, de recensement, et d'assistance des artisans de la province pourrait pousser à la roue dans ce sens.

Le secteur artisanal encadré par le CERAM est en pleine effervescence surtout depuis la tenue du Salon de l'Artisanat (SALAMA) en 1989. Il est aidé par le BIT (Bureau International de Travail), le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), et la Banque Suisse pour l'assistance aux artisans ; mais le non remboursement des financements accordés pose le problème de la continuation de l'aide.

L'artisanat demeure une activité embryonnaire dans la ville, malgré son importance potentielle compte tenu du nombre des consommateurs en puissance et des ressources utilisables. Il gagnerait à être mieux encadré pour contribuer à la résorption du chômage urbain et à augmenter l'attrait touristique de la ville.

3.2.1- Les potentialités en artisanats

D'une extrémité à l'autre de la région, on peut trouver des matières nombreuses et variées, transformables en articles artisanaux, notamment :

- du sable multicolore que l'on peut trouver au cirque rouge à Mahajanga I, et qui sert à la fabrication d'articles spécifiques de la région, comme les peintures en bouteille ;
- des sous produits des bovidés (sabots, cornes, peau) qui font la richesse de la partie Sud de la Région (Andranomavo) transformables en accessoires de mode ou en article de décoration ;
- de l'écorce de coco qui se rencontre dans toute l'étendue de la région, dont la partie dure peut constituer une matière première pour l'artisanat ;
- la région possède, par ailleurs, beaucoup de ressources en bois spéciaux et en bois d'œuvre presque dans tous les districts et des arbres à essences autochtones notamment dans ces parties sud (Mitsinjo) et Nord (Mariarano) ;
- des fibres végétales, le raphia en quantité très importante à Sitampiky et aussi un peu partout dans les districts de Soalala, Mitsinjo et dans une partie de Mahajanga II ;
- de même, le Satrana est répandu presque dans toute la région, souvent utilisé pour la toiture et les articles en vannerie.

3.2.2. Faiblesses

- L'absence de groupement artisanal qui organise le secteur ;
- La majorité des artisans exerce dans le secteur informel ;
- Les problèmes de financements pour l'acquisition de matériels performants.

3.2.3- La main d'œuvre

L'importance du nombre de femmes dans la population qui souvent sont déjà très adroites pour le travail manuel, constitue un atout majeur pour le développement de l'artisanat. Dans une commune rurale de Mahajanga II dénommée Betsako, la production en panier « satrana » peut atteindre jusqu'à mille pièces par semaine.

3.4. Analyse sur les cinq domaines principaux au plan directeur du tourisme

3.4.1. Produit touristique

Forces:

- grand potentiel comme destination exotique ;

- différentes zones climatiques : d'un climat humide au climat tropical très aride et sec des côtes, d'avril jusqu' à octobre, des paysages diversifiés, une biodiversité de faune et de flore unique avec beaucoup d'espèces endémiques, différentes ethnies, avec leurs cultures et leur tradition associée, une destination sans décalage horaire pour les marchés émetteurs d'Europe et d'Afrique ;
- prix bas pour la nourriture et les boissons ;
- créativité de l'industrie locale du tourisme pour le développement de nouveaux produits

Faiblesses:

- mauvais accès international (peu de correspondances aériennes avec des lignes renommées) ;
 - saison des pluies (avec un climat très chaud et humide) pendant l'hiver de l'hémisphère nord. Voyage et transport nationaux restreints (manque d'infrastructure, condition climatique difficile) ;
- manque de facilités dans les hôtels et restaurants pour les clients internationaux ;
- performance du service insuffisant ;
 - coût élevé pour un transport national de bas niveaux ;
 - tarif élevé pour le visa

3.4.2-Le marketing et la distribution

Forces:

- effort du gouvernement pour la promotion du développement du tourisme ;
- croissance de l'offre touristique de la demande dans les années récentes ;
- grand potentiel du marché du tourisme à intérêt spécial qui explose ;
- destination émergente pour les marchés émetteurs européens ;
- grand potentiel pour la création d'une image exotique.

Faiblesses:

- insuffisance du marketing de la destination ;
- aucune prise de position claire dans le marché international du tourisme ;
- destination niche inconnue au niveau international ;
- manque de bureaux de renseignement, commission touristique pour les visiteurs et manques de matériel dans le pays et à l'étranger.

3.4.3-Le cadre institutionnel

Forces:

- attitude positive du gouvernement quant à la continuation du développement du secteur du tourisme ;
- plan directeur du tourisme qui servira de base solide au développement futur du tourisme dans le pays concordance du TMP avec le MAP ;
- conscience privée et publique du besoin d'un cadre institutionnel puissant ;
- conscience du gouvernement du besoin de politique intégrale dans un code de tourisme ;
- soutien important des bailleurs de fonds internationaux (par exemple la banque mondiale, GTZ, KFW, etc....).

Faiblesses:

- faible coordination d'activités entre les secteurs privés et publics ainsi qu'au sein des organismes gouvernementaux ;
- application pratique limitée des lignes directrices existantes élaborées par le gouvernement ainsi que des lois sur le tourisme (par exemple le tourisme) ;
- fonctionnement inefficace des institutions (comme la maison du tourisme) chargées de l'organisation, de la réglementation et de la coordination d'activités touristique.

3.4.4- Les ressources humaines

Forces:

- reconnaissance générale du tourisme comme important facteur d'emploi ;
- efforts de coopération entre les institutions privées et publiques ;
- nombre suffisant d'habitants comme ressources de force ouvrière ;
- attitude positive et volonté des Malgaches de participer au tourisme ;
- hospitalité et gentillesse de la population locale ;
- compétence linguistique : le français est parlé couramment.

Faiblesses:

- manque de conscience vis à vis de service ;
- un seul établissement de formation (INTH) ;
- Manque de lignes directrices et de réglementations pour la formation et son développement ;
- manque de personnel qualifié dans le service et les positions de gestion ;
- connaissance très limitée de l'anglais ;
- immobilité de la main d'œuvre expatriée gênée par des permis restrictifs ;
- normes insuffisantes en dehors de l'industrie hôtelière (par exemple immigration, chauffeurs de taxi, vente au détail etc....

3.4.5- Investissement dans le tourisme

Forces:

- attitude positive de la part du gouvernement quant à l'extension de l'investissement national et international dans le tourisme ;
- nouvelle loi de 2003 sur la propriété foncière facilite l'investissement et une approche diversifiée pour stimuler l'investissement dans le tourisme (réserves foncières touristiques) ;
- grand intérêt venant des investissements locaux.

Faiblesses:

- manque d'institution définie pour établir un rapport avec les investisseurs ;
- coopération limitée entre les secteurs privés et publics ;
- manque de transparences sur la propriété foncière et le transfert de bien immobiliers ;
- manque de facilité de prêt (les banques considèrent le tourisme comme un secteur à risque ;
- inefficacité dans le marketing et la promotion de l'investissement ;
- manque d'information sur les possibilités et condition d'investissement.

Chapitre 3: INTERVENANTS DANS LE SECTEUR TOURISME

Dans la Région Boeny, les intervenants dans le secteur tourisme sont nécessairement les pouvoirs publics et les professionnels du secteur. Ainsi, nous allons voir dans ce dernier chapitre de la première partie les administrations concernées, l'organisation non gouvernementale et les autres organismes.

SECTION 1 : LES ADMINISTRATIONS CONCERNEES

Le gouvernement malgache considère le tourisme comme l'un des axes prioritaires de développement rapide et durable car le tourisme figure parmi les cinq secteurs porteurs, levier de l'économie nationale.

Déjà dans le DSRP, le gouvernement a prêté attention aux liens possibles entre tourisme et réduction de la pauvreté.

Il a déterminé sa volonté de conférer au tourisme un rôle essentiel dans la relance du développement économique et social du pays.

Aujourd'hui encore, à travers le MAP, le gouvernement met en œuvre des stratégies en faveur du secteur tourisme.

Le MAP prend le relais du DSRP. Il définit des objectifs spécifiques et chiffrés qui sont basés sur les objectifs de la vision « Madagascar Naturellement » et les objectifs du Millénaire du Développement (OMD).

Le but du MAP est de faire un saut qualitatif dans le processus de développement grâce à un plan innovant sur cinq ans qui mobilisera le peuple Malgache ainsi que les partenaires internationaux, démarrera une croissance rapide, mènera à une réduction de la pauvreté, et assurera le développement du pays en réponse aux défis de la mondialisation et conformément à la vision Madagascar Naturellement.

§1. Ministère des Transports et du Tourisme (MTT)

Le Ministère du Tourisme devra être totalement responsable du développement du tourisme, de la politique touristique et de son exécution. Il devra aussi être compétent dans les législations et réglementations applicables à Madagascar.

D'une part, le Ministère du Tourisme représente les intérêts de l'industrie du tourisme dans tous les domaines relevant du Gouvernement, par exemple impôts, santé et hygiène, éducation et formation, politique économique générale. D'autre part, il représente les intérêts du Gouvernement en termes de réglementation et contrôle des activités du secteur.

Il se charge de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de la coordination de l'application de la Politique Nationale du Tourisme. La politique du Ministère vise à soutenir sa croissance dans le court, moyen et long terme.

1.1. Les objectifs spécifiques de MTT

Le rôle spécifique du Ministère du Tourisme au sein du cadre institutionnel, est de poursuivre les objectifs suivants:

- préserver le patrimoine culturel et naturel national ;
- assurer la durabilité de son exploitation à des fins touristiques ;
- -développer les capacités humaines et institutionnelles pour la prise en compte de la dimension culturelle du développement par le biais de la formation, la recherche et la mise en réseau des produits culturels et touristiques ;
- promouvoir la diffusion et l'échange d'information ainsi que la sensibilisation publique dans les domaines de la culture et du tourisme ;
- assainir et augmenter les recettes du tourisme auprès de tous les secteurs concernés ;
- encourager la relance des activités touristiques

1.2. La vision « Madagascar Naturellement »

Selon « Madagascar Naturellement », la Politique Générale de l'Etat pour le tourisme a défini les principaux axes suivants :

- relativiser le secteur touristique ;
- mettre en œuvre le plan contre le tourisme sexuel ;
- faciliter les procédures d'investissement ;
- élaborer la Politique Nationale du tourisme.

1.3. Les OMD (Objectif de Développement du Millénaire)

Le gouvernement s'est engagé à déployer tous les efforts pour atteindre les OMD. L'un des OMD est la protection de l'environnement, protection à laquelle la politique sectorielle du tourisme peut contribuer substantiellement.

Huit engagements sont définis dans le MAP. L'engagement n°7 concerne l'environnement, lequel est la base du développement touristique malgache. Ainsi, pour prendre soin de l'environnement, les défis suivant sont à relever :

- augmenter les Aires Protégées pour la conservation et la valorisation de la biodiversité terrestre, lacustre, marine et côtière ;
- réduire le processus de dégradation des ressources naturelles ;
- développer le réflexe environnemental à tous les niveaux ;
- renforcer l'efficacité de l'administration forestière.

§2- Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM)

La nouvelle organisation sera conjointement contrôlée par le Ministère du Tourisme (pour le côté technique) et le Ministère de l'Économie et des Finances (pour le côté financier).

La mission interne principale de l'ONTM est de fonctionner comme plateforme de coordination entre le gouvernement et le secteur privé. Sa fonction externe est de gérer la promotion internationale de Madagascar en tant que destination touristique. Des directions régionales seront établies dans les 6 provinces pour renforcer les rôles des provinces dans le tourisme.

2.1. Les objectifs de l'ONTM

Les objectifs principaux de l'Office National du Tourisme en tant que partenariat public-privé, complètent ceux du Ministère du Tourisme et visent à un développement du tourisme bien structuré et réussi. L'Office National du Tourisme de Madagascar doit assurer le suivi des règlements et des lignes directrices conçues par le Ministère du Tourisme. Les objectifs seront de :

- mettre en oeuvre des mesures permettant d'atteindre les objectifs de la planification économique de l'Etat ;

- encourager la participation active du secteur privé dans le processus de décisions ;
- promouvoir le développement des ressources touristiques et des produits dans le pays ;
- préparer, mettre en oeuvre et communiquer les règlements institutionnels et législatifs pour le développement du tourisme ;
- poursuivre les collaborations nationales et internationales ;
- définir les directives générales des mesures de formation dans le secteur des ressources humaines du tourisme ;
- mettre en oeuvre des mesures de formation spécifiques ;
- promouvoir la destination Madagascar à l'étranger ;
- aider et améliorer les relations avec les investisseurs nationaux et internationaux ;
- suivre et assurer la mise en oeuvre du Plan Directeur du Tourisme.

2.2. Les activités

Les activités principales de l'ONTM en coopération avec d'autres institutions seront:

- la publication de brochures touristiques ;
- l'analyse des développements dans le secteur du tourisme ;
- la publication d'informations sur les mesures incitatives liées à l'investissement dans le secteur du tourisme ;
- la promotion de la destination Madagascar au sein du pays et à l'étranger en coopération avec les directions régionales de tourisme ;
- le suivi des commissions pour le classement des hôtels et des restaurants ;
- le développement de lignes directrices sur la qualité dans le secteur du tourisme ;
- la coordination entre le secteur privé, les bailleurs de fonds internationaux et le gouvernement.

§3. Office Régional du Tourisme Mahajanga (ORTM)

Dans le cadre de la relance du secteur Tourisme, la nouvelle stratégie se base sur le partenariat entre l'administration publique et les groupements des opérateurs privés d'une part, et la promotion de nouveaux sites touristiques d'autre part, Organisé autour de l'Office du Tourisme dans les zones d'intérêt touristique, d'autre part. Cette réforme va moderniser et rendre plus efficaces les activités de promotion de la destination Madagascar.

3.1. Les missions confiées aux Offices du Tourisme :

- coordination des interventions de tous les partenaires œuvrant dans le secteur Tourisme :
- être l'interlocuteur privilégié pour toute politique de développement du Tourisme dans leur région respective;
- faire la promotion touristique de la région ;
- accueillir et informer le public, les professionnels des potentialités touristiques de la Région ;
- développer de nouveaux produits touristiques et faire la promotion de la ville et des régions à Madagascar et à l'étranger en collaboration avec l'office National;
- utiliser les installations touristiques pour des animations et des loisirs et l'organisation de fêtes;
- accueillir des tours éducatifs pour les tours opérateurs internationaux et la presse internationale;
- publier et diffuser des supports de communication aux publics, aux professionnels et aux investisseurs ;
- recherche des financements pour l'exécution de leur programme d'activités;
- analyser la demande (motivations de séjour, nombre de nuitées, dépenses, etc....);
- fournir des données informatives et statistiques à l'Office National du Tourisme pour des publications dans des supports de communication;
- assurer le développement d'un tourisme durable, soucieux de la préservation de l'identité culturelle de la Région.

3.2. Ecole des Métiers du Tourisme et d'Hôtellerie (EMTH)

Une éducation spécialisée dans le champ du tourisme est rare. L'EMTH est une organisation établie depuis 2004 à Mahajanga pour objectif de former entre autres des professionnels de l'industrie du tourisme.

Une éducation de base sur le tourisme ainsi qu'une formation plus centralisée sur la gestion est offerte par le collège. Les étudiants sans baccalauréat peuvent suivre une formation durant deux ans sur un programme essentiellement élaboré sur les bases du tourisme. Le programme comporte des options, ainsi les étudiants peuvent choisir la spécialité ou le domaine d'étude qui lui convient. Ceux qui ont leur baccalauréat suivent également une formation de deux années, mais cette fois sur un programme de gestion particulièrement axé sur les langues et l'administration commerciale.

§4. La Chambre de Commerce

C'est un organisme d'appui au service des entreprises et des acteurs économiques de la circonscription, son champ d'action permet de regrouper 5 secteurs : commerce ; industrie ; service ; agriculture et artisanal.

La chambre de commerce est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et jouissant de l'autonomie administrative et financière.

4.1. Rôle et mission

La chambre de commerce constitue un forum d'échanges en matière de développement et de promotion économique.

Elle a ainsi pour mission de :

- représenter les secteurs économiques et défendre les intérêts généraux des opérateurs;
- être un acteur de la concertation intersectorielle et du développement économique de la Circonscription;
- appuyer les opérateurs économiques au développement de leurs activités et à la promotion du produit;
- remplir des missions d'intérêt général (actes administratifs et commerciaux) et de gestion de service public.

4.2. EDBM (Economic Développement Board of Madagascar)

Actuellement, l'EDBM nouvellement mis en place près du Ministère de l'Industrialisation du Commerce et du Développement du Secteur Privé', assiste les investisseurs dans certains domaines tels que les questions relatives à la propriété foncière, l'établissement de visa, l'établissement de permis de travail et d'autorisations générales requises pour gérer une entreprise.

L'EDBM a pour objectif de faciliter les investissements nationaux et étrangers puis de mettre en confiance les investisseurs.

Et sa mission est de fournir des informations, conseils et orientation aux investisseurs et de faciliter toutes les démarches administratives.

Les activités des entreprises sont basées sur :

- hôtel et restaurant avec prestation de service touristique ;
- import et export ;
- entreprise de construction ;
- prestation de service (commerciale, informatique, maritime) ;
- agriculture, collecte, élevage et pêche ;
- commercialisation et production des énergies renouvelables.

Tableau 4 : Les entreprises créées

Année	EURL	SARL	SA	SCI	TOTAL
2004	01	19	00	00	20
2005	31	29	01	00	61
2006	26	39	00	00	65
2007 janvier au juin	14	17	00	02	43
TOTAL					189

Source: EDBM Mahajanga, 2007

SECTION 2 : L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

L'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP) est une association privée reconnue d'utilité publique de l'environnement de Madagascar.

La mission de l'ANGAP est d'établir, de conserver et de gérer de manière durable le réseau national de parcs et de réserves représentatif de la diversité biologique et du patrimoine naturel propre à Madagascar.

Le présent Plan de Gestion du Réseau National des Aires Protégées de Madagascar est le fruit d'un processus participatif initié depuis juillet 1999 par l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP) comme au niveau international et du grand public sous le nom de Parcs Nationaux de Madagascar, appellation qui sera utilisée dans le cadre de ce document.

Le plan constitue un outil fondamental pour l'avenir du réseau car il définit les critères visant à ce que sa composition et sa structure exceptionnelle assurent une représentation adéquate de l'exceptionnelle biodiversité du pays.

En outre, le plan va au-delà du plan de réseau classique. Il établit en effet des stratégies de gestion pour chacune des 5 missions conférées au Parc National de Madagascar : la conservation, la recherche et le suivi écologique, le développement durable d'éducation et l'écotourisme. Pour chaque aire protégée, les priorités d'action sont également précisées. Le plan présente aussi des orientations pour la structure future des Parcs Nationaux de Madagascar et les rôles respectifs de chaque unité de gestion ainsi qu'un sommaire de différentes étapes du plan de pérennisation de l'organisation.

§1. Objectif

La mission de Parc National de Madagascar, institution gestionnaire du Réseau National des Aires Protégées de Madagascar, est « d'établir, de conserver et de gérer de manière durable le réseau national de parcs et réserves représentatifs de la diversité biologique et du patrimoine naturel propre à Madagascar »¹.

Le réseau National est actuellement divisé en 3 catégories² :

¹ Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP), 1995

² Monographie nationale sur la biodiversité, 1995

Les Parcs Nationaux sont conçus pour protéger les biens culturels et naturels en offrant en même temps un environnement de loisirs.

Les Réserves Naturelles Intégrales sont établies pour protéger la flore et la faune en danger d'extinction et les écosystèmes délicats.

Les Réserves Spéciales sont établies pour protéger des écosystèmes entiers.

Le réseau National est composé de 46 aires protégées dont 18 pour les Parcs Nationaux, 5 pour les Réserves Naturelles Intégrales et 23 pour les Réserves Spéciales.

§2. Rôles

Le rôle des Parcs Nationaux de Madagascar est double.

Il est d'abord d'assurer que le réseau actuel correspond à sa vocation fondamentale de réseau national : protéger un ensemble représentatif adéquat du patrimoine naturel malgache. Il est ensuite de veiller à la valorisation et à la conservation durable de ce Réseau des Aires Protégées de Madagascar visant à permettre au Parc National Madagascar de remplir ce rôle. A cet effet, il a un objectif ambitieux mais précis: définir les stratégies et les orientations guidant l'Association pendant la période 2001-2006 afin qu'elle puisse, avec ses partenaires, assurer la consolidation du Réseau et la gestion appropriée des réserves et parcs nationaux.

En donnant ainsi au Réseau et à sa gestion un fondement solide, ce plan représente l'un des piliers de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une démarche de pérennisation pour le Parc National de Madagascar outil de gestion essentiel pour l'association. Le plan permet aussi de faire mieux connaître et comprendre ses objectifs et stratégies par le public en général, les acteurs environnementaux, les décideurs et les partenaires financiers afin de renforcer les synergies et les coopérations pour une efficacité accrue.

Tableau 5: Evolution des visiteurs du Parc National Ankarafantsika

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Ankarafantsika	3109	4113	1497	6224	8095	6251

Source : ANGAP Mahajanga, 2006

2.1. Les zones des forêts

Les ressources en fibres végétales occupent majoritairement une place importante sachant que les zones raphières sont très vastes notamment dans les communes rurales de Sitampiky et d'Ambarimanga. A Sitampiky, 80% des ménages vivent du raphia pendant la campagne.

Les « satrana » décorent également les paysages de la partie Sud de Katsepy à Soalala et dans le District de Mahajanga II. Comme le bois, le raphia est souvent exporté sous forme brute vers l'Europe et la Chine.

Les zones sensibles composées des mangroves, des plantations, des raphias ainsi que les périphéries des aires protégées occupent une surface de 147.755ha. La répartition des domaines forestiers est présentée par le tableau suivant :

Tableau 6: Les zones sensibles dans la Région Boeny

Nature	Surface
Forêts classées	125.200 ha
Périmètre de reboisement	46.169 ha
Parcs nationaux	153.742 ha
Stations forestières	33.097 ha

Source : ANGAP Mahajanga, 2006

2.2. Les motifs de déforestation

La difficulté des tâches se rapporte également aux motifs qui conduisent les paysans à faire la déforestation. Selon un responsable de l'ANGAP les principaux motifs sont la pression démographique, l'utilisation des bois comme source d'énergie et les besoins financiers.

Dans cette région la majorité des populations urbaines et rurales utilisent encore des bois comme source d'énergie dans leurs foyers soit sous forme de bois sec, soit sous forme de charbon. Avec ce motif il est très difficile d'empêcher les gens à utiliser des bois sans une certaine mesure d'accompagnement.

A propos des besoins financiers certains paysans vivent de la vente des bois faute d'avoir une autre source plus ou moins stable de revenu.

Concernant la pression démographique, les paysans de la région de Boeny pratique même jusqu'à l'heure actuelle de la culture sur brûlis pour la riziculture. Cette pratique les conduit à faire des déforestations presque annuellement. Le rendement obtenu par cette méthode est très faible. Pour pouvoir couvrir les besoins alimentaires sans cesse croissants des membres d'une famille ou d'un groupe social, les paysans sont obligés de faire une extension de leur champ de culture. La méthode de culture utilisée est donc extensive et non intensive.

2.3. Les conséquences de la déforestation

La déforestation entraîne :

- la dégradation de la fertilité de la terre ;
- la disparition de plusieurs types de végétation biologique ;
- le changement climatique ;

La majeure partie des forêts est transformée en savoka.

Le « savoka » est constitué de génération forestière sur des terrains ayant été brûlés pour l'agriculture. Il varie selon le degré de dégradation, la période de régénération et le type de végétation régénérée :

- forêt reconstituée : ce « savoka » régénéré pour donner celle qui ressemblent à une forêt, mais dont les espèces sont peu variées. Les arbres sont généralement de 5 à 7 m de hauteur. Ce savoka est défriché une nouvelle fois 5 à 7 ans pour le bois et l'agriculture ;
- fourragères et grandes herbes : ce type de savoka représente la dernière phase avant que la végétation devienne une prairie, signe d'épuisement du sol. Il se caractérise par une dominance d'herbes et de buissons de moins de deux mètres ?
- les savanes : elles sont composées d'herbes représentant la phase finale de la dégradation du forêt.

2.4. Le reboisement

Le reboisement inclut la validation de la stratégie nationale y afférente et la délimitation des réserves foncières pour le reboisement (RFR). Revenir la région, stabiliser les « lavaka », freiner l'érosion et l'ensablement des rizières. Il s'agit de reboiser en tenant compte de la nécessité pour la population de toujours valoriser ces activités. Pour cela, mettre en place petit à petit des industries extractives ou des industrie de bois, ou ébénisteries des résultats positifs particulièrement enregistrés au niveau des superficies reboisées.

PARTIE II: IMPACTS DU TOURISME SUR L'ECONOMIE DE LA REGION BOENY ET SES PERSPECTIVES D'AVENIR

Après avoir fait une présentation générale des zones touristiques dans la Région Boeny, la partie suivante est consacrée à l'étude des impacts des projets touristiques sur l'économie locale de cette région voire nationale. Cette partie montre les portées économiques, sociales et environnementales des activités touristiques et met l'accent sur les stratégies de développement du secteur tourisme dans la Région Boeny. Elle présente également les perspectives d'avenir de ce secteur dans cette région.

Chapitre premier: LES PORTEES ECONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DU TOURISME

Le présent chapitre va nous montrer les apports des activités touristiques dans la Région Boeny tant sur le plan socio-économique que sur le plan environnemental. Nous allons présenter dans ce chapitre les impacts positifs et négatifs des projets touristiques et préconiser par ailleurs les mesures d'atténuation afférentes pour les impacts négatifs de cette activité.

SECTION 1 : LES PORTEES SOCIO-ECONOMIQUES DES ACTIVITES TOURISTIQUES

Le tourisme a beaucoup d'impacts sur le plan économique de la Nation ou de la Région. Ces impacts peuvent être positifs dans la mesure où le tourisme contribue au développement socio-économique de notre pays. Les impacts négatifs sont des effets néfastes de ce secteur d'activité au niveau de ces trois plans.

§.1 Les impacts positifs du secteur tourisme au niveau national

Le tourisme apporte positivement sur notre économie puisqu'il fait rentrer beaucoup de devises dans notre île, crée des emplois et des investissements. Il exerce en outre des effets d'entraînements et alimente l'assiette fiscale.

1.1. Le tourisme, source des rentrées des devises

Le secteur tourisme est une industrie dont la matière première est l'utilisation de l'environnement et sur lequel se superposent les structures d'accueil et d'animation qui jouent un rôle essentiel pour l'accroissement du flux touristique. Selon le Président Philibert Tsiranana¹, « le tourisme est une industrie dont la matière première non exportable échappe à toutes les fluctuations des cours mondiaux. »

Ce caractère inexportable constitue un atout comparatif pour les pays à vocation touristique qui ont exporté de l'air non pollué, de l'espace naturel, de la vitamine D.

¹ Premier Président de la République Malgache (1960-1972)

En effet, le tourisme est une source non négligeable des devises étrangères pour la Nation. Par exemple en 2005, les recettes touristiques ont été de 124,00 Millions de DTS soit près de 184,2 Millions d'Ariary.

Tableau 7: Evolution des recettes en devises

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Millions de DTS	91,9	90,2	27,8	54,0	104,3	124,5	157,7
Taux moyen DTS/Ariary	1786,2	16.752	1.754,6	1.735	2.735	2.898,9	3.150,7
Millions d'Ariary	164,2	151,1	48,77	93,69	288,44	343,0	496,7

Source: Banque Centrale de Madagascar, 2006

Depuis 2003, on remarque qu'il y a une évolution positive des recettes en devises au titre du tourisme. Il est à noter qu'il s'agit des recettes visibles. Donc, elles ne prennent pas en compte les dépenses réelles des touristes à l'intérieur du pays. Les dépenses visibles comprennent l'hébergement, le déplacement intérieur, la visite des parcs, le guidage... Les dépenses invisibles sont surtout les dépenses aériennes (billet aller-retour vers Madagascar).

De même que si on y ajoute le montant de la vente des billets d'avion des compagnies aériennes nationales, les recettes seront encore plus conséquentes.

Par ailleurs, il faut souligner que le tourisme figure parmi les trois premiers produits d'exportations, devant la Vanille, le café ou les crevettes selon les années.

Dans son analyse EVT 98, le projet INSTAT MADIO estime à partir des recettes en devises, le taux de valeur ajoutée au tourisme entre 1% et 2 % du PIB¹.

1.1.1- Effet d'afflux massifs des devises sur la balance commerciale et balance de paiement

L'augmentation des devises a une incidence majeure dans l'économie. Elle donne une bouffée d'oxygène à presque tous les secteurs économiques. L'offre de devises permet aux exportateurs de mieux équiper leur station. L'objectif est d'avoir les matériels nécessaires et suffisants pour bien mener l'exploitation et d'améliorer ainsi la technologie qui va accélérer le processus d'exploitation.

¹ Etude ETV MADIO/ Institut National de la Statistique (INSTAT), 2006

Le secteur tourisme peut améliorer la balance commerciale du moment que les dépenses en importation soient inférieures aux recettes générées de l'exploitation. L'augmentation de recettes en devises favorise la balance commerciale qui est souvent déficitaire. L'excédent de la balance commerciale répercute sur la balance des paiements qui devient alors excédentaire. L'excédent de la balance des paiements provoque une augmentation de la masse monétaire.

Prenons deux auteurs de visions différentes:

- Keynes considère que la monnaie peut doper l'économie. Une augmentation de la quantité de monnaie élève le niveau de la demande globale et par conséquent relance la production en situation de sous-emploi ;
- Friedman considère au contraire que toute augmentation de la quantité de monnaie supérieure à celle de la production conduit à une hausse des prix. Or, l'inflation est source de déséquilibre puisqu'elle nuit à la compétitivité et altère des anticipations des agents économiques.

Par conséquent, l'exportation diminue tandis que l'importation augmente. En effet, l'exportation devient inférieure à l'importation faisant en sorte que la balance commerciale tend vers le déficit.

D'où le rééquilibrage de cette dernière qui était auparavant excédentaire. Il en est de même pour la balance des paiements, la sortie des devises due au surcroît de l'importation la fait tendre vers le déficit.

1.1.2. L'incidence sur le chômage

L'entrée massive de devises étrangères augmente les recettes de l'Etat. L'augmentation de la recette permet largement de couvrir les dépenses. Le budget est automatiquement excédentaire. L'excédent du budget suscite une distribution considérable des crédits. Le résultat de celle-ci est l'accroissement de l'activité économique interne. Ce dernier est susceptible de créer des emplois. La possibilité de la réduction du chômage est fortement probable.

1.2. Le tourisme, source de Formation Brute du Capital fixe (FBCF)

Les investissements touristiques s'intéressent surtout à la construction des hôtels et aux installations rattachées au tourisme, y compris les infrastructures routières et sanitaires.

Cela entraîne le désenclavement de nombreuses régions voire l'écoulement de la production locale et contribue de même à l'amélioration de la santé de la population locale grâce à la disponibilité des moyens médicaux sur place. Par ailleurs, l'investissement étranger dans le tourisme peut conduire à un transfert de savoir et de technologie dont le pays, et donc les régions, ont besoin. Ce qui pourrait avoir un impact sur le long terme sur la modernisation du secteur.

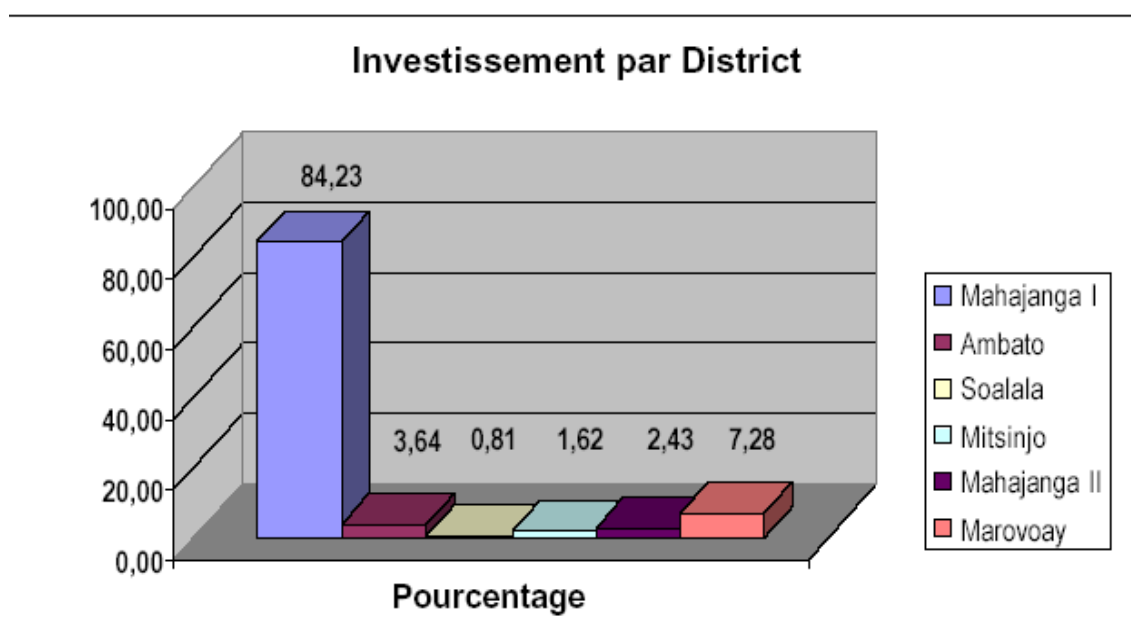
1.2.1-Les caractéristiques des investisseurs dans le secteur tourisme

Les investissements sont en général de petite échelle. Le coût d'investissements varie entre 0,6 millions d'Ariary à 9 milliards d'Ariary. La grande majorité a payé l'investissement avec des fonds personnels et des petits emprunts de la Banque, ou pas d'emprunt. La plupart des investisseurs sont de nationalité malagasy. Les investisseurs étrangers ont tendance à être français.

Nous remarquons une absence des grandes marques d'hôtels à Madagascar. Les plus fréquemment citées sont : Club Méditerranée, Sucreries de Bourdon, Sun International et Beach Comber. Or, la présence d'une marque reconnue entraînerait la confiance d'autres investisseurs ainsi que des tours opérateurs extérieurs.

Néanmoins, de belles constructions ont été réalisées ces dernières années. Des réalisations qui commencent à obtenir une reconnaissance internationale de la part des professionnels du secteur. Nous pouvons citer entre autre, des superbes exemples dans la partie Nord du pays, alliant luxe et intégration dans des environnements particulièrement sensibles. Ainsi, l'hôtel Anjavy, Nosy Iranja, le relais de Massillon sont de surprenantes réalisations, mais on assiste aussi à l'importation de petites structures dans quelques unes des régions les plus reculées (New Sea Rac sur l'archipel de Nosy Hora, Tsarasoà dans les montagnes de l'Andringitra).

Figure 2: Evolution des investissements



Source : Direction Inter-Régionale du Tourisme Mahajanga, 2006

En 2006, 84.23% des investissements sont concentrés à Mahajanga I et à ses alentours (Belobaka). Dans les autres districts, mis à part quelques commerces, on rencontre très peu de grands investissements sauf dans le domaine de l'aquaculture.

1.3. Le tourisme crée des emplois

Le développement du tourisme international s'accompagne particulièrement et globalement de création d'emplois. Cette création d'emplois est d'ailleurs un des buts fondamentaux fixés par la politique nationale visant la relance du secteur touristique. Il y a trois types d'emplois touristiques:

- les emplois directs correspondant à des emplois purement touristiques tels que le transport, l'hébergement, le voyageur ;
- les emplois indirects, c'est-à-dire des activités partiellement touristiques qui se développent actuellement d'une manière désordonnée. Il en est ainsi des bars et des dépôts plus ou moins légaux de boissons alcooliques qui augmentent actuellement d'une manière inquiétante faute de contrôle strict de l'administration.

- les emplois induits qui correspondent aux activités non-touristiques par nature mais productrices des biens et services consommés par les touristes. Par exemple, l'artisanat et le tourisme peuvent se soutenir mutuellement, en procurant un revenu appréciable en devises. Donc, les emplois nécessités par le secteur réduisent le chômage surtout chez les jeunes qui préfèrent travailler dans le tourisme que dans une zone franche ou dans une autre industrie.

L'année dernière, le tourisme génère quelques 16.877 emplois dans l'hôtellerie et la restauration et 4.290 dans les établissements de voyages et d'animation touristique, le tableau suivant nous montre l'évolution des emplois directs par le tourisme.

Tableau 8: Evolution des emplois directs générés par le secteur

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Hôtels et/ou restaurants	13.62	14.010	14.031	14.809	15.906	16.877	17.805
EVPT	3.231	3.554	3.563	3.781	3.939	4.290	4.527
GUIDES							77

Source: MTT/ entreprises de voyages et prestations touristiques, 2006

Ces estimations ne prennent pas en compte l'emploi généré par le tourisme dans l'agriculture, la pêche, l'agro-industrie et les industries de transformation, dans le transport et autres prestations de services rattachés au tourisme (comme la plongée en bouteille, les guides...) et le secteur de l'artisanat.

1.4. Le tourisme exerce des effets d'entraînement sur le développement régional

Le tourisme stimule le commerce local dans la mesure où il facilite la commercialisation des produits locaux de qualité et des articles artisanaux.

En effet, le tourisme implique d'une part une réorganisation des activités locales existantes et d'autre part la promotion de nouveaux métiers qui font défaut sur place. De ce fait, le tourisme donne lieu à une adaptation des activités locales vers la promotion de l'artisanat. Il pourra aussi donner lieu à la conservation des métiers qui, sans le tourisme, pourraient disparaître (poterie, broderie, maroquinerie, taille de pierre).

Les revenus salariaux distribués directement par les activités touristiques et ceux engendrés par les consommations intermédiaires de ces activités constituent un indicateur d'impact régional du tourisme.

Grâce au tourisme, les populations locales d'une région pourront améliorer leur revenu en ce sens qu'elles pourront vendre leur produit à un meilleur prix, les touristes étant souvent des consommateurs à pouvoir d'achats élevé. Le marché du tourisme pourrait ainsi changer la situation et le niveau de vie des citoyens. Ce qui augmente leur pouvoir d'achats et par conséquent permet la multiplication des magasins, des boutiques et des centrales d'achat.

Bref, les effets du tourisme sur l'économie sont multiples : source de devise, créateur d'emplois et d'investissements, distributeur de revenus, stimulateur d'autres secteurs,...

Sous ces angles ; le secteur tourisme entreprend une lutte contre la pauvreté. En effet, il peut constituer un puissant moteur de développement économique car il est susceptible d'avoir de forts effets multiplicateurs et d'entraînements sur le reste de l'économie. Dans certains pays en développement, singulièrement ceux qui ne sont pas dotés de ressources adéquates, le tourisme constitue parfois la seule option de développement qui s'offre à eux à court et moyen terme.

§2. Le tourisme alimente la caisse de l'Etat

L'Etat et les collectivités publiques mettent leurs efforts pour prélever des impôts, taxes, droits, etc... pour constituer des recettes. Ces dernières sont en principe un élément des ressources publiques qui vont en quasi-totalité de financer les charges publiques, et donc les dépenses. La nécessité d'accroître les recettes publiques s'avère primordiale étant donné que celles-ci, si elles sont supérieures aux dépenses, vont engendrer l'excédent budgétaire, voire réduire la déficitaire budgétaire pour les pays qui approuvent l'intervention de l'Etat dans la vie économique par le biais de dépenses publique. Ainsi, tout Etat déploie ses efforts en matière d'accaparement des recettes.

2.1. Les recettes fiscales de l'Etat

L'ordonnance n° 93-003 du 9 Février 1993 portant la loi des finances, stipule en son article 25, sur les dispositions fiscales, qu'une taxe parafiscale dénommée « Vinette touristique » a été créée. Cette taxe est instituée au profit de la Maison du Tourisme de Madagascar qui a pour mission principale de mettre en œuvre toute mesure et tout moyen pouvant contribuer à une promotion efficace du tourisme malgache, et de faciliter les interactions

et la synergie entre la puissance publique et les opérateurs privés dans le domaine de l'information et de la promotion.

Tout hôtelier propriétaire ou gérant d'un hôtel classé dans les catégories étoile et ravinala est tenu de verser avant le 10 du mois qui suit, le montant exigible de la vignette touristique perçue dans son établissement auprès du comptable du Trésor public. Mais si c'est l'hôtelier lui-même qui verse cette taxe, les clients qui fréquentent les hôtels sont assujettis au paiement de la vignette touristique. Le taux est fixé parfaitement comme suit :

- 2000 Ar par chambre et par nuit pour les hôtels de catégorie de 3 étoiles et plus ;
- 1000 Ar par chambre et par nuit pour les hôtels de catégories de 1 et 2 étoiles ;
- 600 Ar par chambre et par nuit pour les hôtels de catégories ravinala.

Des revenus proviennent également des taxes d'importation, des droits d'atterrissage des appareils et droits de quai des navires de croisière,

Et les impôts concernant le secteur touristique sont :

- impôt sur les bénéfices des sociétés ;
- impôt sur les revenus des salariés et des non salariés ;
- impôt de licence (pour vente d'alcools)
- impôt foncier sur la propriété bâtie
- TVA au taux de 18%

Tableau 9 : Représentation de recettes fiscales (en Ariary)

Budget	Impôts et taxe	Centre fiscal SPCOF	Centre fiscal SPGE	Centre fiscal Marovoay	Centre fiscal Namakia
Général	Impôts synthétiques (IS)	10.041.757		525.361	2.618.419
	Autres	327.626.691	560.213.742	43.860	18.968.669
Total budget général		337.668.448	560.213.742	569.221	21.687.088
Région	Impôt synthétique	20.083.520		1.050.722	5.236.837
	Taxe professionnel sur rôle de régularisation (TPRR)	2.007.159	7.089.613.20	15.452	680.263
Total, budget Région		22.090.679	7.089.613.20	1.066.174	6.917.100
	Impôt synthétique (IS)	10.041.757		525.361	2.618.418
Commune	Taxe professionnelle sur rôle de régularisation (TPRR)	2.007.159	7.089.613	15.452	680.263
	Taxe Aro	3.670.188	342.180		290.712
Total budget Commune		16.719.104	7.431.793	540.813	35893.339

Source : Direction provinciale des impôts Mahajanga, 2006

L'impôt synthétique verse 50% de ces recettes fiscales au budget régional, 25% au budget général et 25% à la commune. Ainsi s'explique la contribution des secteurs du tourisme à l'alimentation de la caisse de l'Etat et des collectivités décentralisées.

SECTION 2 : LES PORTEES ENVIRONNEMENTALES DES ACTIVITES TOURISTIQUES

Les projets touristiques exercent essentiellement des impacts négatifs surtout sur le plan environnemental et en particulier sur le plan social. La présente section va lister les composantes du milieu environnemental et social pouvant être touchées par ces projets touristiques.

§1.Les impacts environnementaux

Les impacts des activités touristiques sur l'environnement sont quasiment négatifs. Le tableau ci-après récapitule tous les impacts négatifs des activités touristiques dans différentes régions de notre pays sur le plan environnemental.

Tableau 10 Liste des impacts négatifs probables du tourisme sur l'environnement

Composante du milieu	Impacts durables
Milieu physique	
AIR	<ul style="list-style-type: none">-Dégradation de la qualité d'air-Augmentation de la qualité de poussières constituant une nuisance pour le bien-être de la population-Perturbation des conditions micro climatiques dans les zones de forte biodiversité
EAU	<ul style="list-style-type: none">-Modification des régimes hydrologiques et hydriques des cours d'eau.-Modification des processus naturels d'apports et de transport des sédiments dans les plans d'eau.-Accroissement de la turbidité des cours d'eau.-Modification de la quantité et de la qualité des eaux destinées aux différents usages.-Contamination et pollution des nappes phréatiques, des eaux de surface et des sources d'alimentation en eau potable ; pollution marine par les embarcations à moteur.-Modification des courants côtiers et renforcent de l'érosion des plages.-Modification des apports d'eau douce dans les milieux saumâtres et incidences sur la flore et la faune.

MILIEU BIOLOGIQUE	
ECOSYSTEME	<ul style="list-style-type: none"> -Modifications ou disparitions d'écosystèmes rares et de ses ressources associées : baisse de la biodiversité et notamment disparition de la flore (souvent endémique) et de la faune terrestre, aquatique et marine. -Disparition ou modification d'habitats fauniques importants (zones de refuge, de reproduction, d'alimentations, etc....) -Accroissements des défrichements, l'évacuation illicite des produits forestiers, de la destruction d'habitats et risque d'érosion favorisés par l'ouverture de pistes à la création de trouvées dans la forêt. -Assèchement des zones humides entraînant une perte de la biodiversité. -Perturbation des fonctions écologiques des milieux marins et côtiers par suites de surexploitation d'organismes vivants, ou perturbations liées aux activités récréatives et touristiques (dommages aux récifs coralliens). -Euraphisation des eaux littorales et côtières, et prolifération des communautés d'espèces utiles ou nuisibles, selon le cas. -Dispersion possible de contaminant et d'éléments toxiques par suite d'accumulation de déchets solides ou de déversement d'effluents liquides dans le milieu naturel.
FLORE	<ul style="list-style-type: none"> -Modification de la composition des communautés végétales. -Modifications de processus biologiques, écologiques ou physiologiques -Diminution de la biodiversité floristique de milieu naturel -Disparition d'espèces végétales endémiques, rares ou menacées d'extinction. -Introduction de nouvelles espèces de maladies ou de ravageurs auxquels les espèces autochtones ne sont pas résistantes. -Surexploitation des ressources végétales (bois de construction, bois de feu, etc.)

FAUNE	<ul style="list-style-type: none">-Disparition d'espèces locales et remplacement par des espèces plus prolifiques ou indésirables.-Diminutions de la biodiversité faunique et dégradation du patrimoine génétique.-Disparition d'espèces animales endémiques et rares ou menacées d'extinction.-Changement du comportement naturel des animaux (condition d'alimentation, de reproduction, de migrations, etc.).-Augmentation du prélèvement d'espèces fauniques, lié à une accessibilité accrue à de nouveaux territoires pour la population locale et les touristes.-Diminution de la faune terrestre, aquatique et marine dans les sites naturels ou les parcs nationaux, par suite de dérangement ou perturbation-Perte de la productivité des communautés piscicoles des cours d'eau ou eaux marines par contaminations
-------	--

Source : *Assises Nationales sur le Tourisme Durable.*

§2. Les impacts sociaux

Tableau 11: Liste des impacts sociaux

Milieu humain	Impacts durables
ECONOMIE ET SYSTEME DE PRODUCTION	<ul style="list-style-type: none"> -Retombées économiques et augmentation des revenus -Modification des échanges commerciaux -Modification de l'économie traditionnelle, de la pêche, de l'élevage et apparition de l'économie de marché et de l'emploi salarié saisonnier. -Augmentation potentielle de niveau général des prix (produits alimentaires de base, sous l'effet de la demande touristique). -Modification de la disponibilité des biens et services. -Abandon des activités d'agriculture par les exploitations locales au profit des activités du secteur tertiaire, ayant pour effet de réduire l'approvisionnement de la population locale et des touristes en produits agricoles. -Arrivée de nouveaux commerçants, d'artisanat et de demandeurs d'emploi qui peuvent entrer en concurrence avec la population locale et renforcer les déséquilibres régionaux. -Augmentation des pressions exercées sur les zones agricoles ou les zones de pêche. -Amélioration des réseaux de télécommunication
CULTUREL	<ul style="list-style-type: none"> -Modification des coutumes, des traditions et de style de vie. -Altération et destruction des sites traditionnels, culturels, religieux ou archéologiques -Commercialisation des fêtes et cérémonies traditionnelles des groupes ethniques comme attraction touristique, d'où perte de leurs valeurs fondamentales et de la dignité des populations locales. -Altérations et effets sur la qualité des paysages et les points d'intérêt visuel des zones perturbées par l'exploitation touristique.

Source : Assises Nationales sur le Tourisme Durable

SECTION 3. LES MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS NEGATIFS DU TOURISME

Chaque impact négatif récapitulé par les tableaux ci-dessus a respectivement ses mesures d'atténuation dont cette section va mettre en valeur. Ces mesures sont préconisées sur le plan environnemental et social.

§1. Les mesures d'atténuation des impacts négatifs sur le plan environnemental

Tableau 12: Liste des mesures d'atténuation des impacts négatives

Composant du milieu	Impacts durables	Mesures d'atténuation
Milieu physique		
AIR	Altération de la qualité de l'air (suite à émission de poussières, fumées, rejets toxiques et nuisances sonores)	<ul style="list-style-type: none"> -Utiliser des procédés et techniques qui minimisent les rejets atmosphériques -Mettre en place des dispositifs antipollution et antibruit ou d'abat de poussière. -Maintenir les véhicules de transport, les appareils électroménagers, les engins et la machinerie en bon état de fonctionnement afin de minimiser les émissions gazeuses et les bruits. -Limiter les activités à certaines heures de la journée pour ne pas déranger les populations. -Ne pas réaliser des travaux bruyants en dehors des heures normales de travail.
	Perturbation des conditions micro climatiques	<ul style="list-style-type: none"> -Aménagement d'espaces verts et de couloirs vert avec des espèces adaptées au site (pour éviter le réchauffement de l'environnement immédiat et la modification de la circulation d'air) -Dimension et disposition adéquates des bâtiments pour ne pas entraver les systèmes de vents locaux et la circulation

EAU	Modification des régimes hydriques et hydrologiques	<p>-Établir un plan global de la gestion de l'eau (utilisation et prélèvement pour les besoins du projet en tenant compte du contexte local et régional, de maintien d'un débit réservé suffisant et du suivi de la nappe aquifère).</p> <p>-Prévoir les travaux en milieux aquatiques en dehors des périodes de crues ou de fortes pluies.</p>
	Réduction de la disponibilité en eau	<p>-Inventaire des ressources en eau et prise en compte des besoins en eau potable (accès aux points d'eau et approvisionnement) et des besoins en pêche.</p> <p>-Création de points d'eau permanents et/ou temporaires, en ouvrir, par rotation, qu'en période de soudure.</p> <p>-Établir un périmètre de sécurité et une installation de balise ou panneaux pour indiquer les prises d'eau potable.</p> <p>-Appuyer la création d'association des usagers de l'eau.</p> <p>-Sensibiliser le personnel et les touristes à la nécessité d'économiser l'eau.</p>
	Contamination et pollution des eaux	<p>-Mettre en place des dispositifs de traitement et de recyclage des eaux usées.</p> <p>-Mettre en place des installations d'élimination, de traitement ou de recyclage des déchets.</p> <p>-Établir des procédures d'emploi et d'entreposage des produits chimiques, de combustibles, de carburant et d'huile afin de limiter les risques de pollution et d'accident.</p> <p>-Interdire le ravitaillement des véhicules, des engins et de la machinerie à proximité des plans d'eau.</p> <p>-Prévoir des mesures appropriées en cas de contaminations accidentelles.</p>

Milieu Biologique		
ECOSYSTEME	Modification possible des écosystèmes naturels et de leurs équilibres.	<p>-Identification et protection particulière des milieux représentatifs et des sites vulnérables (zones humides et cours d'eau récifs coralliens, mangroves et autres écosystèmes marins ; aires d'alimentation, de reproduction, et migration de la faune).</p> <p>-Mise en place d programme d'aménagement et de gestion de l'espace en négociation ou en collaboration avec les autorités et les communautés locales.</p> <p>-Respect des réglementations en vigueur et mise en œuvre des mesures adéquates pour réduire les nuisances associées à la limitation d'accès.</p> <p>-Tenir compte des méthodes d'utilisation et d'exploitation traditionnelle des territoires par les populations locales, et y intégrer des méthodes de gestion conformes aux objectifs de conservation des ressources.</p>
	Disparition d'écosystèmes rare et de ses ressources associées.	<p>-Établissement de zones de conservation dans des espaces (forestiers, lacustres ou marins) écologiquement importants, en assurant que leur étendue serait suffisante pour abriter la diversité biologique, pour le fonctionnement des processus écologiques et pour préserver leurs valeurs scientifiques, touristiques, socio-économique et culturelles.</p> <p>-Connaissance des potentialités cde valorisation économique des ressources.</p> <p>-Détermination et respect de la capacité de charges du milieu.</p>

FLORE et FAUNE	Baisse de la biodiversité	<p>-Contrôle ou interdiction du prélèvement de ressources biologiques (canaux, autres animaux et plantes, selon les critères d'exploitation ou de prise existants, et les conditions de responsabilité pouvant être assumées conjointement par les pouvoirs public et l'initiateur du projet dans le site.</p> <p>-Identifier, localiser et préserver les habitats d'espèces rares et menacées d'extinction.</p> <p>-Prendre des mesures pour la protection des habitats aquatiques, zones humides et zones de reproduction (oiseaux nicheurs, visiteurs, migrants, amphibiens) et zones de frayères reconnues des poissons.</p> <p>-Elaborer un calendrier des activités touristiques qui tient compte des utilisations du territoire (terrestre, aquatique ou marin), par la faune et des périodes sensibles (migration, période de reproduction, couvain, etc....)</p>
	Pertes et modification en quantité et en qualité des habitats et des espèces.	<p>-Maintenir des corridors permettant la circulation des espèces animales (conditions indispensables pour la conservation du patrimoine génétique et maintenir la biodiversité).</p> <p>-Prendre des mesures contre les risques d'invasion ou pathologiques pouvant être imposés aux espèces autochtones par l'introduction d'espèces.</p>
	Perturbation due aux trouées dans la couverture végétale.	<p>-Contrôle de l'accès aux zones d'exploitation touristiques pour limiter les risques de coupes illicites ou de défrichement non autorisés dans le site.</p> <p>-Perturbation ou destruction par les feux des écosystèmes végétaux.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place d'un programme de gestion des feux ou de lutte contre les feux. -Contrôle de l'utilisation des feux (précoces et tardifs). -Mise en dépens des sites de valeur. -Changement du comportement naturel des animaux. -Prendre des mesures pour éviter de perturber le comportement des animaux à cause de la présence humaine, par les bruits, les prises de photos avec flash et pour éviter leur accoutumance à recevoir de la nourriture.
--	--	---

Source : Assises Nationales sur le Tourisme Durable

§2. Les mesures d'atténuation des impacts négatifs sur le plan social

Tableau 13: Les mesures d'atténuation des impacts négatifs sur le plan social

Milieu humain	Impacts durables	Mesures d'atténuation
ECONOMIE	Modification de l'économie traditionnelle par une économie de marché	<ul style="list-style-type: none"> -Associer les populations rurales à la création et à l'organisation des circuits et activités touristiques, et au partage équitable des bénéfices. -Fournir des compensations à la population locale touchée par les impacts négatifs (expropriation). -Favoriser la promotion de produits locaux et régionaux. -Faire participer la population concernée aux processus de planification et de mise en œuvre des activités touristiques.
	Impacts sur le marché du travail et la structure sociale du travail.	<ul style="list-style-type: none"> -Développer l'emploi de la main d'œuvre locale et l'attribution de contrats aux entreprises locales pour la réalisation de certains travaux. -Formation et perfectionnement du personnel local

	Pressions sur les zones agricoles et les autres ressources naturelles.	<p>-Prise en compte des plans d'aménagement et de gestion existants.</p> <p>-Prise en compte des besoins en bois de service et de feu des populations rurales et urbaines voisines des filières d'approvisionnement, et des capacités de charges du milieu.</p> <p>-Mise en place de systèmes d'exploitation et de productions adaptés aux conditions locales.</p>
CULTUREL	Modification des coutumes et tradition	<p>-Elaboration et mise en œuvre d'un programme de communication pour informer la population du projet et des travaux prévus</p> <p>-Ménagement et respect des coutumes et tradition de la population</p> <p>-Encourager et favoriser les interactions culturelles authentiques, positives et bénéfiques entre population et touristes.</p>
	Altérations ou destructions des sites traditionnels, culturels ou archéologiques	-Inventaire et prise en compte des sites reconnus ou potentiels et collaboration avec les autorités et les populations concernées pour leur surveillance, leur préservation ou leur mise en valeur.
	Altération et effets sur la qualité des paysages et les points d'intérêt visuel des zones touchées par l'exploitation	-Conception et disposition des installations, bâtiments et autres infrastructures ou harmonie avec le paysage, s'intégrant au milieu naturel et au patrimoine architectural traditionnel de la zone.

Source : Assises Nationales sur le Tourisme durable

Chapitre 2: LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISME

Retenons dès le début que Madagascar est un pays à vocation touristique. Il dispose d'atouts indéniables avec la présence des sites touristiques dans ses 22 régions. Le présent chapitre va nous montrer plus particulièrement les potentialités touristiques de la Région Boeny. Il exhibe en premier lieu les atouts et les obstacles au développement du secteur tourisme dans cette Région. Et dans un second lieu, il va nous préciser les éléments d'une stratégie pour la promotion touristique.

SECTION 1 : LES ATOUTS ET LES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME

La Région Boeny figure parmi les régions les plus visitées aussi bien par les touristes nationaux qu'internationaux. Sa spécificité a été fortement ressentie par rapport aux autres destinations touristiques de l'île. Néanmoins, la Région Boeny n'est pas encore considérée comme pôle de développement touristique selon les orientations du Gouvernement et du Ministère chargé du Tourisme de par la sous- exploitation de ses potentialités et de ses ressources. Il convient de mettre en exergue les atouts et les contraintes de cette région pour que l'on puisse émettre des perspectives de développement réel.

§1. Les atouts sur les plans géographique, social et environnemental

La Région Boeny est située à l'entrée de la Baie de Bombetoka sur le gigantesque estuaire du fleuve Betsiboka. Elle est le second port de Madagascar après Toamasina. En contact avec le Canal de Mozambique qui est une mer douce et calme, ses belles plages sûres bordent le nord et le sud de la localité et les flots sont parfois maculés de taches rougeâtres, dues à l'argile latérite charriée des hauts plateaux par la Betsiboka. C'est une ville balnéaire dont la zone littorale attire les touristes et que les barrières coralliennes protègent des prédateurs marins.

Avec son climat tropical chaud et sec, le soleil dure presque toute l'année – 255 jours – d'où l'appellation « ville de l'éternel été ». C'est une ville cosmopolite présentant des types variés de races : des Africains, des Asiatiques,... d'où l'existence de différentes cultures et civilisations.

La ville déploie de longues et vastes promenades sous la chaleur écrasante en été et douce en hiver. On apprécie aussi ses arcades ombragées, entre autres attrait d'une architecture qui ne laissera pas insensible le visiteur. Hormis ses édifices religieux, les églises sont légion et on y dénombre une vingtaine de mosquées.

La singularité par rapport aux autres grandes agglomérations de Madagascar est la sécurité; les gens ne dorment presque pas et sont dans les rues jusqu'au petit matin. La Région Boeny a toujours été le carrefour des grands navigateurs à la recherche de la fortune vers la route des Indes. Des comptoirs arabes ont été ainsi créés si bien que la ville porte l'empreinte du va-et-vient incessant des étrangers de diverses nationalités.

§2- Des circuits dignes d'intérêt

2.1. Les circuits en ville

Plusieurs sites de toute beauté peuvent être proposés aux touristes:

- la plage d'Antsahabingo;
- le boulevard Marcoz de la Corniche : au coucher du soleil qui a un reflet particulier au-dessus de la baie de Bombetoka, sans oublier le Baobab majestueux de 22,5 mètres de pourtour et plusieurs fois centenaire ;
- le port aux boutres et visite des vieilles maisons arabes et indiennes du XVIIIème siècle ;
- les rues de Mahabibo le soir avec ses animations, ses marchands de brochettes, ses magasins ouverts tard la nuit ;
- les cathédrales, mosquées et églises ;
- la visite du Doany à Tsararano-Ambony : haut lieu de culte Sakalava du Boeny où sont gardées les reliques des rois Andriamandisoarivo, Andriamisara, Andrianamboniarivo, Andrianianiana. Il faut respecter les rites et interdits qui sont communiqués à l'entrée du Zomba Be (l'enceinte royale sacrée). La cérémonie de bain des reliques est l'occasion de grandes fêtes annuelles, début juillet, qu'il ne faut pas manquer;
- le Musée Akiba au Campus Universitaire d'Ambondrona

Les circuits seront déterminés en fonction des centres d'intérêt de chacun.

2.2. Les circuits courts

Ce sont les circuits à moins de trente kilomètres de la ville, bouclés en une demi-journée:

- Petit Plage et Grand Pavois à 7 km de la ville;
- Le Cirque Rouge à proximité de la plage d'Amborovy (10 Km) : cirque de plusieurs couches de grès alternatives de couleurs différentes d'un très bel effet, formé par l'érosion naturelle. Le pique-nique est possible près d'une rivière au fond de la vallée ;
- La Baignade à Katsepy, après avoir traversé la baie de Bombetoka en bac (1 heure) qui peut transporter des véhicules légers et lourds. Ceux qui seront véhiculés pourront visiter le phare d'où on a une vue panoramique de la baie, la mine de célestite unique à Madagascar avec les galeries impressionnantes creusées à la main (Sankoany) ;
- Le lac sacré de Mangatsa à 15 Km de la ville avec ses carpes et murènes de taille exceptionnelle. La pêche y est interdite mais on peut faire venir les poissons au bord en leur lançant des bouts de pain. La piste qui y mène est praticable en toute saison.

2.3. Les circuits de moyenne distance

2.3.1. Les grottes d'Anjohibe.

Elles se situent au bout de 83 Km de piste après la station forestière de Marohogo. Elles sont exceptionnelles non seulement par les innombrables et multiformes concrétions mais encore par la série de salles qui aboutissent dans une sorte de hall aux vastes dimensions. Il faut prendre la précaution de se munir de puissantes torches; les lampes de poche simples ne sont pas suffisantes pour percer l'obscurité.

Les grottes d'Anjohibe, constituent un réseau de plusieurs compartiments spacieux, communiquant entre eux sur cinq km. Les vraies richesses de ces grottes se mesurent par l'importance des concrétions calcaires : les stalactites et les stalagmites.

Les stalactites et les stalagmites leurs confèrent une beauté surprenante avec leurs formes mille fois variées dessinant des arabesques, des festons, des sortes de plantes venant d'une autre planète et même des seins.

Certaines galeries sont éclairées par l'infiltration par la voûte, des rayons solaires donnant de longs faisceaux lumineux plongeant dans la grotte.

On y trouve une rivière souterraine et des ossements silencieux d'hippopotames nains témoignant d'une autre époque.

Photo1 : Grottes d'Anjohibe



Source : Direction Inter-Régionale Tourisme Mahajanga, 2007

2.3.2- Le Parc National d'Ankarafantsika

Sur la RN4, à 112 Km de la ville de Mahajanga, la forêt d'Ankarafantsika (135 000 ha) est une des trois réserves naturelles intégrales de la circonscription avec Namoroka (Soalala) et Bemaraha (Antsalova). Elle est la source principale de l'alimentation en eau de la seconde plaine rizicole de Madagascar. Pour ne pas perturber les équilibres écologiques, l'accès est réservé seuls aux scientifiques effectuant des recherches. Ce parc est géré par l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées de Madagascar (ANGAP).

2.3.3- Remontée ou descente du fleuve Betsiboka.

Ce circuit était auparavant organisé par les propriétaires gérants de l'Hôtel TINA à Marovoay à bord de leur bateau fluvial Boina pour un montant variant autour de 5.000 Ariary par personne en 1987, mais des difficultés financières leur ont fait cesser cette activité.

Actuellement, l'Armement AMBARIKA a pris le relais et propose également d'autres circuits en mer et à l'intérieur des terres. De très beaux paysages et couleurs sont offerts par le grand fleuve. On a des vues sur de vastes espaces aménagés et sur la forêt d'Ankarafantsika. Les périmètres rizicoles et la nature sauvage encore intacte se complètent harmonieusement. Si en

plus le bateau fluvial est équipé d'une barque hors-bord à fond plat, la chasse sera possible. La descente peut être prolongée jusqu'à Boanamary afin de pouvoir visiter les Mangroves avec sa faune très spécifique.

2.3.4- Le complexe d'Antanamarina

Situé à 83 km de Mahajanga, le complexe d'Antanamarina est un ensemble naturel de grotte, de lac et de cascade.

Le lac d'Andranobjy est une vraie piscine naturelle assimilée à une marmite géante pouvant atteindre 2 m et plus de profondeur.

En aval, l'eau du lac se déverse dans un ravin en une dénivellation de 20 m, appelée « chute de Mahafanina », littéralement « qui donne le vertige ».

Véritable oasis de paix et de verdure, le lac est entouré d'une minuscule forêt abritant des Lémuriens, les Propithèques coquerelli.

Le lac d'Andranobjy est distant de 1 km des grottes d'Anjohibe. Antanamarina est le village le plus proche de ces sites. Le complexe d'Antanamarina s'étale sur une certaine d'hectares.

Photo2 : Chute de Mahafanina

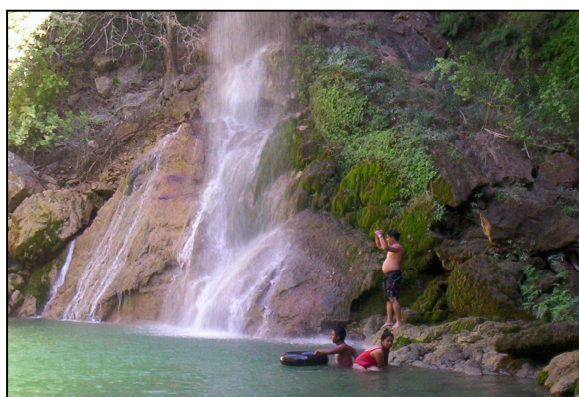
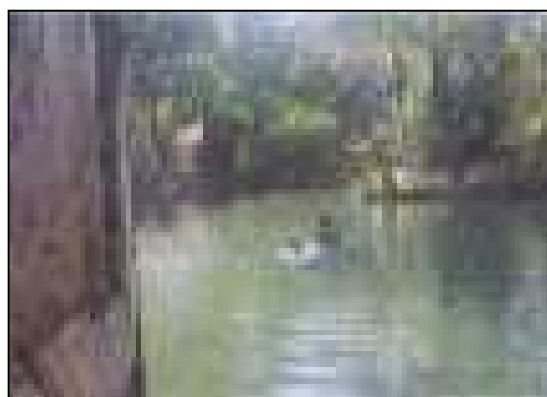


Photo3 : Piscine naturelle d'Andranobjy



Source : Direction Inter-Régional Tourisme Mahajanga

2.4. Les circuits en mer

L'organisateur a un bateau fiable à sa disposition pour pouvoir embarquer des passagers pendant deux ou trois jours. L'idéal est un bateau mixte à voile et à moteur pour réduire les frais d'exploitation et où seront aménagées de petites cuisines individuelles. L'Armement Ambariaka dispose déjà de ces embarcations pour aller circuler vers l'un ou les deux points d'escale suivants:

-au nord vers la baie de Narinda et les îles Radama en passant par les criques et les Tsingy d'Ambondro-Ampasy et particulièrement les belles plages de la pointe Maromony (pêche sous-marine) ;

-au sud de la baie de Baly : Soalala.

Ces escales sont choisies en raison de leurs sites bien abrités avec possibilité de pêche sous-marine d'une part et d'évacuation par voie aérienne régulière d'Air Madagascar d'autre part (Soalala et Analalava). Le système de collecte le long du trajet n'est pas à exclure et des visites du village peuvent être organisées. De belles petites îles parsèment cette côte et on réussit régulièrement des pêches miraculeuses dans ces eaux.

De nouveaux types d'embarcation seront bientôt disponibles et assureront la jonction régulière de Mahajanga – Nosy-Be via Analalava.

§3 Les infrastructures d'accueil

Le nombre d'établissements hôteliers dans la Région Boeny est monté jusqu'à 53. Selon la nature d'établissement, 20 sont « étoilés » dont 1 classé 4 étoiles, 4 classés 3 étoiles, 8 classés 2 étoiles, 7 classés 1 étoile ; 15 ravinala dont 2 classés 3 ravinala, 2 classés 2 ravinala , 11 classés 1 ravinala et 18 non classés (NC). Quant au nombre d'entreprises de voyage et d'animation touristique dans la région, on peut les classer aussi selon la nature de l'établissement. Il existe 5 agences de voyages, 9 agences de location de voitures incluant les motos, les bicyclettes, les bateaux – un organisateur de circuits de pêche et de chasse.

En ce qui concerne les réseaux d'accès et les voies de communication, l'existence de l'aéroport international assure la connexion avec tous les vols nationaux et internationaux. La compagnie aérienne Air Madagascar, les agences de voyages et les tours opérateurs collaborent pour assurer le transport aérien des visiteurs de l'île. Ces entreprises de voyage peuvent proposer des prestations aériennes internationales et interrégionales.

Pour la voie maritime, même si la région est le deuxième port commercial et le premier port de pêche, les moyens de transport maritimes sont très limités et peu choisis par les touristes. Les compagnies maritimes (transit, ASOK, SMTC, et Le Capitaine Rodrick) ainsi que les boutres, les grandes pirogues à balanciers et de petits caboteurs à moteurs qui sillonnent la côte assurent le transport de marchandises essentielles.

En plus, certains opérateurs touristiques mettent des bateaux ou vedettes rapides à la disposition de leurs clients touristes.

Du côté des voies terrestres, il existe neuf organismes qui relient directement la ville de Mahajanga avec les autres régions à l'intérieur de la circonscription. Ils utilisent à cet effet cinq types de véhicules (mini-bus, familial...) qui relient la ville à Marovoay et traversent l'Ankarafantsika par exemple.

En ce qui concerne les exploitants de réseaux téléphoniques filaires, cellulaire et GSM, TELMA, CELTEL, ORANGE, et INTERCEL sont tous représentés par des agences dans la ville de Mahajanga. Grâce à ces différents types d'opérateurs de téléphone portable, on peut communiquer librement à partir de la ville de Mahajanga. L'installation d'Internet et de DOMSAT facilite l'envoi, la connexion des messages électroniques ainsi que la collecte rapide des informations.

§4. Les obstacles

4.1. Les contraintes au développement du tourisme national

La volonté affichée de faire du tourisme un pôle moteur du développement pour les années à venir est entravée par de nombreux problèmes.

4.1.1. Le problème de l'accès au foncier

Le problème de l'accès au foncier reste entier. Les procédures administratives à suivre en vue de l'acquisition du terrain nécessaire à un projet d'investissement sont longues. En outre, la population locale est parfois réticente à l'octroi de terrains aux investisseurs.

4.1.2. L'insuffisance des infrastructures de base

L'état déplorable des routes, les problèmes d'adduction d'eau, de distribution d'électricité et de communication constitue des obstacles de taille au développement du tourisme. Les investisseurs exigent en effet une certaine garantie quant à l'accessibilité de certaines zones.

Cependant, 67% des visiteurs, attirés essentiellement par le milieu naturel qu'offre le pays, ainsi que par la richesse et la diversité de la faune et de la flore sont les premiers qui souffrent de l'insuffisance des infrastructures de base.

Les possibilités de déplacement dans des conditions convenables constituent en effet un des critères déterminants dans le choix des destinations.

4.1.3. L'insuffisance des infrastructures d'accueil

L'insuffisance des infrastructures hôtelières conformes aux normes internationales constitue aussi actuellement un des facteurs limitant les arrivées de touristes à Madagascar et ne lui permet pas de concurrencer les autres pays touristiques environnants.

D'autre part, la classification actuelle des hôtels à Madagascar ne répond pas aux critères physiques, fonctionnels et opérationnels appliqués au niveau international.

En effet, l'offre actuelle s'élève à 822 chambres réparties comme suit: 430 dans les hôtels classés 1 à 5 étoiles, 392 dans les hôtels ravalana.

4.1.4. La faiblesse de l'épargne et la rareté du crédit

La faiblesse de l'épargne des Malgaches entrave leur volonté d'investir dans les projets touristiques du fait même que l'investissement dans les industries touristiques coûte cher.

Madagascar ne dispose pas de crédit spécialement destiné au secteur touristique. De plus, l'accès au crédit existant s'avère difficile en raison du coût et des contraintes imposées par des règles prudentielles draconiennes.

En effet, plusieurs institutions financières et services bancaires proposent leurs prestations à des particuliers mais pas spécifiquement au secteur tourisme. La majorité des opérateurs touristiques se plaignent du mode de financement de ces institutions financières compte tenu des conditions exigées en apport du promoteur, aux garanties et à la prise de participation. On peut citer par exemple la Financière d'Investissement Aro (FIARO), dont la participation au capital de l'entreprise varie de 5% à 40%. L'apport du promoteur hôtelier doit être au minimum de 20 à 50 % du montant des investissements, même si les garanties ne sont pas obligatoires. Elle exige également une expérience professionnelle et une capacité de gestion confirmées. En plus, FIARO intervient au niveau du Conseil d'Administration pour les décisions stratégiques. Néanmoins, elle rétrocède ses parts au terme de trois à sept ans par la revente au promoteur ou à un tiers de commun accord. On peut dire que pour les promoteurs touristiques, ce mode de financement reste encore lourd compte tenu du fait que les projets hôteliers et touristiques nécessitent un investissement conséquent et long pour la récupération du capital.

4.1.5. Des taxes non incitatives

Les propriétaires des hôtels doivent payer des taxes à l'Etat. Par conséquent, cela va entraîner un impact négatif au niveau des investissements car le taux de ces taxes ne cesse de s'élever.

4.1.6. Le manque de professionnalisme

Le manque de professionnalisme reste encore notoire à Madagascar et particulièrement dans le secteur touristique, lequel doit être géré comme un véritable secteur industriel tout en y appliquant une politique rigoureuse de management de la qualité et de la promotion commerciale. En effet, le manque de professionnalisme aux métiers du tourisme entrave la promotion des produits et services touristiques compétitifs.

4.1.7. L'insuffisante promotion de la destination Madagascar

La promotion de la destination Madagascar reste largement insuffisante, malgré certaines initiatives. Les brochures informant les touristes sur les caractéristiques des différents sites touristiques sont limitées. Madagascar est donc peu connue des investisseurs et des visiteurs internationaux. La grande majorité des touristes venus à Madagascar (60%) ont été conseillés par des proches connaissant ou ayant déjà visité le pays¹.

4.1.8. Le problème d'hygiène dans les sites touristiques

Les Malgaches vivant à proximité des plages ont l'habitude d'y faire leurs besoins. Sensibiliser ces personnes à renoncer à leurs habitudes et nettoyer les plages s'avère difficile et demande du temps. En plus, les difficultés pour les Communes de gérer les ordures amplifient les problèmes d'hygiène.

4.1.9. Des produits touristiques et écotouristiques peu ou mal et sous-exploités

Madagascar dispose d'importantes potentialités peu ou mal exploitées. D'autres types de produits touristiques ou autres formes de tourisme sont encore ignorés par bon nombre d'opérateurs nationaux.

¹Etude EVT MADIO/ Institut National de la Statistique (INSTAT), 2006

4.1.10. Madagascar, une destination chère

Le coût du billet d'avion pour venir à Madagascar, encore trop cher par rapport à d'autres destinations équivalentes, reste un frein à l'arrivée massive de touristes.

En effet, Madagascar est toujours le pays le plus cher en matière de transport aérien. Le coût du voyage Paris – Antananarivo coûte dans les 900 000 Ar pendant la basse saison alors que ce frais permet à un touriste européen de voyager deux fois pour la Chine ou l'Amérique pendant une semaine dans des hôtels de luxe. Les missions de l'administration touristique doivent porter sur la libéralisation du ciel, la facilitation au niveau de l'accueil pour que les sites touristiques reçoivent directement des vols charters.

4.1.11. L'exploitation irrationnelle des potentialités écotouristiques

Dans ce domaine, un certain nombre de problèmes sont recensés tant au niveau provincial qu'en ville

- Insuffisance des services d'ordre en matière de sécurité :
 - insécurité rurale ;
 - propagation des feux de brousse.
- Dégradation de l'environnement :
 - intensification du défrichement de la forêt ;
 - collecte illicite des éléments de la faune et de la flore.
- Absence de normes environnementales :
 - inadéquation des textes en vigueur ;
 - insuffisance des répressions sur les trafics illicites.
- Réduction de la biodiversité
 - croissance considérable de la consommation de bois d'énergie ;
 - extinction des espèces protégées.
- Erosion du sol :
 - perturbation de la qualité de l'eau ;
 - dommages aux écosystèmes aquatiques.

4.2. Contraintes au niveau de la ville

En plus des contraintes partagées avec les autres circonscriptions, la Région Boeny rencontre des problèmes spécifiques.

4.2.1- Au niveau administratif

Le tourisme est un secteur resté longtemps en sommeil, malgré les efforts des opérateurs regroupés au sein du GIT (Groupe Interprofessionnel du Tourisme) du Boina et des guides touristiques qui ont créé une association – l'AGM (Association des Guides Majungaise) puis de l'ORTM depuis 2005 car la politique de développement touristique de la région est restée au stade de la lettre. Par ailleurs, au niveau de l'administration provinciale du tourisme:

- Le manque de moyens financiers est le problème majeur. Les crédits alloués par l'Etat sont minimes ; aussi, l'audit administration ne peut-elle pas assurer le contrôle des sites qui sont sous-exploités ;
- L'insuffisance en effectif du personnel qui assure le fonctionnement de ce service se révèle aussi un handicap important. De plus, ce personnel est peu qualifié. Ces deux problèmes majeurs ont pour conséquences :
 - l'inefficacité de la promotion touristique dans la région pour attirer les clients ;
 - l'insuffisance des dépliants de publicité et de politique promotionnelle du tourisme ;
 - l'absence d'aménagement et d'entretien des sites ;
 - la difficulté d'application des programmes et de la politique générale à suivre.

Ces problèmes au niveau de la Direction du Tourisme sont aussi renforcés par la dépendance vis-à-vis des autres services qui sont à l'origine:

-de l'insuffisance de la coordination des services concernés et de la motivation à la considération et à l'exploitation rationnelle des richesses nationales;

-du manque d'agents d'intervention, d'organismes étatiques en charge de la vulgarisation et en mesure de fournir les informations et l'éducation nécessaires sur le tourisme;

-la quasi-absence d'émissions sur le tourisme à la radio et à la télévision (émission payantes) ;

-l'absence de notions élémentaires sur le tourisme dans les programmes d'enseignement;

-le contrôle très serré des visas d'entrée et de séjour des touristes par les services en charge de l'immigration/émigration, qui décourage bon nombre de clients ;

-la difficulté d'accession à la propriété foncière, notamment à cause de la lenteur du Service Topographique;

-les difficultés de communication à partir du chef-lieu de circonscription vers les sous-districts. La quasi-totalité des sites touristiques sont en effet hors de portée des systèmes de communication internationaux, voire nationaux.

4.2.2. Au niveau des ressources humaines

Les ressources humaines sont composées par les populations locales et les visiteurs étrangers. Les personnes concernées directement par le tourisme sont:

- Les professionnels du tourisme qui travaillent dans des agences publicitaires, les hôteliers et les responsables des syndicats d'initiative ainsi que ceux des collectivités décentralisées ;
- Les habitants résidant à proximité des lieux touristiques (indirectement). Ils ne sont pas intégrés aux activités touristiques et restent étrangers à la réalisation des projets concernant le tourisme. De plus, il n'y a pas d'étude faite sur les formes de la participation locale à la mise en œuvre de la politique et de la stratégie en matière de tourisme. La population locale est insouciante quant aux effets néfastes de la détérioration du milieu, indifférente à la valeur des ressources naturelles et culturelles, ignorante de l'activité et des effets bénéfiques du tourisme. Elle n'est pas préparée à l'accueil des touristes à cause de l'insuffisance d'information et de publicité.

Pour les touristes étrangers, les contraintes éventuelles peuvent provenir de l'insuffisance de l'information:

- sur les « richesses » du pays, les programmes de déplacement, les facilités de séjour et d'accueil ;

- sur les us, les coutumes et les traditions de la population locale, ce qui freine énormément les interactions entre les différentes cultures. L'arrivée des étrangers modifie la conception et la perfection traditionnelles de l'espace naturel ainsi que l'utilisation des ressources, une modification qui ne contribue pas à une meilleure exploitation des ressources.

- Les touristes et les organisateurs du tourisme portent atteinte au paysage par le choix de l'implantation des infrastructures d'accueil et de séjour, la non-intégration de l'architecture et des travaux d'aménagement environnemental d'où la pollution.
- La dénaturation des pratiques sociales au profit des spectacles rémunérateurs favorise le pillage des richesses touristiques.

4.2.3. Au niveau des infrastructures d'accueil

Ce ne sont pas des handicaps majeurs irrémédiables mais qui sont inhérents à la situation politico-économique actuelle. Les obstacles sont imputables à :

- l'insuffisance des services et équipements touristiques pouvant entrer en compétition avec ceux des îles voisines ou des pays du continent africain ;

- l'insuffisance des infrastructures d'accueil et des moyens de transport adéquats et efficaces, renforcés par les fautes de gestion très répandues dans les centres d'accueil et l'absence de plan d'aménagement du territoire à réaliser dans la région implique la faiblesse du nombre de chantiers de travaux immobiliers ;

- le manque de véhicules de transport et de location de grand standing, bien que des minibus relient régulièrement Mahajanga à la capitale. Beaucoup de taxis sont vétustes même si la flotte s'est nettement renouvelée. Par ailleurs, la location de voitures connaît des difficultés ; c'est un marché potentiel à développer, mais il est évident que la rentabilité est conditionnée par l'arrivée des touristes ;

- le manque de programmation des séjours, des activités touristiques, des voyages organisés sur le tourisme écologique et susceptible de participer à la protection de l'environnement ;

- l'insuffisance des produits touristiques dont ceux inhérents aux activités touristiques, de loisir, de la mer, de la marche ;
- l'insuffisance de l'animation touristique ;
- l'insuffisance de la capacité d'hébergement par rapport à la demande ;
- la diminution des capacités des vols internationaux et de la compagnie nationale ;
- l'insuffisante exploitation de la voie maritime. Peu de bateaux relient en effet Mahajanga aux autres zones, et l'ensablement du port figure parmi les problèmes majeurs ;
- le réseau routier confère une mauvaise réputation à l'ensemble de la Région Boeny ;
- le problème sanitaire en général, imputable à l'hygiène, à l'assainissement et à la propreté de la ville. Un effort particulier est à déployer afin d'éviter la propagation des maladies transmissibles: choléra, MST /SIDA, pneumonie...

En somme, il convient de comprendre que l'essor du secteur touristique correspond à l'amélioration de la conception et l'application des mesures précédentes à condition que tous les secteurs qui s'articulent avec ce secteur aient parallèlement des stratégies bien organisées pour qu'ils puissent assurer leur propre expansion et celle des autres à cause de ces interdépendances.

SECTION 2 : LES ELEMENTS D'UNE STRATEGIE POUR LA PROMOTION TOURISTIQUE

Le développement durable cherche à contrecarrer les méfaits visibles de modèles productivistes, orientés sur l'exploitation des ressources naturelles et l'accumulation rapide des richesses au profit d'une minorité, ce qui pénalise le développement humain et l'avenir des générations futures

§1 : Stratégie de développement durable du tourisme

1.1. Concept de développement durable

Le concept désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales, territoriales, démographiques et culturelles accompagnant la croissance de la production. Il traduit l'aspect structurel et qualitatif de la croissance et peut-être associé à l'idée de progrès économique et social.

Après avoir privilégié la seule croissance de la production de richesses (PIB, PIB/habitants), le concept de développement s'est élargi pour inclure différentes dimensions constitutives du bien-être : l'état global de santé des populations, les niveaux d'instruction, d'une manière générale, les conditions de vie.

1.2. Développement durable

Le développement durable sous-entend « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins¹ ».

Cette définition a été formulée à la conférence de Rio de Janeiro en 1992. Cette conférence fut l'occasion pour la première fois de médiatiser la notion de développement durable (sustainable development) préalablement défini par l'ONU en 1987 (rapport Buntland).

Le terme de sustainable a été traduit par l'adjectif durable dans la mesure où le mot soutenable, en français, n'implique aucune dimension temporelle. Il s'agit de tenter de concilier les impératifs du développement, plus particulièrement pour les pays du Sud en retard, avec les contraintes environnementales au Nord comme au Sud. Néanmoins, malgré les différences d'interprétation parfois fortes, tout le monde reconnaît maintenant que cette notion recouvre les 3 aspects fondamentaux du développement et de la qualité de vie de nos sociétés : le développement économique, la protection de l'environnement et le développement social et humain.

1.2.1. La viabilité économique

Celle-ci signifie générer de la prospérité à différents niveaux de la société et de se soucier de la rentabilité de toute activité économique. Le plus important ici est la viabilité des ensembles et des activités et leur capacité de se maintenir à long terme.

1.2.2. La viabilité sociale

Celle-ci signifie respecter les droits de l'homme et l'égalité des chances pour tous dans la société. Elle passe par une répartition équitable des bénéfices avec pour priorité la lutte contre la pauvreté. L'accent est mis sur les communautés locales, le maintien et le renforcement de leur

¹ Tourisme Master Plan, GATO AG

système de subsistance, la reconnaissance et le respect des différentes cultures et la disparition de toute forme d'exploitation

1.2.3. La viabilité environnementale

Celle-ci signifie conserver et gérer les ressources en particulier celles qui ne sont pas renouvelables ou qui sont précieuses pour la science de l'homme. Elle exige des mesures pour réduire la pollution de l'air, du sol et de l'eau et pour conserver la diversité biologique et le patrimoine naturel.

Il est important de comprendre que ces « 3 piliers » sont à bien des égards interdépendants et peuvent aussi bien se renforcer mutuellement qu'être en concurrence. Parvenir au développement durable, c'est trouver un équilibre entre ces 3 exigences.

1.3. Tourisme et développement durable : une relation particulière

A l'heure où nous sommes préoccupés par les effets de la mondialisation, la détérioration de l'environnement, la propagation du SIDA et par beaucoup d'autres problèmes qui influent sur notre milieu et notre qualité de vie, le développement durable s'impose comme une solution à plusieurs maux.

Le monde touristique n'y échappe pas. Le tourisme a évolué à un point tel que la croissance des flux touristiques n'est pas sans conséquences sur l'environnement, tant social que physique, des destinations visitées. Désormais, il convient de mieux piloter le développement et l'expansion touristique pour appliquer les concepts de développement.

Le tourisme occupe une position spéciale par rapport à la contribution qu'il peut apporter au développement durable et aux défis qu'il pose : d'une part, parce que c'est un secteur dynamique et en plein essor, qui apporte une contribution majeure à l'économie de nombreux pays et destinations locales ; d'autre part parce que c'est une activité qui crée une relation particulière entre les consommateurs (les visiteurs), les professionnels, l'environnement et les communautés locales.

Cette relation naît du fait que contrairement à la plupart des autres secteurs, le consommateur du tourisme (le touriste) se déplace jusqu'au producteur et au produit. Cela induit 3 caractéristiques¹ importantes et uniques de la relation entre le tourisme et le développement durable:

- **Interaction** : en tant qu'activité de science qui consiste à faire découvrir de nouveaux lieux, le tourisme implique par nature de multiples interactions, directes et indirectes, entre les visiteurs, les communautés d'accueil et leur environnement local ;
- **Sensibilisation** : le tourisme fait prendre conscience aux gens (visiteurs et hôtes) des problèmes de l'environnement et des différences entre nation et cultures. Cela peut modifier les attitudes et les préoccupations par rapport aux questions de développement durable, au cours du voyage mais aussi pour toute la vie ;
- **Dépendance** : de nombreux touristes recherchent des environnements intacts et propres; des aires naturelles attrayantes, des traditions historiques et culturelles authentiques et des hôtes accueillants avec lesquels ils puissent avoir de bonnes relations. Le secteur est donc tributaire de l'existence de ces conditions.

Ce lien étroit et direct crée une situation fragile où le tourisme peut avoir des effets à la fois désastreux et très positifs sur le développement durable.

Du côté des effets positifs, le tourisme peut :

-Etre une source croissante d'opportunités de développement d'entreprises et de création d'emplois, ainsi que de stimulation des investissements et de soutien aux services locaux, même dans les communautés relativement isolées ;

-Conférer une valeur économique tangible aux ressources naturelles, ce qui peut se traduire par des revenus directs (dépenses des visiteurs) pour leur conservation et par un soutien accru des communautés locales à la conservation ;

-Etre un facteur de compréhension intellectuelle et de paix.

A l'inverse, le tourisme peut :

-Exercer une pression considérable sur les communautés d'accueil et conduire à la désorganisation des sociétés traditionnelles ;

-Etre en compétition pour l'utilisation des ressources rares, principalement l'eau et le sol ;

-Apporter une contribution majeure à la pollution locale et globale ;

-Etre une source de revenus vulnérables et instables, car souvent très sensible aux

¹ Assise Nationale sur le Tourisme Durable, Novembre 2006

modifications, perçues ou réelles, de l'état environnemental et social des destinations.

Le résultat est que tous ceux qui jouent un rôle dans le tourisme ont l'énorme responsabilité de reconnaître l'importance de sa durabilité. Le tourisme peut faire beaucoup de bien.

Mais il peut aussi être le vecteur de pressions susceptibles de détruire les ressources dont il est tributaire. Si l'on développe sans se soucier de durabilité, il peut non seulement faire du tort aux sociétés et à l'environnement, mais aussi receler les germes de sa propre destruction.

Selon l'OMT, la définition conceptuelle du développement durable du tourisme se lit comme suit:

« Les principes directeurs de développement durable et les pratiques de gestion durable du tourisme sont applicables à toutes les formes de tourisme dans tous les types de destination, y compris au tourisme de masse et aux divers créneaux touristiques. Les principes de durabilité concernent les aspects environnementaux, économiques et socioculturels du développement du tourisme. Pour garantir sur le long terme la durabilité de ce dernier, il faut parvenir au bon équilibre entre ces 3 aspects¹ ».

1.4. Concept pour le tourisme durable

Face à l'évolution rapide de la demande des clientèles, le tourisme durable doit tendre à être imaginatif, évolutif, respectueux des équilibres fondamentaux. Il s'organise autour de 3 dimensions indissociables :

1.4.1. L'environnement

Il cherche à favoriser une gestion patrimoniale des ressources non renouvelables en prenant en compte les impacts des projets proposés sur la préservation du patrimoine (paysage, culture, bâti, biodiversité) et des ressources (eau, air, déchets, bruit, espace) indispensables pour l'avenir de la génération future.

1.4.2. L'économie

Elle est comprise et utilisée comme un moyen ou science du développement humain et à optimiser dans une logique de création d'imagination et redistribution des richesses.

¹ Tourisme Master Plan, GATO AG

1.4.3. Le social

Il apprécie l'effet des projets touristiques sur le bien-être des populations, la réduction des inégalités, l'évolution et l'épanouissement humain.

1.5. Tourisme durable

La notion de tourisme durable reprend le triptyque devenu maintenant familier du développement durable¹ : « il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique, et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales » (article 1 de la charte du Tourisme durable de l'OMT adoptée en 1995). Les autres articles de cette charte détaillent les principaux éléments de ce tourisme voulu « harmonieux et maîtrisé » :

- le « milieu écologique » à protéger et à mettre en valeur est entendu au sens de maison commune : il englobe à la fois la nature et la faune, le patrimoine paysager, historique et architectural (y compris le bâti non protégé), ainsi que le « patrimoine de vie », (ethnologique et culturel). L'environnement (au sens large) est la matière première d'un tourisme durable ;

- les notions de développement et de progrès doivent être redéfinies en relativisant les indicateurs quantitatifs traditionnels de l'économie du tourisme (nombre de visiteurs, multiplicateur de dépenses, emplois créés, recettes de devises, ...), et en prenant en compte l'ensemble des coûts (environnementaux, culturels et sociaux, de l'activité sur le long terme, la répartition des richesses induites, et la qualité de vie des populations concernées ;

- la recherche d'un tourisme durable passant par une planification stratégique globale induit nécessairement une réflexion, une consultation, une information constante, une participation au processus décisionnel et un partenariat de tous les autres : institutions publiques internationales, nationales et locales, ONG, associations, entreprises (du secteur touristique mais aussi agricole et industriel), population locale, travailleurs permanents et saisonniers, tour-opérateurs et touristes eux-mêmes. Il s'agit donc d'adopter une autre méthode de gouvernance avec l'idée que la réussite d'un projet repose nécessairement sur une cohésion sociale afin, selon l'expression Jean Viard, de « faire richesse ensemble » ;

- plus largement le tourisme durable s'intègre dans un concept éthique du tourisme, facteur d'épanouissement individuel, et pouvant « favoriser le rapprochement et la paix entre les peuples, créant une conscience respectueuse de la diversité des cultures et des modes de vie ».

¹ Caire, Rouillet, 2001

Plusieurs formes de tourisme que l'on qualifie souvent d'alternatif gravitent autour du concept du développement et du tourisme durable, chacune mettant l'accent sur un aspect en particulier.

1.5.1. Ecotourisme

L'écotourisme s'est développé dans la foulée du mouvement environnemental qui a pris forme au début des années 1970. L'intérêt croissant du public pour l'environnement et les voyages orientés vers le plein air, couplé avec la croissante insatisfaction envers le tourisme de masse, a montré à l'industrie du tourisme qu'il y avait une place pour l'écotourisme¹. De même, la compréhension et l'acceptation des principes de conservation de la nature et de durabilité par une portion grandissante de la population a également participé à l'évolution du terme « écotourisme »²

Il est principalement lié aux formes de tourisme pratiqué en milieu naturel et à la notion d'apprentissage.

1.5.2. Tourisme équitable

Généralement associé aux relations Nord-Sud, ce type de tourisme s'inspire des principes du commerce équitable. Il fait en sorte que les communautés locales soient impliquées dans la prestation touristique et bénéficient des retombées économiques et ce, afin de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

1.5.3. Tourisme solidaire

Ce tourisme met sur la relation entre les peuples, entre visiteurs et visités, et sur la notion de solidarité où les voyageurs contribuent à l'amélioration des conditions de vie des communautés visitées.

1.5.4. Tourisme responsable

Il est aussi appelé tourisme éthique. Il fait référence à la conscience sociale et à la façon de voyager du touriste.

1.5.5. Tourisme social

Ce secteur préconise le droit aux vacances et d'accessibilité au tourisme à tous les

¹ Orams, 1995

² Orams, 1995 ; Weaver, 1998 ; Honey, 1999

groupes de la population.

1.6. Principes de développement du tourisme durable

Différents principes de base guident tout processus de planification de développement touristique durable. Ce sont:

1.6.1. La durabilité écologique

Elle garantit un développement compatible avec le maintien des processus écologiques essentiels, de la diversité et des ressources biologiques.

1.6.2. La durabilité sociale et culturelle

Elle garantit un développement qui permet aux individus de mieux maîtriser leur vie et qui soit compatible avec la culture et les valeurs de ces personnes afin de renforcer et entretenir l'identité communautaire.

1.6.3. La durabilité économique

Elle garantit un développement économique efficace et des ressources gérées de manière à pouvoir subvenir au besoin des générations futures.

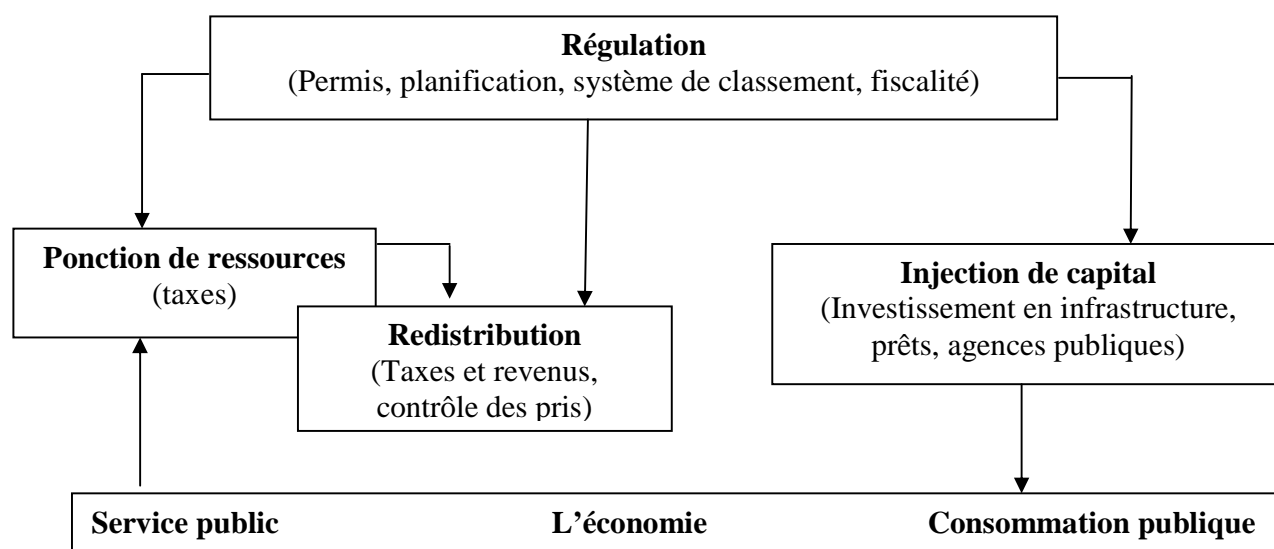
Pour cela, il est intéressant de souligner clairement les rôles du Gouvernement et des Secteurs privés, face à ces principes de développement du tourisme durable

§2. Rôles du gouvernement et des secteurs privés liés au développement du tourisme durable

Du point de vue du gouvernement, la politique touristique qui prend en compte les problèmes économiques, sociaux et environnementaux et que sont élaborées en ayant présent à l'esprit son pouvoir à la fois destructeur et bénéfique, sont en moyen de canaliser dans la bonne direction les forces résultant de la croissance dynamique du secteur.

Du point de vue des professionnels du tourisme, accepter cette responsabilité, ce n'est pas seulement faire preuve de civisme, c'est asseoir ce civisme sur un solide intérêt personnel, car toute atteinte à l'environnement naturel, culturel ou social d'une destination peut conduire à sa destruction ou la perte de sa valeur.

Figure 3: Les rôles de l'Etat dans le tourisme, J.Swarbrooke, 2000



Source : *Tourisme et Développement durable de Anis Ben Brik, 2000*

La figure précédente représente la diversité des rôles assumés par l'Etat dans sa relation avec le tourisme. La nature de cette relation fait appel à la dimension éthique, car d'une part, l'Etat doit assurer un rôle d'arbitrage des priorités de développement et, d'autre part, l'initiative du développement de l'activité touristique est souvent partagée entre secteur public et secteur privé. Ceci est particulièrement vrai dans les pays qui disposent de peu de moyens. Dans ce cas, la promotion et le développement du tourisme retombent sur l'initiative du secteur privé, alors que la diffusion de l'image d'un pays devrait, en principe, être assurée par l'Etat.

L'argument qui signifie cette position est que l'investissement public dans le secteur touristique est un coût d'opportunité¹, car ces fonds pourraient être affectés à d'autres secteurs comme l'éducation ou la santé, par exemple. Les pouvoirs se font ainsi valoir d'une mission éthique de redistribution des ressources.

Le thème de la fiscalité du tourisme est lié à cette mission éthique de l'Etat, dans la mesure où le tourisme est une génération importante de recettes en devises et en monnaies locales, en faisant circuler l'argent au sein de la société, et qu'il revient à l'Etat de redistribuer la part des dépenses touristiques provenant de la consommation et la part des taxes, en les réaffectant soit à l'investissement, soit aux revenus de la population, soit au budget général de l'Etat. Le problème qui se pose actuellement est la multiplication des occasions de frappe de la taxation touristique. C'est-à-dire le tourisme est constamment sollicité à payer, sans forme des

¹ Le coût d'opportunité s'explique par la production d'un bien pendant une saison tout en diminuant la production d'autre bien.

taxes, des droits qu'il a pour acquis dans son propre pays : pour entrer ou sortir du pays, des taxes particulières sur certains produits locaux.

Certaines tendances économiques ne sont pas compatibles avec les objectifs du développement durable. Ainsi, la globalisation (qui est plus qu'une tendance économique lourde, c'est un véritable contexte économique) mène, d'une part, à la standardisation des produits et d'autre part, réduit l'influence de certaines échelles de décision, comme le niveau national, tout en contribuant à une convergence des différences culturelles.

Une autre donnée de ce contexte est l'augmentation de l'influence des sociétés multinationales, qui ont tendance à contrôler les marchés et les flux touristiques, à déterminer les prix des prestations, qui disposent de moyens pour exercer des pressions auprès des organismes publics et influencent l'offre locale des prestations touristiques.

En reprenant l'ensemble des éléments présents dans la dimension économique, penser le tourisme dans une perspective de développement durable signifie engager des formes de tourisme qui optimisent ses bénéfices économiques, tout en minimisant ses coûts, et assurer que ces bénéfices soient redistribués et qu'ils circulent au sein de la population locale, en réduisant les possibilités de fuite de ses ressources de l'économie locale. Par ailleurs, il est essentiel que les services proposés aillent à la rencontre des besoins des touristes, qu'ils paient leur juste prix et que les coûts inhérents à cette offre soient partagés entre le gouvernement et l'industrie touristique.

§3-Tourisme et objectifs de développement international

3.1. Objectifs de développement du Millénaire (OMD)

Les dirigeants du monde appellent à se servir du tourisme pour faire la guerre à la pauvreté. Le 14 septembre 2005 à New York, les représentants des gouvernements et des professionnels ont vigoureusement appuyé l'appel de l'OMT à soutenir la croissance du tourisme pour contribuer à la réalisation des OMD des Nations Unies. « Pour les pays pauvres et les petits Etats insulaires, le tourisme est le premier secteur exportateur de leur économie et parfois le seul à la croissance durable et le catalyseur de beaucoup d'autres activités qui y sont liées. Il peut jouer un rôle essentiel dans la réalisation globale, d'ici à 2015, des OMD », a dit M.Frangialli, Secrétaire Général de l'OMT.

L'Assemblée Générale des Nation Unies a reconnu, par la suite, l'ampleur et les rôles importants de l'activité touristique comme instrument concret de réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie de tous les peuples, la contribution qu'il peut apporter au développement économique et social, surtout les pays du sud, et sa montée en puissance comme élément essentiel en faveur de l'entente internationale de la paix et de la prospérité. Nous verrons dans l'annexe (N° 2) la déclaration qui engage les Nation-Unies et les décideurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile partout dans le monde à encourager le tourisme car c'est l'un des instruments les plus efficaces de croissance durable dans les pays les déshérités de la planète.

3.2. Le nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)

Le NEPAD est une promesse faite par les leaders africains, basé sur une vision commune et une conviction partagée, qu'ils ont un devoir urgent d'éradiquer la pauvreté et de placer leurs pays individuellement et collectivement, sur le chemin de la croissance et le développement durable.

Ce programme vise à donner un nouvel élan au développement de l'Afrique, en comblant les lacunes existantes dans les secteurs prioritaires, y compris celui du tourisme. Le potentiel de promotion de l'intégration régionale par le partage des coûts, et par la gestion des pôles de développement touristique (transfrontalier) est un effet considérable.

Par ailleurs, la Déclaration du Millénaires des Nation-Unies reconnaît que les chefs d'Etat et de gouvernement sont « collectivement tenus de défendre, au niveau mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité » et elle entend répondre aux besoins spéciaux de l'AFRIQUE ; Le tourisme peut apporter une contribution importante au NEPAD.

L'Afrique est riche en patrimoine naturel et culturel, ce capital dont le tourisme dépend. La diversité de cette branche d'activité offre un grand nombre de possibilité économique et une large place à la participation, en particulier du secteur non structuré. De plus, le patrimoine naturel et culturel appartient, en très grande partie, aux pauvres.

3.3. Tourisme en faveur des pauvres (TFP)

Comme son nom l'indique, c'est un tourisme axé sur les pauvres. En effet, lors du sommet du millénaire en 2000, 189 pays se sont fixés certains objectifs, notamment la réduction de la pauvreté. Le pro-poor tourisme tente d'y contribuer à son niveau. Son but est de faire participer un maximum de personnes à l'essor touristique de la région. L'activité sociale est au cœur des préoccupations des structures proposant de tel voyage.

Une autre définition du TFP n'est pas un produit ou un secteur spécial du tourisme, mais une approche générale. Plutôt que d'élargir de taille de secteur, les stratégies du TFP visent à libérer des opportunités de gain économique, d'autres moyens d'existence, ou d'engagement dans la prise de décision pour les pauvres », selon les trois organisations : le Centre pour un Tourisme Responsable, l'Institut International pour l'Environnement et de Développement, l'Institut de la Coopération et du Développement (Madagascar/cadre intégré, 2003).

Voici un exemple des pro-poor tourisme et sa carte identité : « Dans la baie de Ha long au Vietnam, une douzaine de famille environ possèdent des hôtels privés, mais l'implication locale va bien au-delà jusqu'à environ 70 à 80% de la population¹. A côté des emplois dans ces hôtels, des femmes partagent la gestion de 6 restaurants de plein air (pâtes), beaucoup de femmes et d'enfants sont des vendeurs ambulants et n'importe qui, s'il possède un bateau ou une motocyclette, peut en louer à un touriste ».

§4. Stratégie marketing

Il est évident que la promotion des régions possédant déjà une infrastructure touristique et un accès facile, constituera la première étape.

Cependant par la suite, les régions de beauté naturelle et de tout autre potentiel touristique, devront aussi bénéficier du développement touristique. Ces régions pourront être prises en compte, principalement pour le tourisme soleil plage et le tourisme à intérêt spécial, une fois qu'elles offriront des logements et facilités adéquats ainsi qu'un transport au sol public et privé, fiable.

Toute région touristique appropriée devra faire l'objet d'activités de marketing, pas seulement les régions les plus populaires. Ainsi, l'île entière sera présentée comme un pays passionnant composé de nombreux éléments et la congestion des régions les plus connues sera évitée.

¹ Tourisme Master Plan, GATO AG

Les forces sont énumérées ci-dessous:

- efforts gouvernementaux encourageant de futurs développements touristiques ;
- augmentation de l'offre et de la demande touristique dans les dernières années ;
- fort potentiel du marché à la hausse du tourisme à intérêt spécial ;
- nouvelle destination pour les marchés européens ;
- fort potentiel de création d'une image exotique.

Voici quelques plans d'action prioritaire pour la stratégie marketing.

4.1. Responsabilités

Le Ministre du Tourisme doit définir les directives gouvernementales pour le marketing et la promotion.

L'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) doit se préoccuper sur :

- La promotion de la destination Madagascar et de ces régions au niveau national et international ;
- La création de directives pour la promotion de la destination ;
- La coordination des activités de promotion avec le secteur privé ;
- L'ouverture de centres d'information touristique régionaux dans les provinces.

4.2. Campagne de sensibilisation nationale et régionale

4.2.1. Sensibilisation nationale

- Atelier de travail pour définir les stratégies au niveau du comité interministériel du tourisme;
- Élaboration d'une campagne de marketing nationale, (vision et stratégie, appels d'offre (agence locale), concept, budget, mise en œuvre);
- Introduction de concept de village de vacances familles (VVF);
- Communiqués de presse;
- Campagne de publicité radio avant et pendant la saison haute;
- Bulletin d'information.

4.2.2. Sensibilisation régionale

- Elaboration d'une campagne de marketing régionale (vision et stratégie, appels d'offre (agence régionale), concept budget, mise en œuvre) ;
- Voyage de familiarisation :
- Communiqués de presses régulières;
- Participation aux salons régionaux du tourisme;
- Renforcement des activités de l'IOITO (Organisation touristique des Iles de l'Océan Indien).

4.3. Campagne de sensibilisation internationale (principalement en Europe)

Cette campagne met accent sur l'élaboration d'une campagne de marketing en France et dans les pays francophones d'Europe (Suisse, Belgique, Luxembourg) (vision et stratégie, appels d'offre (agence en France), concept, budget, mise en œuvre).

4.3.1. Voyages de familiarisation

- pour la presse ;
- pour les agences de voyages (France, Allemagne, GB) ;
- pour les équipes de films documentaires (chaîne voyage, abenteuer et reisen).

4.3.2. Participation aux salons du tourisme européens

Au cours des dernières années, Madagascar a participé à plusieurs salons de tourisme et de voyage tels le WTM/Londres, BIT/Milan, ITB/Berlin, STM/Paris, INDABA/Durban, et le TopResa à Deauville.

4.4. Matériel de marketing

4.4.1. Création d'une identité organisationnelle par une agence professionnelle

- appel d'offre ;
- concept ;
- mise en œuvre.

4.4.2. Brochure générale et guide de vente pour les tours opérateur

- imprimer un total de 100,000 pièces ;
- modification tous les deux ans ;
- développement du texte avec le secteur privé, en français et en anglais ;
- mise à jour annuel des fiches d'information.

4.4.3. Brochure tourisme à intérêt spécial

Les touristes du groupe tourisme à intérêt spécial visitent le pays pour se tourner vers la nature, la culture, les croisières ou le sport. Les touristes d'aujourd'hui ont surtout un intérêt particulier dans la faune et la flore de Madagascar. Pourtant le pays offre de nombreuses autres possibilités qui ont le potentiel d'attirer d'autres groupes cibles.

Dans les années à venir, la majeure partie des touristes appartiendra encore à la catégorie tourisme à intérêt spécial. L'objectif pour l'année 2013, est un pourcentage de 45%¹ comprenant tous les types de tourisme à intérêt spécial.

4.4.4. Brochure plage et soleil

Ce type de tourisme est principalement orienté vers les activités balnéaires: natation, bains de soleil, etc., avec pour but principal la détente dans une atmosphère de bord de mer. Le potentiel énorme de ce domaine n'a pas encore été exploité. L'objectif pour l'année 2013, est d'augmenter le pourcentage du tourisme soleil et plage de 19% à l'heure actuelle jusqu'à environ 40%².

4.5. Marketing électronique

Le principal objectif du marketing électronique est la vente directe au client sans passer par des agences de voyages ou des tours opérateurs. La mise en place de centres d'appels, la création de sites Web contenant des outils de réservation et l'utilisation de campagnes de marketing directes, peuvent être très efficaces et profitables. Les raisons principales pour l'importance croissante du marketing électronique sont les suivantes.

¹ Plan Directeur Touristique pour Madagascar, Partie III, Novembre 2004

² Plan Directeur Touristique pour Madagascar, Partie III, Novembre 2004

4.5.1. Site web officiel

- création de liens supplémentaires (Air Madagascar, agence réceptives, hôtel, TIROM, etc. ;
- mise à jour et maintenance du site web (www.new-madagascar.com), comme site officiel et des liens, suivis du nombre de visiteurs du site ;
- promotion de l'abonnement aux systèmes de réservation électronique.

4.5.2. Activités à long terme

L'Office du tourisme malgache international en France (si possible en collaboration avec Air Madagascar pour minimiser les frais) doit procéder à :

- une ouverture du bureau du Paris ;
- une organisation de tournées (pays francophones) ;
- une relation publique active avec l'industrie du voyage européenne (exemple : tours opérateurs, compagnies aérienne).

Chapitre 3 : PERSPECTIVES D'AVENIR DU SECTEUR TOURISME DANS LA REGION BOENY

Ce dernier chapitre de la deuxième partie montre l'identification des contraintes des activités touristiques à Madagascar en général et dans la Région Boeny en particulier. Il présente également les solutions à préconiser face à ces éventuelles contraintes. Ce chapitre met aussi l'accent sur les stratégies d'amélioration de l'avenir du secteur tourisme de notre Île.

SECTION 1 : IDENTIFICATION DES CONTRAINTES DU SECTEUR TOURISME

Plusieurs contraintes freinent le développement du tourisme dans la Région Boeny et concernent généralement le manque d'infrastructures et les politiques gouvernementales.

§1- Contraintes de transports

1.1. Aérien

Les tarifs aériens vers Madagascar sont assez chers et non compétitifs par rapport aux autres îles de l'Océan Indien. Ils comptent même parmi les plus élevés au monde. Cela peut être expliqué par la capacité limitée et le manque de concurrence. Les lignes qui se partagent les vols aller-retour de l'étranger sont peu nombreuses : Air Madagascar, Air France, Air Austral, Air Mauritius et Corsaire, Comores aviation

Outre le prix, l'accès international est mauvais : peu de correspondances aériennes avec des lignes renommées ; nombre limité de fréquence ou inexistence de lignes vers la grande île à partir des pays pourvoyeurs de touristes. L'autre problème majeur du transport aérien est les difficultés pour les touristes à réserver leurs billets.

De plus, les lignes aériennes intérieures sont peu fiables, peu disponibles et à haut coût. Longtemps monopolisé par Air Madagascar, les vols domestiques sont aussi l'affaire de l'ATTR (Air Transport and Transit Régional).

1.2. Routier

Les routes de Mahajanga sont de façons générales relativement en mauvais état et insuffisantes. Pendant la saison des pluies de nombreux districts sont encore inaccessibles. Or, la saison des pluies constitue la haute saison de l'hiver de l'hémisphère Nord.

De même, pendant cette période, les mers sont agitées et peuvent être dangereuses. Ainsi, les voyages et transports nationaux sont restreints.

§2- Contraintes d'hébergement et de formation

2.1. Hébergement

Les principaux sites touristiques comportent trop peu de bons hôtels, gîtes et camps. Or, les touristes passent la plupart de leur temps dans ces sites.

La majorité des hôtels à Mahajanga sont à mettre aux normes car ils ne correspondent pas aux attentes des visiteurs. Les hôtels aux normes internationales ne sont pas nombreux dans toute l'île. Ils y ont aussi un manque de chambre de classe internationale sur les circuits les plus intéressants.

Nous constatons au mauvais rapport qualité / prix et prix / performance : tarif non conforme à la qualité de services. Les prix offerts par les prestataires ne sont pas visibles, ils sont variables à la tête du lient. Les services annexes à l'hébergement tels que téléphone, fax et Internet sont encore insuffisants

2.2. Formation

L'éducation touristique est restreinte. Jusqu'à présent, l'INTH est la seule institution de formation à être reconnue par le Ministère du Tourisme. Il y a un manque complet de facilités pour la formation touristique en dehors de la capitale.

Concernant le système de guides, le problème majeur s'avère être la langue. Bien que les guides parlent tous le français, seuls ceux qui sont dans les parcs les plus fréquentés parlent l'anglais ou d'autre langue. Le nombre de ces guides est encore insuffisant dans la Région Boeny.

§3- Contrainte de promotion des investissements dans le tourisme

Les investisseurs locaux ou étrangers sont confrontés à de nombreux problèmes à savoir :

- Les procédures longues et compliquées pour l'acquisition foncière ;
- Le manque de transparence sur la propriété foncière et le transfert des biens immobiliers ;

- L'absence de transparence des incitations à l'investissement d'autant plus que les mesures incitatives des Codes des Investissements ont été annulées et le manque d'information sur la possibilités et condition d'investissement ;
- L'absence de financement est le manque de facilités de prêt car les Banques considèrent le tourisme comme un secteur à risque ;
- Le manque de compétence de gestion chez les employés locaux ou il est difficile d'obtenir les permis de travail pour les employés étrangers dans un délai raisonnable ;
- Presque aucune production de produit frais (légumes et fruit) car la Région est éloignée, forçant les hôtels d'en importer des hauts plateaux avec un coût très élevé ;
- La taxe élevée sur les produits importés (vin, alcool).

§4- Autres contraintes

4.1. Promotion de la destination

Les défaillances sont :

- Le manque d'activités promotionnelles et de marketing ;
- Le manque de stratégie quant au type de touristes que la Région Boeny essaie d'attirer, amateur de découverte au touriste haut de gamme ;
- L'absence d'hôtels de renom international.

4.2. Environnement

La dégradation de cet environnement compromet le développement du tourisme. Les faits suivants constituent de grandes menaces pour l'environnement :

- construction hôtelière non suivie de prescription environnementale telle que l'EIE (Étude d' Impact Environnemental) ;
- feu de brousse fréquent et non maîtrisé ;
- aménagement des sites;
- extraction minière et exploitation forestière ;

4.3. Santé et vie social

La sécurité sanitaire est aussi un des facteurs qui font hésiter les touristes potentiels. Dans la Région Boeny, les centres hospitaliers sont insuffisants et vétustes. Parfois, ils ne sont même pas équipés pour des soins d'urgence. De plus dans les districts les plus reculés, il y a même absence d'installation médicale.

Les maladies infectieuses telles que les paludismes et le choléra sont très fréquentes.

Nous constatons une augmentation de la taxicomonie, du travail des enfants et de la prostitution (jusqu'à sa pire forme la prostitution des enfants) qui touchent la population. Ce qui aura pour effet de tenir l'image du lieu en tant que destination touristique.

SECTION 2 : LES SOLUTIONS PRECONISEES

Si telles sont les contraintes, quelles seront les solutions à préconiser ?

§1- Concernant le transport

Afin de remédier à la cherté des tarifs aériens, il est essentiel de restructurer le programme des vols et la grille de tarifs au sein de l'air de Madagascar. Il faut promouvoir une ouverture effective du ciel, plus de vols devraient nous relier aux quatre coins du monde. Il faut également établir une nouvelle destination dans les environs compétitifs de l'Océan Indien. En ce qui concerne les vols intérieurs, il faut davantage libérer le secteur aérien et ainsi laisser place à d'autres compagnies aériennes privées. Si possible, ces dernières doivent envisager l'accès direct aux sites touristiques : leur fournir des points d'atterrissage.

Il faut soutenir en outre la politique actuelle de l'Etat à construire et à réhabiliter les routes pour compenser le problème du transport aérien.

§2- Concernant l'hébergement et la promotion

Toujours dans le but de satisfaire au mieux les touristes surtout lors des visites de sites touristiques, il faut construire de bons hôtels et restaurants aux alentours proches de ces sites. Il faut encourager la construction d'hôtels dans la région qui n'en dispose pas (répartition spatiale des hôtels).

Les reclassifications et la mise aux normes des différents établissements doivent être effectuées au plus vite par l'Etat. Il faut accorder un délai aux établissements défaillants dans la normalisation de leurs installations. Tout ceci exige des normes minimales.

Il faut développer une haute qualité de service donc rechercher une performance de niveau international (étalonnage) ; une meilleure réglementation du secteur notamment relative au rapport qualité et au prix souhaité, ainsi qu'une régularisation formelle. Par ailleurs, la formation et la sensibilisation sur le prix du marché seront bénéfiques.

La promotion des NTIC est aussi nécessaire. Il faut par conséquent développer la téléphonie mobile et le courrier électronique tout en réduisant leur prix et en améliorant leur qualité. Il faut de plus, améliorer et étendre les réseaux téléphoniques (TELMA, ORANGE, CELTEL).

A propos de la formation touristique, il faut mettre en place des centres de formation dans chaque lieu de circonscription voire dans chaque région afin de donner des chances aux jeunes de s'intégrer dans le monde de travail. Il faut aussi régulariser la formation des personnels déjà en fonction car les employés professionnels sont encore peu nombreux. Pour encourager l'acquisition des connaissances et compétences, il faut par exemple diminuer les impôts sur les bénéfices de ceux qui forment leur personnel.

Les guides devront avoir les qualifications requises pour ce métier : savoir parler diverses langues (au minimum le français et l'anglais) et connaître les caractéristiques de chacun des sites et parcs.

§3- Concernant la promotion des investissements touristiques

Il est admis que le tourisme constitue un moteur de développement économique. Les bougies qui feront démarrer ce moteur sont des investissements en infrastructures. Le secteur public doit assurer la promotion des investissements. L'Etat doit jouer un rôle de facilitateur d'investissement. Il doit être inventif pour inciter les investissements locaux et étrangers à venir.

En premier lieu, il faut résoudre le problème foncier en facilitant l'octroi des terrains aux investisseurs.

En deuxième lieu, il faut envisager à faire une exonération fiscale (droits de douane, impôt et revenu, taxe professionnelle et impôt foncier sur la propriété bâtie, impôt foncier, taxe sur le capital, droits et frais, réduction de la TVA sur chambres et aliments, boissons) et il faut appliquer une détaxation, pourquoi pas à des investissements touristiques sur une période

déterminée.

En troisième lieu, il faut prendre des mesures incitatives comme visa gratuit et permis de travail requis pour employés internationaux, salaire payable en devises étrangères et contributions non obligatoires aux assurances.

En quatrième lieu, il faut prendre des mesures pour faciliter l'accès des PME touristiques aux sources de financement et pour renforcer les services industriels d'appui.

§4- Concernant les autres contraintes

4.1. Promotion de la destination

Il faut encore à l'Etat d'assurer la promotion de la destination. Ainsi, il faut :

- Accorder beaucoup plus de budget au Ministère chargé du Tourisme pour qu'il puisse mettre en œuvre les actions de promotion ;
- Rendre opérationnels les offices régionaux pour établir une coopération régionale ;
- Définir clairement une vision pour le tourisme malgache : quel genre de tourisme voulons-nous ?
- Inciter les hôtels de renom international à s'implanter à Madagascar ;
- Ouvrir de nouveaux marchés émetteurs avec des nouveaux groupes cibles.

4.2. Environnement

Pour ce qui est de sa durabilité, le tourisme devrait sauvegarder l'environnement naturel tout en assurant, une croissance économique saine, continue et durable visant à satisfaire équitablement les besoins et les aspirations des générations actuelles et à venir. Au stade de la conception de l'infrastructure touristique et de la programmation des activités touristiques, il faut accorder une attention spéciale à la protection des écosystèmes, de la biodiversité et des espaces en danger de la faune et de la flore sauvage, surtout dans les zones côtières, les forêts tropicales et les zones humides. Ainsi, il faut établir une EIE avant et après la construction d'hôtels. Il s'agit aussi d'encourager les économies des énergies et d'eau, de ne pas gaspiller les ressources rares ou précieuses et éviter autant que possible la production des déchets.

Par ailleurs, il faut sensibiliser la population locale à ne pas détruire la forêt et à pratiquer le reboisement.

Pour éviter les effets néfastes du tourisme de masse, il faut respecter la capacité de charge¹ de site d'intérêt, des AP et des aires touristiques et patrimoniales importantes. Il faut envisager à créer d'autres sites.

Bref, la meilleure façon de valoriser les ressources naturelles est l'écotourisme.

4.3. Santé et vie sociale

Les sites touristiques ou du moins les régions environnantes devront être équipés des moyens médicaux (médicaments, médecins,...) afin de pouvoir se soigner sur place en moindre coût.

Il faut encourager les jeunes à avoir des activités saines et pérennes par exemple les orienter vers la section de secteur tertiaire nécessaire à la région : mécaniciens, informaticiens, formations en cuisine, formation linguistique,... Il faut aussi encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école mais aussi il faut leur trouver une substitution afin de les aider à lutter contre la pauvreté (principe de Rio de Janerio 1992).

SECTION 3 : AMELIORATION DE L'AVENIR DU SECTEUR TOURISME

Nous constatons une attitude positive du Gouvernement quant à la continuation du développement du secteur tourisme. Madagascar s'engage dans une réelle politique de développement du secteur, avec les concours de bailleurs de fonds internationaux tels que la Société Financière Internationale, une filiale de la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement ou encore la banque de coopération allemande KFW.

§1- Stratégies nationales

1.1. Quelques réformes administratives et institutionnelles

- Libération de l'espace aérien (Open Sky) : une nouvelle compagnie aérienne assurant les vols intérieurs l'ATTTR (Air Transport et Transit Régional) ;
- Une nouvelle loi de 2003 sur la propriété foncière (les R.F.T pour faciliter et accélérer l'accès des investisseurs à des biens fonciers sur lesquels leurs droits sont garantis par l'Etat.) ;

¹ La capacité de charge est par définition le niveau d'exploitation touristique qu'une zone peut supporter tout en assurant un maximum de satisfaction aux visiteurs avec peu de répercussion sur les ressources.

- Création de l'ONTM de Madagascar et des offices régionaux qui se chargent de la promotion régionale mais aussi de la promotion de l'ensemble de la destination à l'étranger ;
- Mise en place d'un Guichet Unique pour des Investissements et du Développement des Entreprises ou GUIDE pour faciliter et accélérer le traitement des dossiers de projet d'investissements privés ;
- Promulgation d'une loi autorisant la construction d'hôtels dans les parcs nationaux et les réserves naturelles.

1.2. Mesures incitatives et envisageables

- Assainissement de l'exploitation des Hôtels d'Etat ou à participation de l'Etat (par exemple : ZAHAMOTEL Mahajanga, Hilton Madagascar, Betty Plage Sainte Marie,...) ;
- Réhabilitation de quelques grands aéroportuaire malgaches notamment de Mahajanga, Nosy-Be, Fort Dauphin,..., puis rallongement des pistes de nos aéroports ;
- Réhabilitation et construction de quelques milliers de routes (RN 4, RN 6, RN 7,...);
- Aménagement de nouveaux sites à vocation touristique dans plusieurs régions comme Mahajanga, Nosy-Be, Antsirabe,...

1.3. Projets touristiques en cours et prévus

- Etablissement du TIROM (Tourism Investors' Relation Office) comme office indépendant et compétent offrant des solutions de guichet unique aux investisseurs potentiels ;
- Mise en place d'une Agence chargée de la Promotion des Investissements Touristiques (APIT) ;
- Participation aux grands rendez-vous du tourisme international ;
- Coopération technique en matière de tourisme entre Madagascar et Maurice ;
- Adhésion au protocole sur le développement du tourisme de la SADC ;
- La Banque Mondiale finance actuellement le projet PIC qui prévoit l'identification et le développement des zones touristiques prioritaires. Pour information, le projet PIC

est entré en vigueur le 30 septembre 2005 ;

- Création de VVF (Village Vacances Famille) ;
- Réalisation des actions prioritaires à court, moyen et long terme définies dans le THP, ces actions seront présentées dans l'annexe n° 3.

§2- Les prévisions

2.1. Arrivées touristiques

311.730 touristes sont venus à Madagascar en 2006. Le MTT, durant la colloque sur l'intégration régionale de tourisme de Madagascar (28-30 juin 2006) s'est fixé comme objectifs de recevoir au minimum dans 4 ans 400.000 touristes, soit 650.000 en 2012.

2.2. Capacité d'hébergement et classification d'ici 2012.

Le Ministère prévoit une augmentation additionnelle de 11.230 chambres d'ici 2012.

Tableau 14 : Capacité d'hébergement et classification d'ici 2012

CLASSIFICATION		CAPACITÉ (chambre)		
Standard	Répartition	Période	Chambres additionnelles	Situation annuelle
5 étoiles	5%	2004		10.230
4 étoiles	10%			10.230
3 étoiles	35%	2009	9.600	
2 étoiles	15%		9.600	
1 étoile	15%	2012	1.630	
total	80%			
Ravinala(1-3)	20%			
		total	11.230	

Source : Colloque sur l'intégration régionale de tourisme de Madagascar / HTT / 28-30 juin 2006.

Ainsi, les perspectives s'annoncent prometteuses pour les années à venir (une augmentation des arrivées touristiques, donc une hausse des recettes en devises au titre de tourisme).

Reste à savoir si les infrastructures, dans sa globalité, arrivent à suivre le mouvement et que la population bénéficiera de l'expansion.

L'augmentation des arrivées, qu'elles soient de 20% par an et cela signifiera 700.000 touristes en 2010. En 2010 toujours, une ronde continue de 10 avions de 200 places devra journalièrement mettre à contribution l'ensemble des aéroports principaux comme Mahajanga, Tamatave, Nosy-Be, et Diego. Mais les infrastructures sont une chose pour raccourcir le temps, de traitement des passagers, les ressources humaines doivent également suivre.

Bref, pour que le nombre de touristes continue à augmenter à la vitesse des dernières années plus longtemps, il faut éliminer les contraintes et saisir les opportunités.

Le paragraphe suivant proposera un certain nombre de recommandation au développement du tourisme malgache.

§3- Recommandations

La réalisation de la politique touristique malgache peut causer des dégradations environnementales importantes. Or, s'il faut quantifier économiquement les ressources naturelles sacrifiées (par exemple : les mangroves et autres écosystèmes littoraux), les produits touristiques ne couvriraient pas les pertes et déficits environnementaux occasionnés. Un meilleur usage et une économie des ressources s'imposent donc, à l'exemple de l'île Maurice, Madagascar devrait savoir plus dans une exploitation plus intensive en ce qui concerne le tourisme balnéaire. Cela réduit le gaspillage des ressources naturelles tout étant source d'emplois et de devises.

Le marché balnéaire est le regard de demande internationale le plus concurrentiel et Madagascar est concurrencé par la destination dans les Caraïbes, le Pacifique sud et d'autres « paradis insulaires », de même que le reste de l'Océan Indien. Un défi pour Madagascar est donc de maintenir sa position dominante en tant que destination d'écotourisme et d'aventure et simultanément de construire son image à l'intention d'autre segment de demande, comme le marché balnéaire.

Pour le développement du tourisme balnéaire, il faut penser à construire des hôtels balnéaires au生态学, à privatiser les plages à des particuliers, à promouvoir le tourisme balnéaire domestique contribuant en même temps au développement du tourisme national.

Il est déconseillé de promouvoir l'écotourisme et le tourisme « faune et flore » dans le cadre d'un tourisme de masse, sinon l'on risque de détruire l'environnement exceptionnel de Madagascar.

Il faut respecter la capacité d'accueil des sites, et assurer l'équilibre entre l'utilisation des ressources naturelles et leur présentation.

Les investissements touristiques devront être munis des mesures en faveur des pauvres comme la santé, l'éducation, l'eau potable, les emplois et les revenus afin d'éviter l'effet pervers de la pauvreté sur la qualité du capital touristique.

Il est important que les retombées économiques du tourisme soient largement au bénéfice de la population d'accueil. Ainsi, il faut encourager les entreprises touristiques à embaucher de la main-d'œuvre locale à limiter l'emploi d'expatriés et à former du personnel sur place.

Le recours à un réseau de fournisseurs nationaux de la part des entreprises étrangères dans le tourisme peut favoriser la valorisation et améliorer les productivités desdits fournisseurs. Des liens de cette nature peuvent permettre de mieux préserver la recette en devises et pourtant, de mieux contribuer à l'expansion des revenus. Ainsi, il y aura moins de fuites.

Il faut opter pour un tourisme durable : tenir compte de la durabilité économique, écologique, sociale et culturelle. L'une des formes du tourisme durable la plus noble est l'écotourisme.

CONCLUSION

Il est reconnu de par le monde que le tourisme joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. De nombreux pays se sont développés à cause de la promotion du secteur tourisme, à l'exemple de l'île Maurice et du Canada.

Pour notre cas, le tourisme devrait jouer le rôle de déclencheur de développement. Cette stratégie est loin d'être facile à mettre en place. Pour réussir, il faut définir ce qu'on veut, montrer ce qu'on a, demander ce qu'il faut améliorer et négocier. Il ne s'agit pas de brader le pays, il s'agit de lui doter de structures économiques pérennes. Les zones touristiques peuvent certainement être des pôles efficaces. Toutes les études réalisées sur le tourisme à Madagascar ont un point commun : elles soutiennent l'idée selon laquelle l'Etat doit encourager l'investissement. D'ailleurs, dans l'état actuel de l'existant, ce qu'il nous faut, c'est un niveau beaucoup plus croissant d'investissement notamment en ce qui concerne les infrastructures (transport, hébergement) qui demeurent et restent les contraintes majeures du secteur tourisme. En outre, pour pouvoir être compétitif, nous devons faire de la qualité touristique un indicateur de performance que chaque opérateur se doit d'atteindre.

Les données chiffrées sont encourageantes. Les perspectives d'avenir sont prometteuses. Le développement touristique se progresse généralement à Madagascar et en particulier dans la Région Boeny. Nous pouvons ressentir la volonté positive de l'Etat à rendre notre pays compétitif. Toutefois, la croissance rapide et souvent incontrôlée du tourisme, si elle contribue à la croissance économique, a aussi des répercussions considérables sur l'environnement et les cultures traditionnelles. D'où la nécessité de promouvoir un tourisme durable avec un minimum de coûts néfastes. Il faut mettre en valeur les potentialités touristiques tout en préservant l'environnement naturel et les valeurs socioculturelles.

Dans cette optique, l'écotourisme semble la meilleure approche ce sens il est compatible au développement durable. Il est capable de concilier le développement économique, à la protection de l'environnement et le bien être des communautés.

Bref, le tourisme n'est qu'une des nombreuses stratégies de développements potentielles qui existent pour les pays en développement.

Il faut l'envisager à la lumière des autres possibilités de réduction de la pauvreté. Par conséquent, nous devons simultanément développer les autres secteurs clés, à savoir la mine, l'Agri-business, le Secteur Manufacturier, les NTIC,....

Ainsi se justifie le choix du développement sectoriel pour Madagascar.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Les Districts de la Région Boeny	11
Tableau 2: La présentation de la population de la Région Boeny	14
Tableau 3: Les infrastructures hôtelières	19
Tableau 4 : Les entreprises créées	39
Tableau 5: Evolution des visiteurs du Parc National Ankarafantsika	41
Tableau 6: Les zones sensibles dans la Région Boeny	42
Tableau 7: Evolution des recettes en devises	46
Tableau 8: Evolution des emplois directs générés par le secteur	50
Tableau 9 : Représentation de recettes fiscales (en Ariary)	53
Tableau 10 Liste des impacts négatifs probables du tourisme sur l’environnement.....	54
Tableau 11: Liste des impacts sociaux.....	57
Tableau 12: Liste des mesures d’atténuation des impacts négatif	58
Tableau 13: Liste des mesures d’atténuation des impacts négatives sur le plan social.....	62
Tableau 14 : Capacité d’hébergement et classification d’ici 2012.....	101

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Les sites touristiques de Mahajanga	8
Figure 2: Evolution des investissements	49
Figure 3: Les rôles de l'Etat dans le tourisme, J.Swarbrooke, 2000	84

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : La grotte d'Anjohibe.....	67
Photo 2 : Chute de Mahafanina.....	68
Photo 3 : Piscine naturelle d'Andranjoby.....	68

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale, « Etude Sectorielle : Secteur tourisme, Perspectives, Promotion des Investissements et conditions d'exploitation », 1998
- Christie Lain T. et Crompton D. Elizabeth, « République de Madagascar – Etude du secteur tourisme », Novembre 2003
- Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté, 2003
- Gilles Caire et Monique Rouillet-Caire, “Le tourisme peut-il être un élément de développement durable?”, 2001
- Groupe huit-Dirasset-Aura, « Projet Tourisme à Madagascar – Contribution à l'élaboration d'une politique de développement touristique à moyen et long terme », 1991
- Guide de l'écotourisme, Edition 2003
- Madagascar Action Plan 2007-2012
- Ministère des Transports et du Tourisme :
 - Assises Nationales sur le Tourisme Durable, Novembre 2006
 - Plan National du tourisme
 - Développement du secteur tourisme pour la réduction de la pauvreté
 - Politique et stratégie de développement touristique, Janvier 1997
 - Manuel de l'investisseur, 2003
 - Plan Directeur du tourisme (T.M.P) GATO AG – Résumé Directeur, Novembre 2004
 - Tourisme : perspectives de développement, 2004
 - Données statistiques du tourisme, 2005-2006
- Ministère de l'environnement, « Plan de Gestion de Réseau National des Aires Protégées de Madagascar, Mai 2001
- O.N.E., « Document d'orientation pour une politique nationale de développement durable des zones côtières de Madagascar »
- PNUE/MEEF/ANGAP, « Monographie nationale sur la biodiversité », 1995
- Vertigo – La revue en sciences de l'environnement sur le WEB, vol. 4 N° 01, Mai 2003

ANNEXE I: LE CODE DU TOURISME MALGACHE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N°95-017 portant Code du Tourisme

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 25 juillet 1995

Le Président de la République

Vu la décision n°19-HCC/D.3 du 18 août 1995,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE PREMIER

OBJET – DEFINITIONS

Article premier - La présente loi, constituant Code du Tourisme, fixe les règles qui sont de nature à favoriser le développement intégré, ordonné et harmonieux du tourisme, aussi bien dans le cadre de l'aménagement du territoire national que dans celui de la sauvegarde de l'environnement. Ce développement doit respecter les éléments de notre identité nationale et de nos coutumes.

Art. 2.- Aux termes de la présente loi et de ses textes d'application, le tourisme est une industrie en majorité exportatrice qui concerne l'ensemble des activités économiques offrant des services aux touristes :

- les **opérateurs touristiques** sont des personnes physiques ou morales prestataires de service qui interviennent dans les activités touristiques et notamment l'hébergement, la restauration et la vente des produits touristiques, l'animation touristique et tout ce qui peut y être lié ;

- les **voyageurs** désignent toutes personnes se rendant dans un pays ou lieu autre que celui où elles ont leur résidence habituelle ;

- les **touristes** désignent les voyageurs temporaires séjournant au moins 24 heures dans le pays ou lieu visité, pour des motifs d'agrément, professionnel (tourisme d'affaire) ou personnel ;

- les **excursionnistes** désignent les voyageurs temporaires dont le séjour ne dépasse pas 24 heures dans le pays ou lieu visité ;

- les **zones d'intérêt touristique** désignent des étendues de terrains délimitées destinées à l'implantation des entreprises touristiques ;

- l'**implantation** d'une entreprise consiste à concrétiser matériellement sur un lieu déterminé la réalisation de l'activité de l'entreprise ;

- l'**ouverture** d'une entreprise consiste à débiter l'exercice de ses activités ;

- **licence, étoile ou ravinala** est une catégorisation des différentes activités touristiques destinée à garantir la qualité des prestations offertes aux consommateurs.

CHAPITRE II

CAMP D'APPLICATION

Art. 3.- Les dispositions de la présente loi s'appliquent à toutes personnes physiques ou morales oeuvrant pour le développement et la promotion du tourisme et qui sont :

- les organismes et/ou les entreprises intervenant pour l'aménagement et la gestion des zones d'intérêt touristique ;
- les opérateurs touristiques ;
- les personnes exerçant des activités connexes, telles que le guide, le guide interprète, l'accompagnateur ou le service traiteur.

Art. 4- Le Ministre chargé du Tourisme exerce la tutelle administrative et technique sur les activités et sur les entreprises du secteur tourisme.

CHAPITRE III

DROITS ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS TOURISTIQUES

Art. 5- Les opérateurs touristiques sont tenus au respect des lois et règlements en vigueur et notamment :

- le droit commercial ;
- le droit du travail ;
- les recours des tiers et la protection ;
- la protection de l'environnement, de la faune, de la flore ;
- la sauvegarde, protection et conservation du patrimoine national ;
- l'hygiène et la santé publique ;
- l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art.6- Au delà de ses obligations que sont celles de tout opérateur commercial, les opérateurs touristiques sont tenus selon leur activité :

- à une déclaration d'existence au Ministère chargé du Tourisme avec l'attestation de leur assurance responsabilité civile ;
- à un classement s'ils exercent une activité d'hébergement ou (et) de restauration ;

- à une licence lorsqu'il s'agit d'un agent de voyage, avec toute garantie nécessaire, notamment financière pour couvrir les risques de la réalisation de la prestation commandée par le client.

Des textes réglementaires fixeront les modalités d'application des dispositions du présent article.

Art.7- Les opérateurs touristiques sont tenus de respecter un classement dont les catégories et les normes ainsi que les modalités d'obtention de licence sont définies par les textes réglementaires.

Art.8- Les opérateurs touristiques doivent employer des personnes qualifiées.

Ainsi, toute personne exerçant dans le domaine touristique doit bénéficier d'un minimum de formation.

La formation du personnel est une obligation. Elle peut être entreprise soit directement à l'initiative de l'entreprise, soit par l'intermédiaire des associations professionnelles et financée par un fonds de participation ou par des taxes parafiscales.

A ce titre, l'Administration et les associations professionnelles se concertent pour la définition des objectifs et les modalités de mise en œuvre du programme de formation.

Un agrément est requis pour tout organisme désirant dispenser la formation.

Art. 9- Les opérateurs sont tenus à des règles strictes de publicité extérieure et intérieure relatives aux classements, licences, déclaration d'existence et aux tarifs pratiqués. Ces règles seront déterminées par voie réglementaire.

Art. 10- Les opérateurs touristiques jouissent du droit d'exercer librement leur activité professionnelle sur l'ensemble du territoire national dans la mesure où ils respectent les dispositions légales et les obligations ci-dessus.

Ils disposent de la liberté de recrutement de leur personnel dans le cadre des lois sociales en vigueur. Cependant, ils sont tenus d'employer de préférence, à capacité égale du personnel national.

Ils ont droit à la protection de leurs biens et de leur personnel.

Ils bénéficient de la promotion mise en place par les pouvoirs publics et notamment de celle des instances chargées de cette promotion.

CHAPITRE IV

DROITS ET OBLIGATIONS DES TOURISTES

Art. 11- Tout voyageur, qu'il soit excursionniste ou touriste, est tenu au respect des lois et règlements en vigueur et en particulier ceux relatifs :

- à l'ordre public ;
- aux règlements relatifs au séjour des touristes étrangers ;
- au respect des us et coutumes locaux ;
- aux bonnes mœurs et à la santé publique ;

Les voyageurs doivent participer par une attitude positive au respect de l'environnement. Toute dégradation volontaire peut conduire à des pénalités conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les plaisanciers sont tenus au respect des règles de sécurité relatives à la navigation de plaisance prescrite par le Code Maritime et les Codes des Voies Navigables et leurs textes d'application.

Art. 12- Ils ont droit à la sécurité des biens et des personnes, sur toute l'étendue du territoire, notamment pour les déplacements quels qu'ils soient, à l'assistance en cas de besoin, notamment en matière de santé, à toutes les mesures relatives à la protection du consommateur et plus particulièrement à une publicité claire des prix pratiqués.

TITRE II

CONDITIONS D'IMPLANTATION

Art. 13- L'exercice de toutes activités dans le secteur tourisme est soumis à une autorisation préalable du Ministère chargé du Tourisme.

Les modalités d'implantation des entreprises prestataires de services liés au tourisme seront fixées par voies réglementaires.

Le Ministère chargé du Tourisme est consulté pour avis préalablement au dépôt du permis de construire pour les constructions et aménagements à vocation touristique. Il est associé à la délivrance du certificat de conformité.

Art. 14- La délimitation et le classement des zones d'intérêt touristique sont fixés par voie réglementaire interministérielle.

Chaque zone fera l'objet d'un plan d'aménagement et d'un cahier des charges approuvés par décret.

TITRE III

REGIME DES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICE LIE AU TOURISME

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS D'EXERCICE

Art.15- Nul ne peut, directement ou par personne interposée, pour son compte ou pour le compte d'autrui ou en qualité de dirigeant de droit ou de fait d'une entreprise, se livrer ou apporter son concours aux activités des entreprises de service lié au tourisme s'il a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, ou s'il a fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis, notamment pour l'une des infractions ci-après :

- faux et usage de faux en écriture privée de commerce ou de banque ;
- vol, recel, escroquerie, abus de confiance, banqueroute, extorsion de fonds, valeurs ou signatures ;
- délits en matière de drogue ;
- délits en matière de chèque ;
- atteinte aux bonnes mœurs.

Art. 16- Dans l'exercice de leurs activités, les opérateurs touristiques sont tenus de :

- communiquer tout document relatif à la profession et ce, à la demande de l'Autorité chargée du Tourisme ;
- tenir livres et documents à la disposition des agents habilités à les consulter ;
- souscrire une assurance couvrant les conséquences de leur responsabilité civile et professionnelle ;
- apposer les panonceaux réglementaires à la vue des touristes.

CHAPITRE II

CONTROLE DES ACTIVITES TOURISTIQUES

Art. 17- Toute personne physique ou morale exerçant des activités touristiques est soumise à un contrôle administratif destiné à vérifier la conformité de ses activités aux dispositions de la présente loi et ses textes d'application.

Art. 18- Des agents habilités à faire le contrôle prévu ci-dessus et dûment mandaté par le Ministre chargé du Tourisme procède notamment à la vérification du respect des conditions prescrites par la présente loi et ses textes d'application.

Ils seront assermentés pour les verbalisations jugées nécessaires.

TITRE IV

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Art. 19- Les opérateurs touristiques peuvent former librement des associations ou des groupements professionnels, qui peuvent demander à être reconnus légalement.

Ils sont représentés au sein des instances nationales du tourisme pour faire entendre leurs propositions et leurs suggestions, par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles.

Art. 20- Des comités à différents niveaux pour le développement du tourisme et dont la mission, la composition et le fonctionnement sont fixés par voie réglementaire peuvent être créés. Notamment, une structure de concertation avec l'ensemble des Ministères concernés sera dotée d'un pouvoir de proposition et d'harmonisation des différentes actions.

Art. 21- Le Ministère chargé du Tourisme peut mandater une structure associative reconnue d'utilité publique et regroupant les opérateurs du tourisme, d'une mission de promotion.

Son financement pourra être assuré en partie des recettes perçues à l'occasion d'une ou de plusieurs prestations de ce secteur.

TITRE V

DISPOSITIONS PENALES

CHAPITRE PREMIER

INFRACTIONS ET PENALITES

Art. 22- Les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses textes d'application seront poursuivies et réprimées par les lois et les règlements en vigueur
Les agents cités à l'article 18 ci-dessus procèdent à une mise en demeure assortie de délais et éventuellement par des propositions de sanctions administratives.

Art. 23- Les infractions relatives aux procédures d'implantation, de permis de construire et de certificat d'urbanisme, de constructions relèvent du Code de l'Urbanisme et des textes régissant le Patrimoine national.

Art. 24- Les infractions relatives à l'hygiène, la salubrité et la santé des employés et des clients, relèvent du Code de la Santé Publique.

Art. 25- Les infractions aux dispositions relatives :

- à la non communication de documents, renseignements, tenue de registre ;
- au classement, licence, autorisations, assurances ;
- à la publicité des prix, affichage, présentation du classement, tromperie sur la qualité, les appellations, seront punies d'amendes qui seront fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE II

CONSTATATION DES INFRACTIONS

Art. 26- Les infractions à la présente loi et aux règlements pris pour son application sont recherchées et constatées par les agent prévus à l'article 18 ou les autres agents de l'Administration spécialement habilités et dûment mandatés.

Art. 27- Les agents visés ci-dessus ont libre accès dans les lieux d'exploitation et leurs dépendances.

Ils peuvent exiger la communication en quelque main qu'ils se trouvent, des documents de toute nature propres à faciliter l'accomplissement de leur mission.

Art. 28- Les infractions sont constatées au moyen de procès verbaux qui :

- énoncent la nature et le lieu d'infractions, la date de constatation ou de contrôle effectué, les noms, qualité et adresse des contrevenants ;
- indiquent que l'exploitant a été informé de la date et du lieu de leur rédaction ;
- précisent en outre que l'exploitant a été avisé de sa possibilité d'adresser un mémoire de défense dans un délai de huit (08) jours francs ;
- sont dispensés de formalités d'enregistrement et de droit de timbre ;
- font foi, jusqu'à preuve du contraire, des constatations matérielles qu'ils relatent.

Art. 29- Les procès verbaux dressés et dûment signés par le ou les agents verbalisateurs et le responsable de l'entreprise contrevenante sont transmis dans les meilleurs délais au Ministre chargé du Tourisme ou à l'Autorité locale ou toute autre Autorité à qui il délègue son pouvoir. Si le représentant de l'entreprise refuse de signer, mention en est faite au procès verbal.

Une copie est remise pour information à l'intéressé.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 30- Les dispositions de la présente loi ainsi que celles des textes réglementaires s'appliquent aussi bien aux entreprises à créer qu'à celles déjà existantes.

Ces dernières sont tenues de s'y conformer dans un délai d'un an à compter de la date de publication desdits textes.

Art. 31- Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

Art. 32- La présente loi sera publiée au journal officiel de la République.

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le 25 août 1995

Pr. ZAFY Albert

ANNEXE II: DECLARATION ENGAGEANT LES NATIONS UNIES ET LES DECIDEURS DU SECTEUR PUBLIC, DU SECTEUR PRIVE ET DE LA SOCIETE CIVILE DANS LE MONDE A ENCOURAGER LE TOURISME

La Déclaration demande :

- L'intégration du tourisme dans toutes les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté, avec insistance sur les liens positifs avec les activités économiques locales ;
- La reconnaissance accrue du rôle du tourisme dans les économies nationales, le compte satellite du tourisme servant à évaluer le poids de ce secteur et ses relations avec d'autres branches d'activité ;
- La bonne conduite du tourisme par les pays hôtes et par les prestataires de services qui, dans le respect du Code mondial d'éthique du tourisme de l'OMT, accorderont une importance toute particulière au développement social et culturel et s'associeront à la campagne contre l'exploitation des enfants ;
- La mobilisation de fonds en faveur de l'infrastructure, de l'accès aux marchés, de la valorisation des ressources humaines et du transfert des technologies pour le secteur touristique des Pays en développement, ainsi qu'en faveur de projets de microcrédit au niveau local ;
- Le soutien de l'initiative ST-EP de l'OMT pour que le tourisme durable serve à l'élimination de la pauvreté grâce à des programmes d'écotourisme, de tourisme sportif et de tourisme rural à l'échelon communautaire ;
- La reconnaissance des liens étroits entre le transport aérien et le tourisme et de la nécessité d'améliorer la desserte aérienne des pays pauvres, ainsi que des mesures et fonds spéciaux pour qu'y soient respectées les normes de sécurité et de facilitation ;
- Des actions pour développer les ressources humaines des pays pauvres afin d'assurer la prestation de services de qualité d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur du tourisme ;
- Un engagement prioritaire plus net en faveur de la libéralisation du tourisme dans le cycle de Doha pour le développement afin que, dès le prochain sommet de Hong-Kong, il soit décidé de tirer parti du potentiel de ce secteur pour dynamiser les exportations et l'économie des pays pauvres et des petits Etats insulaires ;

- Le soutien de la Déclaration de Djerba de 2003 sur le tourisme et le changement climatique pour que ce secteur joue bien son rôle dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et que les destinations soient protégées des effets négatifs du changement climatique ;
- L’approbation des initiatives du Secrétaire général de l’ONU visant à mettre en place des mécanismes novateurs d’appui financier en faveur du développement, tout en insistant pour que les éventuelles taxes volontaires qui seraient prélevées sur les voyages en avion respectent les accords internationaux relatifs au transport aérien et qu’elles évitent de grever les flux touristiques à destination des pays pauvres, et
- La facilitation de l’accès au financement du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) du PNUD pour les projets de développement du tourisme – en particulier, de l’écotourisme – et pour les projets d’aménagement des ressources en eau.

La Déclaration a été transmise à tous les Etats et à toutes les organisations participant à la soixantième session de l’Assemblée générale des Nations Uni.

ANNEXE III: LES ACTIONS PRIORITAIRES A COURT, MOYEN ET LONG TERME DEFINIES DANS LE PLAN NATIONAL DU TOURISME

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
Accès aérien : Application effective de l'ouverture du ciel Accès direct aux sites touristiques : vols directs vers les sites touristiques Réhabilitation des aéroports : extension piste pour permettre l'atterrissage de gros porteurs, balisage et aménagement aérogare	En matière d'hébergement : Récolement et classement des établissements suivant les textes en vigueur Formation décentralisée dont la formation mobile Labellisation des services Actualisation des textes d'application Contrôle et suivi des établissements existants	
Accueil à l'aéroport : Facilitation aéroportuaire Définition des responsabilités au sein de l'aéroport.	Image de la destination Madagascar Renforcement des supports informatifs et des matériels de promotion aux opérateurs touristiques (brochures, affiches, vidéos, etc) Lancement de campagne de marketing intégrale présentant Madagascar comme une destination unique dans la Région de l'Océan Indien Publication des vols réguliers par les Compagnies aériennes au moins un an à l'avance Augmentation des correspondances à l'intérieur	
Prestations offertes : Etablissement d'un bureau de tourisme dans les sites touristiques Formation, sensibilisation sur prix de marché Charte de la qualité Prolongement avec des activités de sports nautiques à Nosy-Be Adaptation de la fréquence des vols aux départs internationaux de Antananarivo et Toliara: 2 vols en haute saison et 1 vol en basse saison Amélioration de la sécurité sur les	Promotion Etablissement d'un bureau de tourisme dans les sites touristiques Programmation d'un vol quotidien sur Antananarivo et 2 vols hebdomadaires sur Antsiranana Service de taxis régulier Antsiranana – Orangea – Mer d'Emeraude Vols réguliers entre Maroantsetra/ Masoala Aménagement du lac vert	Promotion Déclassement de Réserves Naturelles Intégrales en parc national Amélioration du transport fluvial sur le Canal Pangalanes Etablissement d'un bureau de tourisme dans les sites touristiques Valorisation de

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
<p>bateaux vers la Grande Terre (gilets de sauvetage, etc.)</p> <p>Services de bateaux réguliers entre Maroantsetra / Masoala</p> <p>Développement d'un mini-golf (combinaison des activités golf et plage)</p> <p>Amélioration du transport public vers les sites autours d'Antananarivo</p> <p>Création de festival culturel</p> <p>Amélioration de la navette par bac entre Mahajanga et Katsepy.</p> <p>Mise en place de structures de gestion des grottes (Mahajanga).</p> <p>Promotion du Fitampoha comme activité de tourisme culturel</p> <p>Mise aux normes du port pour accueillir le trafic international/ régional</p> <p>Réglementation de pousse-pousse (Toamasina)</p> <p>Valorisation de l'axe ferroviaire Fianarantsoa – Côte Est</p> <p>Création d'un musée ethnologique de Manakara</p> <p>Promotion de Lavanono (Famadihana Betsilio)</p> <p>Création d'un festival traditionnel, route du vin, corrida traditionnel Betsileo, Sambatra à Mananjary</p> <p>Réhabilitation de la Micheline Fianarantsoa – Côte Est</p> <p>Promotion de plantation du thé de Sahambavy et activités nautiques sur le lac</p> <p>Réhabilitation du thermal de Ranomafana</p> <p>Randonnés à thème : rizière, villages royaux, sois, forêts et marché aux zébus ...</p> <p>Aménagement du circuit trekking dans le corridor forestier du nord (falaise Tanala)</p> <p>Amélioration de l'accès au parc de Ranomafana, Isalo, Andringitra</p>	<p>d'Anivorano</p> <p>Création d'un vol direct hebdomadaire Nosy-Be - Paris</p> <p>Déclassement de la Réserve Naturelle Intégrale de Lokobe en parc national (Nosy-Be)</p> <p>Classement de l'île Tanikely en parc marin (Nosy-Be)</p> <p>Mise en conformité de l'aéroport de Nosy-Be aux vols long courrier</p> <p>Réhabilitation du transport ferroviaire Toamasina-Brickaville</p> <p>Valorisation de la source thermale de Betafo et les autres sites environnants</p> <p>Développement activités trekking, escalade, parapente à Iharananandriana</p> <p>Valorisation du Mont Ibity (Antsirabe)</p> <p>Ouverture du parc national Kirindy-Mitea (Morondava) aux visiteurs</p> <p>Valorisation de la source thermale de Bezaha</p> <p>Création de mini-parcs régionaux à Ifaty</p> <p>Création d'un musée de la Vanille dans la Région SAVA</p> <p>Enlèvement des épaves de bateaux à Taolagnaro</p> <p>Programmation de vols internationaux Taolagnaro-Afrique du Sud, île Maurice, Italie</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réglementation de la sécurité des bateaux 	<p>sources thermales</p> <p>Création de mini-parcs régionaux</p>

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
<p>Valorisation de la plage de Kimony (Morondava)</p> <p>Valorisation des sites historiques de la ville Morondava</p> <p>Valorisation des îlots de Belo-sur-Mer</p>		
<p>Environnement :</p> <p>Etudes stratégiques de l'environnement</p> <p>Analyse du développement potentiel de grands projets touristiques dans toute la région</p> <p>Amélioration de la propreté des plages</p>	<p>Tourisme basé sur la faune et la flore</p> <p>Panneaux d'interprétation et d'indication dans les parcs et sites</p> <p>Mention des noms scientifiques et vernaculaires de la flore dans le parc</p> <p>Elaboration d'un guide des plantes endémiques de Madagascar</p> <p>Recherche des possibilités de création de structures d'hébergement simples directement dans les parcs (camping, ecolodge ...)</p>	
<p>Foncier :</p> <p>Révision des textes et redéfinition des critères</p> <p>Inventaire foncier</p>		
<p>Formation :</p> <p>Facilitation de l'implantation des instituts de formation continue et initiale</p> <p>Renforcement de la coopération régionale et internationale en matière de formation</p> <p>Formation du personnel de l'Etat</p>		
<p>Tourisme balnéaire</p> <p>Guides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de programmes de formation pour les guides de Nosy Be (connaissances particulières de l'île et sa région: géologie, histoire, écologie, économie agriculture locale et production culture et traditions, flore et faune) - Certificats pour les guides pouvant prouver leurs connaissances (examen officiel du 	<p>Tourisme culturel et de paysages</p> <p>Création d'activités secondaires et d'infrastructures autour des sites (restaurants, petit marché de l'artisanat, circuit de promenade pédestre, parking et toilettes, ...).</p> <p>Restauration du musée océanographique (Nosy-Be)</p> <p>Création d'un village de l'artisanat à Andoany (Nosy-Be)</p> <p>Sensibilisation pour le tourisme durable</p>	<p>Tourisme culturel et de paysages</p> <p>Création d'activités secondaires et d'infrastructures autour des sites (restaurants, petit marché de l'artisanat, circuit de promenade pédestre, parking et toilettes, ...).</p> <p>Développement de petites marinas</p>

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
<p>MCT avec l'ONTM)</p> <p>Elaboration d'un plan directeur du tourisme durable pour l'archipel des îles Mitsio (par un bureau d'études indépendant) afin d'établir un programme de développement touristique durable pour l'île Grand Mitsio.</p> <p>Etablissement d'une route de ferry qui reliera les îles principales de l'archipel Mitsio, Nosy Hara, Nosy Be et l'Archipel des Radama (pour passagers et cargo, opéré par une compagnie privée). Les bateaux seront confortables et répondront aux normes de sécurité internationales.</p> <p>Elaboration d'un Plan Directeur de tourisme durable pour l'archipel des Radama afin d'établir un programme de développement touristique durable pour Nosy Kalakajoro et Nosy Antanimora</p> <p>Clarification du statut foncier du terrain et passage en RFT (Réserve Foncière Touristique) pour attirer les investissements internationaux.</p> <p>Développement des activités de pêche</p> <p>Elaboration de supports informatifs pour Nosy-Be (petite brochure – carte etc...)</p> <p>Mise en place d'un Centre de visiteurs de Nosy-Be: informations touristiques et petit musée (histoire de Nosy-Be, informations sur la civilisation malgache du nord).</p> <p>Port d'Andoany / Nosy-Be :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien: services réguliers de nettoyage, parking, toilettes, poubelles - Amélioration des conditions d'hygiène - Organisation des bateaux et des porteurs - Immatriculation des bateaux - Publication des tarifs et des 	<p>Développement de la Marina de port Jasmine (Antsiranana)</p> <p>Réhabilitation du Port Schneider, marina avec toute l'infrastructure nécessaire (Mahajanga)</p> <p>Développement d'une marina près du port aux boutres (Mahajanga)</p> <p>Réhabilitation de la route Morondava – Bekopaka.</p> <p>Installation d'une jetée flottante pour les bateaux de plaisance de la rivière Nosy Kely (Morondava)</p> <p>Construction d'une corniche près du port (Morondava)</p> <p>Réhabilitation de la route Soanierana-Ivongo-Maroantsetra</p> <p>Réhabilitation de la route vers Geysers (Analavory)</p> <p>Création d'un centre de Hira Gasy</p> <p>Mise en place de panneaux d'indication des sites touristiques et écotouristiques</p> <p>Création de centre d'informations touristiques dans les sites</p> <p>Aménagement de l'accès à l'aire protégée d'Anjozorobe</p> <p>Aménagement des sources thermales de Betsiaka et Mantaly Maro et Haut Sambirano</p>	<p>Mise en place de Ferry ou pont sur les grandes rivières</p> <p>Augmentation de la fréquence de vols entre les principaux sites</p> <p>Mise en valeur des sites culturels</p> <p>Mise en place de panneaux d'indication des sites touristiques et écotouristiques</p> <p>Facilitation à la mise en place des hôtels haut de gamme</p> <p>Valorisation des manifestations culturelles traditionnelles</p>

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
horaires pour les bateaux ▪ Promotion de Foulpointe comme destination balnéaire		
Infrastructures ▪ Goudronnage de la route côtière entre la ville, l'aéroport et le Cirque Rouge ▪ Réhabilitation de la route entre Toliara et Ifaty ▪ Amélioration du transport en commun entre l'aéroport et Ifaty Mise en place de Ferry à l'embouchure de la rivière Onilahy de Saint-Augustin à Soalara Réhabilitation de la route Miandrivazo Morondava ▪ Réhabilitation de l'accès à l'allée de Baobabs, 'Foret de Kirindy' ▪ Réfection des routes dans la ville de Taolagnaro ▪ Amélioration de la route principale entre l'aéroport et la Pointe des Cocotiers (tout en gardant le caractère de piste, pas d'asphalte !) à Sainte-Marie. ▪ Réhabilitation de la route de Brickaville à Ambila Lemaitso ▪ Amélioration des bateaux de desserte en ferry vers Ambila ▪ Réhabilitation du Canal des Pangalanes ▪ Re-établissement du service passager du trafic ferroviaire entre Antananarivo et Toamasina ▪ Amélioration du ferry Soanierana Ivongo – Sainte Marie ▪ Réhabilitation de la route aéroport – Plage de l'Andilana ▪ Aménagement de l'accès à l'aire protégée d'Ambohitantely Réhabilitation de la route d'accès à l'ouest de l'Ankarana (Antsiranana) Réhabilitation de la route du Mont Passot (Nosy-Be) ▪ Réhabilitation de la route d'Ambatolokaka (Nosy-Be)	Infrastructures Réhabilitation de la route Taolagnaro-Ranomafana Réhabilitation de route Taolagnaro-Manantenina-Vangaindrano Création d'une piscine municipale à Morondava Réhabilitation du Canal des Pangalanes sur 10km et dragage de Toamasina jusqu'à Ambila-Lemaitso Création d'abattoir frigorifique à Taolagnaro Création d'un centre de formation en hôtellerie et produits artisanaux dans la Région d'Anosy Création d'un port de plaisance à Soanierana-Ivongo/ Manompana Réhabilitation du Boulevard Ratsimilaho (Toamasina) Réhabilitation de l'axe Vohemar-Ambilobe Aménagement de l'accès au parc national de Manongarivo Mise en place d'un centre hospitalier aux normes internationales (Antsiranana) Aménagement de l'accès au parc national de Masoala Aménagement de l'accès aux parcs nationaux de Marojejy et d'Anjanaharibe (Andapa) Dragage du vieux port de Sambava Réhabilitation de la route circulaire en terre, accès aux plages Nord (Andilana – Fascène) (Nosy-Be) Réhabilitation de la route du Mont Passot (Nosy-Be) Réhabilitation de la route de Lokobe (Nosy-Be)	Infrastructures Création de centre d'informations touristiques Aménagement des accès aux sources thermales Développement des circuits par voie fluviale Amélioration des infrastructures routière et d'accueil

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise aux normes de l'hôpital (ou clinique) de Nosy-Be ▪ Restauration des escaliers et des chemins pavés dans la ville de Fianarantsoa ▪ Réhabilitation de la route du vin Fianarantsoa-Soatanana ▪ Réhabilitation de la route coloniale qui traverse le corridor nord au sud (Ikongo) ▪ Réhabilitation de l'aéroport aux normes internationales (Fianarantsoa, Manakara) ▪ Réhabilitation de la route Ihosy-Farafangana (accès au Pic Ivohibe, Réserves de Midongy du Sud) Réhabilitation de l'axe Ambinanikely à Ampamakiambato-Camp Flacourt (Taolagnaro) Réhabilitation des rues de la ville de Taolagnaro ▪ Réhabilitation de route Taolagnaro – Lokaro/ St. Luce 	<p>Réhabilitation de la route Ramena/ Orangea (Antsiranana)</p> <p>Amélioration de l'aéroport pour les vols internationaux (Mahajanga)</p> <p>Réhabilitation de la route Morombe – Andavadoha – Baie des Assassins (Toliara)</p> <p>Développement de connexions aériennes entre Toliara et Morombe</p> <p>Développement d'une petite marina dans la Baie des Assassins ou à Andavadoha (Toliara)</p> <p>Réhabilitation de la route reliant Saint-Augustin – Soalara – Beheloka - Itampolo</p> <p>Installation d'une chambre de décompression pour les plongeurs, dans un endroit central dans le Sud.</p>	
	<p>Tourisme de croisière</p> <p>Etablissement de facilités touristiques dans le port.</p> <p>Centre d'informations aux ports.</p> <p>Proposition d'accostage de l'Ouest de Madagascar dans le programme des croisiéristes.</p> <p>Facilitation de la desserte en Ferry sur la rivière Onilahy à Saint Augustin pour accéder au parc national Tsimanampetsotsa.</p> <p>Développement des sites de plongée autour de l'archipel de Mitsio et de Radama.</p> <p>Classification de tout l'archipel en réserve naturelle</p> <p>Réalisation du projet touristique Tan'marina (Baie des Russes)</p>	
<p>Mesures d'accompagnement</p> <p>Mise en réseau informatique au niveau local</p>	<p>Mesures d'accompagnement</p> <p>Réduction progressive de la TVA à 15 %</p>	

A Court terme (1 à 3 ans)	A Court et à Moyen terme (3 à 5 ans)	A long terme (Plus de 5 ans)
<p>Acquisition des matériels, équipements nécessaires au fonctionnement de l'intranet</p> <p>Mise en réseau avec l'intranet de l'Etat</p> <p>Mise en réseau avec les sites distants</p>	<p>Taux bonifiés des emprunts bancaires aux opérateurs touristiques</p> <p>Mise en place d'un régime préférentiel aux investissements touristiques.</p> <p>Exploitation rationnelle de l'Intranet</p> <p>Augmentation et renouvellement du parc informatique</p> <p>Extension et vulgarisation de l'intranet jusqu'aux agents</p> <p>Formation et recyclage des agents</p>	

ANNEXE IV : LISTE, TYPE, LOCALISATION ET CARACTERISTIQUE DES SITES CULTURELS

TYPES	LOCALISATION	CARACTERISTIQUES	OBSERVATION
Monuments naturels, légendaires, scientifiques et pittoresques			
Grottes	Anjohibe / MahajangaII	-Multiformes présentant des galeries larges aboutissant à une hall aux vastes dimension ; -Existence des stalactites et stalagmites très développées ; -Existence d'une forêt peuplée de Lémuriens ; -Petites grottes aux alentours ; -Existence d'une piscine naturelle ; -Existence d'une chute d'eau de 20m ;	-Situées à 83 km de Mahajanga ; piste accessible entre Mai et Novembre -Situées à 3.5km sud des grottes :piscine de 4.5m x 30m ;eau douce et potable ;
	Belobaka : MahajangaII	2 grottes dont 1 très vastes et 2 assez grandes Existence des stalactites et stalagmites	Sites classé Nécessité d'entretien
	Namoroko : Soalala	Entrée à 3 issues Bassin d'eau	Non exploitées à fond
Réserves foncière à Ampazony et Antsanitia	Commune rurale de Belobaka /MahajangaII	Plage et Lieu de pêche	Reconnue le 26 :01 :04 à14km de Mahajanga
Cirque rouge	Commune rurale de Belobaka / MahajangaII	Cirque formé de plusieurs couches de grès alternatives de couleurs différentes, formées par l'érosion naturelle Existence d'une source d'eau naturelle	Grès constituant une matière première pour la peinture en bouteille Besoin de réhabilitation de la piste qui y mène
Grand pavois	Amborovy/ MahajangaI	Plage de 2km	Besoin de réhabilitation de la piste qui y mène
Vestiges	-Antsoheribory/ Commune rurale d'Atongomena Bevary	Comptoir arabe d'autrefois Ruines de l'ex-cité des Antalaotra ;	Nécessité de restaurer pour que l'histoire vive perdure A valoriser

	-*Morafeno Langany	Existence de cimetières avec des inscriptions arabes sur les tombes en ruines	Aclasser
Lacs	Kinkony/ commune de Mitsinjo	2eme grand lac de Madagascar Lieu de pêche continentale Au milieu du lac, une île Maroandravina,	-problème d'accessibilité Lieu de suicide de collectif des Sandrangoatsy qui ne voulaient pas se plier au conquérant du Boenny, le roi Anriamandisoarivo
	Mangatsa / CR Belobaka	Lac sacré, artificiel ; on y trouve des poissons géants : truites vangolopaka, poissons rouges ; Pêche strictement interdite On y pratique le culte des ancêtres	A 15km de Mahajanga Accessible surtout en saison sèche
	Ampijoroa-Parc National Ankarafatsika	Lac Ravelobe : site historique et légendaire Promenade organisée par le PNA sur ce lac Existence d'un Doany au bord du Lac dans la forêt d'Ampijoroa	
	Namoroko/ Soalala	Lac Sariaka : eau jamais trouble ; On peut y faire du ski nautique	Problème d'accessibilité
Monuments naturels, légendaires et pittoresques	Belobaka/Mahajanga II	Kipatso amoncellement de rochers	Classé
	Mahajanga I	Baobab : 22.50m de diamètre Servait de poteau d'exécution vers 1897	Curiosité de la ville de Mahajanga Sur le tronc, on peut lire les noms des soldats des corps expéditionnaires de 1896
	Soalala	Alan'Izaha : Izaha est un baobab nuisible au monde	On donne à cette forêt le nom de « la princesse et ses serviteurs » et ce par leurs formes qui s'emboîtent au ras du sol
	Namoroko/ Soalala	Tsingy : Formé de réseau dense de failles, de crevasses et des blocs de calcaire sculptés en lames en pointes acérées ; Le seul endroit où on trouve la tortue à éperon ou « Angonoka »	Aire protégée en cours de classement en Parc national

		On y trouve différents types d'arbres poussant sur les rochers Abrite différents sites écotouristiques Abri et protection de la plupart des sources qui alimentent les villages alentours	
Parc National	Ankarafantsika/ Ampijoroa –CR Marosakoa	Parc National abritant plusieurs sites écotouristique Différents circuits	Géré par ANGAP/ KFW
Musée	Ambondrona/ MahajangaI	Musée Akiba	Sous la Responsabilité de l'Université de Mahajanga

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	1
REMERCIEMENT	2
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES	3
GLOSSAIRE.....	5
INTRODUCTION	6
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU TOURISME DANS LA REGION BOENY	8
Chapitre premier : DESCRIPTION DES ZONES TOURISTIQUES DANS LA REGION BOENY	9
SECTION 1 : PRESENTATION GENERALE DE LA REGION BOENY	9
§1. Historique du peuplement de la Région Boeny	9
§2. La subdivision administrative	11
§3 Les moyens de transport et de communication.....	11
§4. Les caractéristiques géographiques.....	12
4.1. Le relief et le sol.....	12
4.2. Le climat et la pluviométrie.....	13
4.3. L'hydrographie.....	13
SECTION 2 : LA LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DES ZONES TOURISTIQUES DANS LA REGION BOENY	14
§1. La démographie	14
1.1. Population de la région Boeny.....	14
1.2. La densité de la population	14
1.3. Le taux de croissance démographique	15
§2. La répartition ethnique	15
2.1. District de Mahajanga I	15
2.2. District de Mahajanga II	16
2.3. District de Marovoay.....	16
2.4. District d'Ambato-Boeny	16
2.5. District de Mitsinjo.....	17
2.6. District de Soalala.....	17
§3. Le tourisme dans la Région Boeny.....	17
3.1. Les produits touristiques.....	17
3.1.1. En écotourisme, des parcs nationaux	18
3.1.2. En sites culturels.....	18
3.1.3. En tourisme balnéaire :	18
3.2. Les infrastructures d'accueils.....	19
Chapitre 2 : ATOUTS PARTICULIERS DE LA REGION BOENY SUR LE SECTEUR TOURISTIQUE	20
SECTION 1 : TYPOLOGIE DES PROJETS TOURISTIQUES	20

§1. Projets touristiques avec infrastructures et activités connexes.....	20
§2. Projets d'activités touristiques sans infrastructures	21
§3. Projets d'aménagement de zones touristiques (ZIT et ZIE).....	21
SECTION 2 : PARTICULARITE DES ACTIVITES TOURISTIQUES DANS LA REGION DU BOENY.....	21
§1. Les différents types de tourisme.....	22
1.1. Les types du tourisme selon la provenance	22
1.1.1. Le tourisme national.....	22
1.1.2. Le tourisme international	22
1.2. Les types du tourisme selon les mouvements des touristes	22
1.2.1. Le tourisme résidentiel.....	22
1.2.2. Le tourisme itinérant	23
1.3. Les types du tourisme selon la motivation.....	23
1.3.1. Le tourisme de loisirs	23
1.3.2. Le tourisme d'affaires	23
1.3.3. Le tourisme culturel	23
§2. Le tourisme dans la Région Boeny.....	24
2.1. Les touristes d'affaires.....	24
2.2. Les touristes de vacances.....	24
2.3. Les touristes industriels.....	24
2.4. Le touriste lacustre et fluvial.....	24
2.5. Le touriste culturel	24
2.6. Le touriste de découverte.....	25
§3. Les points forts et les points faibles de la Région Boeny sur le secteur touristique	25
3.1. Hébergement.....	26
3.1.1. Les points faibles.	26
3.1.2. Les points forts.....	26
3.2. Artisanat	27
3.2.1- Les potentialités en artisanats.....	27
3.2.2. Faiblesses.....	28
3.2.3- La main d'œuvre.....	28
3.4. Analyse sur les cinq domaines principaux au plan directeur du tourisme	28
3.4.1. Produit touristique.....	28
3.4.2-Le marketing et la distribution.....	29
3.4.3-Le cadre institutionnel	30
3.4.4- Les ressources humaines.....	31
3.4.5- Investissement dans le tourisme.....	31
Chapitre 3: INTERVENANTS DANS LE SECTEUR TOURISME	33
SECTION 1 : LES ADMINISTRATIONS CONCERNEES	33
§1. Ministère des Transports et du Tourisme (MTT).....	33
1.1. Les objectifs spécifiques de MTT.....	34
1.2. La vision « Madagascar Naturellement ».....	34
1.3. Les OMD (Objectif de Développement du Millénaire)	35
§2- Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM)	35

2.1. Les objectifs de l'ONTM.....	35
2.2. Les activités	36
§3. Office Régional du Tourisme Mahajanga (ORTM).....	37
3.1. Les missions confiées aux Offices du Tourisme :	37
3.2. Ecole des Métiers du Tourisme et d'Hôtellerie (EMTH)	38
§4. La Chambre de Commerce.....	38
4.1. Rôle et mission.....	38
4.2. EDBM (Economic Développement Board of Madagascar).....	39
SECTION 2 : L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE	40
§1. Objectif	40
§2. Rôles	41
2.1.. Les zones des forêts	42
2.2. Les motifs de déforestation.....	42
2.3. Les conséquences de la déforestation.....	43
2.4. Le reboisement.....	43
PARTIE II: IMPACTS DU TOURISME SUR L'ECONOMIE DE LA REGION BOENY ET SES PERSPECTIVES D'AVENIR.....	44
Chapitre premier: LES PORTEES ECONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DU TOURISME	45
SECTION 1 : LES PORTEES SOCIO-ECONOMIQUES DES ACTIVITES TOURISTIQUES.....	45
§.1 Les impacts positifs du secteur tourisme au niveau national.....	45
1.1. Le tourisme, source des rentrées des devises	45
1.1.1- Effet d'afflux massifs des devises sur la balance commerciale et balance de paiement.....	46
1.1.2. L'incidence sur le chômage.....	47
1.2. Le tourisme, source de Formation Brute du Capital fixe (FBCF).....	48
1.2.1-Les caractéristiques des investisseurs dans le secteur tourisme.....	48
Source : Direction Inter-Régionale du Tourisme Mahajanga, 2006	49
1.3. Le tourisme crée des emplois.....	49
1.4. Le tourisme exerce des effets d'entraînement sur le développement régional.....	50
§2. Le tourisme alimente la caisse de l'Etat.....	51
2.1. Les recettes fiscales de l'Etat	51
SECTION 2 : LES PORTEES ENVIRONNEMENTALES DES ACTIVITES TOURISTIQUES	53
§1.Les impacts environnementaux	54
§2. Les impacts sociaux.....	57
SECTION 3. LES MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS NEGATIFS DU TOURISME	58
§1. Les mesures d'atténuation des impacts négatifs sur le plan environnemental	58
§2. Les mesures d'atténuation des impacts négatifs sur le plan social.....	62
Chapitre 2: LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISME.....	64

SECTION 1 : LES ATOUTS ET LES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME	64
§1. Les atouts sur les plans géographique, social et environnemental	64
§2- Des circuits dignes d'intérêt	65
2.1. Les circuits en ville.....	65
2.2. Les circuits courts	66
2.3. Les circuits de moyenne distance	66
2.3.1. Les grottes d'Anjohibe.	66
Source : Direction Inter-Régionale Tourisme Mahajanga, 2007	67
2.3.2- Le Parc National d'Ankarafantsika	67
2.3.3- Remontée ou descente du fleuve Betsiboka.....	67
2.3.4- Le complexe d'Antanamarina	68
Source : Direction Inter-Régional Tourisme Mahajanga	68
2.4. Les circuits en mer.....	68
§3 Les infrastructures d'accueil.....	69
§4. Les obstacles.....	70
4.1. Les contraintes au développement du tourisme national.....	70
4.1.1. Le problème de l'accès au foncier.....	70
4.1.2. L'insuffisance des infrastructures de base	70
4.1.3. L'insuffisance des infrastructures d'accueil	71
4.1.4. La faiblesse de l'épargne et la rareté du crédit	71
4.1.5. Des taxes non incitatives	72
4.1.6. Le manque de professionnalisme.....	72
4.1.7. L'insuffisante promotion de la destination Madagascar	72
4.1.8. Le problème d'hygiène dans les sites touristiques	72
4.1.9. Des produits touristiques et écotouristiques peu ou mal et sous-exploités	72
4.1.10. Madagascar, une destination chère.....	73
4.1.11. L'exploitation irrationnelle des potentialités écotouristiques	73
4.2. Contraintes au niveau de la ville	74
4.2.1- Au niveau administratif.....	74
4.2.2. Au niveau des ressources humaines	75
4.2.3. Au niveau des infrastructures d'accueil.....	76
SECTION 2 : LES ELEMENTS D'UNE STRATEGIE POUR LA PROMOTION TOURISTIQUE.....	77
§1 : Stratégie de développement durable du tourisme	77
1.1. Concept de développement durable.....	77
1.2. Développement durable.....	78
1.2.1. La viabilité économique	78
1.2.2. La viabilité sociale.....	78
1.2.3. La viabilité environnementale.....	79
1.3. Tourisme et développement durable : une relation particulière	79
1.4. Concept pour le tourisme durable.....	81
1.4.1. L'environnement.....	81
1.4.2. L'économie	81
1.4.3. Le social.....	82
1.5. Tourisme durable.....	82
1.5.1. Ecotourisme.....	83

1.5.2. <i>Tourisme équitable</i>	83
1.5.3. <i>Tourisme solidaire</i>	83
1.5.4. <i>Tourisme responsable</i>	83
1.5.5. <i>Tourisme social</i>	83
1.6. <i>Principes de développement du tourisme durable</i>	84
1.6.1. <i>La durabilité écologique</i>	84
1.6.2. <i>La durabilité sociale et culturelle</i>	84
1.6.3. <i>La durabilité économique</i>	84
§2. <i>Rôles du gouvernement et des secteurs privés liés au développement du tourisme durable</i>	84
§3- <i>Tourisme et objectifs de développement international</i>	86
3.1. <i>Objectifs de développement du Millénaire (OMD)</i>	86
3.2. <i>Le nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)</i>	87
3.3. <i>Tourisme en faveur des pauvres (TFP)</i>	88
§4. <i>Stratégie marketing</i>	88
4.1. <i>Responsabilités</i>	89
4.2. <i>Campagne de sensibilisation nationale et régionale</i>	89
4.2.1. <i>Sensibilisation nationale</i>	89
4.2.2. <i>Sensibilisation régionale</i>	90
4.3. <i>Campagne de sensibilisation internationale (principalement en Europe)</i>	90
4.3.1. <i>Voyages de familiarisation</i>	90
4.3.2. <i>Participation aux salons du tourisme européens</i>	90
4.4. <i>Matériel de marketing</i>	90
4.4.1. <i>Création d'une identité organisationnelle par une agence professionnelle</i>	90
4.4.2. <i>Brochure générale et guide de vente pour les tours opérateur</i>	91
4.4.3. <i>Brochure tourisme à intérêt spécial</i>	91
4.4.4. <i>Brochure plage et soleil</i>	91
4.5. <i>Marketing électronique</i>	91
4.5.1. <i>Site web officiel</i>	92
4.5.2. <i>Activités à long terme</i>	92
Chapitre 3 : <i>PERSPECTIVES D'AVENIR DU SECTEUR TOURISME DANS LA REGION BOENY</i>	93
SECTION 1 : <i>IDENTIFICATION DES CONTRAINTES DU SECTEUR TOURISME</i>	93
§1- <i>Contraintes de transports</i>	93
1.1. <i>Aérien</i>	93
1.2. <i>Routier</i>	93
§2- <i>Contraintes d'hébergement et de formation</i>	94
2.1. <i>Hébergement</i>	94
2.2. <i>Formation</i>	94
§3- <i>Contrainte de promotion des investissements dans le tourisme</i>	94
§4- <i>Autres contraintes</i>	95
4.1. <i>Promotion de la destination</i>	95
4.2. <i>Environnement</i>	95
4.3. <i>Santé et vie social</i>	96

SECTION 2 : LES SOLUTIONS PRECONISEES	96
Si telles sont les contraintes, quelles seront les solutions à préconiser ?	96
§1- Concernant le transport.....	96
§2- Concernant l'hébergement et la promotion	96
§3- Concernant la promotion des investissements touristiques.....	97
§4- Concernant les autres contraintes.....	98
4.1. <i>Promotion de la destination</i>	98
4.2. <i>Environnement</i>	98
4.3. <i>Santé et vie sociale</i>	99
SECTION 3 : AMELIORATION DE L'AVENIR DU SECTEUR TOURISME	99
§1- Stratégies nationales	99
1.1. <i>Quelques réformes administratives et institutionnelles</i>	99
1.2. <i>Mesures incitatives et envisageables</i>	100
1.3. <i>Projets touristiques en cours et prévus</i>	100
§2- Les prévisions	101
2.1. <i>Arrivées touristiques</i>	101
2.2. <i>Capacité d'hébergement et classification d'ici 2012.</i>	101
Le Ministère prévoit une augmentation additionnelle de 11.230 chambres d'ici 2012.....	101
§3- Recommandations.....	102
CONCLUSION	104
LISTE DES TABLEAUX.....	106
LISTE DES FIGURES.....	107
LISTE DES PHOTOS	107
BIBLIOGRAPHIE	108
ANNEXE.....	109
TABLE DES MATIERES.....	129